





Genève

Paris

# **Gilles Dauvé**

## **De la crise à la communisation**

entremonde

rupture

**Cet ouvrage a été composé en Charter et en Akkurat.  
Il a été achevé d'imprimer en Bulgarie en mai 2017 sur  
les papiers Salzer et Pop'Set.**

**ISBN 978-2-940426-36-2  
ISSN 1662-3231**

**Couverture : Gravure sur bois,  
Franz W.Seiwert (1922)**

**Entremonde, 2017.**

## Table des matières

### Introduction —9

### Classe en crise —11

1960-1980 : « L'anti-travail » —11

1980-2000 : Un « nouveau » capitalisme ? —16

Trouble dans la classe —18

### Naissance d'une notion —24

Preliminaires —24

Expériences —25

1 1968 et après —25

2 La classe contre la bureaucratie —26

3 Solution-problème (Portugal et Pologne) —27

4 L'héritage (était sans testament) —28

Le Bien commun et ses évidences —30

1 Communauté —30

3 Égalité —33

Maturation —34

1 Le concept —34

2 Le mot —35

### Se défaire du travail —39

Faux chantiers —39

Relire Marx : de Marx au marxisme —40

1 Marchandise et travail —40

2 Travailler dans un monde sans argent —41

3 Le plan —42

4 Quelle définition du travail ? —43

5 Mesurer par le temps  
(en relisant les *Grundrisse*) —45

6	Communisme et temps de travail (le projet conseilliste) —47
7	La valeur s'abolit-elle elle-même ? —50
8	Marx marxiste —52
9	Marxisme —55
Travail et valeur —57	
1	Qui dit travail dit classes —57
2	Le travail réduit toute activité à une substance unique —58
3	Le salariat fait du travail une marchandise —59
4	Le travail est activité séparée —59
5	Le travail est productivité et comptabilité —60
6	Le travail est réduction de tout à un minimum de temps —61
7	La société du travail-roi —64
Ni travail ni économie —66	
1	Production n'est pas économie —66
2	Le communisme comme activité —69
Crise de civilisation —74	
« Civilisation » ? —74	
1917-1945 : Une guerre civile européenne —76	
Comment le capitalisme a mondialisé sa crise des années 1960-1970 —80	
Quel néo-libéralisme ? —86	
Salaires, prix et profits —87	
L'impossibilité de tout réduire à du temps —91	
Tout le pouvoir à l'actionnaire —93	
Déséquilibres bourgeois —95	
Échec du « tout marchand » —97	
Un système voué à s'étendre mais non généralisable —98	
Le capitalisme ne s'auto-réforme pas —104	
Blocage historique —106	
Pas (encore ?) de « destruction créatrice » —109	
Un rapport social non reproductible ? —114	

**L'insurrection créatrice —116**

**Une insurrection contre le travail**

**et « anti-prolétarienne » ? —117**

**Comment passer du travail à l'activité ? —119**

**Comment satisfaire les besoins élémentaires ? —122**

**Un monde sans argent ? —127**

**Les mots ou les voitures ? —130**

**Trop tard pour sauver la planète ? —132**

**Changer la vie ? —134**

**Cultivateur le matin, maçon l'après-midi et poète le  
soir ? —139**

**Et le genre ? —143**

**Et la violence ? —148**

**Comment atteindre le point de rupture ? —154**

**Quelle valeur attribuer à ces questions ? —159**

**D'ici là —161**



## Introduction

### Confusion des sens

« Depuis plusieurs années, le thème de la communisation soulève des polémiques qui, très souvent, sont mal informées », écrivait Bruno Astarian en 2010<sup>1</sup>. Ô combien ! *Communisation* est maintenant un mot à la mode, répandu bien au-delà de ceux que l'on nomme « communistes », terme dont l'usage hélas fréquent suffit à donner la mesure des contresens sur le sujet : si le mot a un sens, les seuls communistes seront ceux qui communiseront effectivement le monde dans et par une révolution – non encore advenue, faut-il le préciser. Appeler *communiste* celui qui aujourd'hui théorise la communisation, c'est la réduire à une théorie, faire comme si elle avait déjà commencé, donc effacer rien moins que l'exigence de révolution.

Dans les années 1970, le gauchisme se réclamait d'un marxisme où *capitalisme, classe ouvrière, prolétariat, lutte des classes, socialisme, communisme, parti*, etc., fonctionnaient comme marqueurs idéologiques justifiant à peu près tout, du néosindicalisme au culte de Mao. Quarante ans plus tard, ce cadre a éclaté, le *parti* est aux oubliettes, *lutte des classes* sonne vieillot, mais si *communisme* suscite encore la méfiance, *communisation* a quelque chose de rassurant quand la notion sert de lieu commun où chacun ajoute et recombine à sa guise classe, genre, race, pratiques alternatives, éventuellement art critique, etc., le débat portant sur le dosage des composantes du mélange.

Sans espérer dissiper définitivement toutes les confusions, ce livre part de l'idée que le concept de communisation a été le produit d'une époque, et est aujourd'hui marqué par une autre. Né voici

1 B. Astarian, « Activité de crise et communisation » in : *Hic Salta — Communisation*, disponible en ligne.

plusieurs décennies d'une crise spécifique, il se développe maintenant au milieu d'une autre grande crise qui pèse sur son évolution.

On ne lira pas ici une histoire des idées. Ni une histoire impersonnelle. Il nous faudra revenir sur ce qu'ont vécu un certain nombre de personnes, leurs expériences autour de 1968 et dans l'après-68, comment elles ont lu Marx, la Gauche communiste («germano-hollandaise» et «italienne») ainsi que les situationnistes, et comment l'idée de communisation a émergé et évolué<sup>2</sup>.

2 Quoique ce livre porte le même titre que *From Crisis to Communisation* (PM Press, paru en 2017), et que le fond théorique soit le même, les deux ouvrages sont différents. D'une part, beaucoup de passages ont été refondus et réécrits. D'autre part, j'ai ajouté ici (chap. III, § 1) une indispensable critique de Marx, absente du livre de PM Press parce qu'elle figurait dans un précédent recueil chez le même éditeur, *Eclipse and Re-Emergence of the Communist Movement* (2015). Par ailleurs, *From Crisis to Communisation* contient diverses critiques : de groupes ayant théorisé la communisation (Appel, Théorie communiste, Endnotes), mais aussi, brièvement, du postmodernisme, des théoriciens «des communs» et de «la forme-valeur», et quelques autres. Afin de ne pas alourdir le présent volume, ces pages ont été retirées. La polémique viendra à son heure. En attendant, comme Nietzsche, «j'envoie un pot de confiture à mon adversaire pour le débarrasser de son aigreur.» (F. Nietzsche, *Ecce Homo*, Paris, Garnier-Flammarion, 1999 (1888), § 5.)

## Classe en crise

### 1960-1980 : « L'anti-travail »

Vers 1970, le fordisme paraît à son zénith, mais il commence à entrer en crise de rentabilité et intensifie le travail : alors, la résistance des OS croît et approche d'un seuil qualitativement différent<sup>1</sup>.

Après 1969, en Italie, des ouvriers désorganisent, voire sabotent la production, mettant en péril le fonctionnement de l'usine et leur propre survie de salariés dans l'entreprise. À Mirafiori et d'autres usines de Turin, le 3 juillet 1969, des affiches proclament : « Ce que nous voulons ? Tout. »

Ces OS atteignaient le point où lutter pour des revendications commençait à perdre son sens, comparé à une possible remise en cause de l'imbrication capital-travail. L'offensive était à la croisée des chemins. Elle pouvait passer du négatif au positif, de l'insubordination locale destructrice à un refus global, actif, en sortant de l'usine, en occupant le quartier, en initiant des relations non-mercantiles, en détruisant le travail comme sphère séparée et en affrontant l'État, ce qui supposait d'élargir son champ d'action et de transformer l'émeute en insurrection. Ou bien elle pouvait mettre le conflit à profit afin d'obtenir le maximum du patron dans la négociation qui ne manquerait pas de s'ensuivre. C'est cette seconde voie qu'a prise la lutte dans les années 1970. La question de l'auto-suppression de la condition prolétarienne a été posée et laissée sans réponse : le mouvement a alors déperî jusqu'à ce que la contradiction soit finalement résolue par la restructuration<sup>2</sup>.

1 Cf. X. Vigna, *L'Insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

2 Cf. D. Giachetti, M. Scavino, *La Fiat aux mains des ouvriers, L'Automne chaud de 1969 à Turin*, Paris, Les Nuits rouges, 2005 ; E. Mentasi, *La « Garde rouge » raconte. Histoire du comité ouvrier de la Magneti Marelli. Milan 1975-78*, Paris, Les Nuits rouges, 2009.

Mais la signification de ces événements demeure essentielle, et l'on peut parler d'*anti-travail*, parce que ce phénomène diffère de ce qu'avaient entrepris les prolétaires auparavant, comme le montre la comparaison avec quelques mouvements antérieurs.

Le luddisme du début du XIX<sup>e</sup> siècle, par exemple, combinait illégalisme, tentative d'organisation ouvrière et pression politique, mais n'était pas surtout dirigé contre les machines, davantage contre un nouveau rapport entre ouvrier et patron. Les luddites s'inscrivaient dans un mouvement populaire porteur de revendications, qui devait aboutir plus tard d'un côté au premier syndicalisme anglais, de l'autre au chartisme démocratique<sup>3</sup>.

Dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, apparaît une nouvelle figure : le *Sublime*, ouvrier à qui sa qualification permettait de passer d'une entreprise à l'autre, irrespectueux de l'autorité, interrompant un emploi quand il estimait avoir assez d'argent pour passer du bon temps, minorité organisée mais faite d'individus, plus anti-patron qu'anti-travail<sup>4</sup>.

Si à la même époque des dirigeants syndicaux comme Emile Pouget pouvaient faire ouvertement la propagande du sabotage, c'est que celui-ci s'en prenait aux patrons, non au travail. Au contraire, dans les années 1960 et 1970, la désaffection et l'hostilité face au travail se heurteront directement et parfois violemment aux syndicats et aux partis<sup>5</sup>.

Les OS de 1970 sont également très différents de ce qu'exprimait en 1924 le groupe Moker dans *Le Travail est un crime*<sup>6</sup>. Ce que Moker

3 Cf. B. Astarian, « Aux origines de l'« anti-travail » » in : *Hic Salta — Communisation*, 2005, disponible en ligne ; « Fausse actualité du luddisme » in : *Hic Salta — Communisation*, 2005, disponible en ligne.

4 Cf. D. Poulot, « Le Sublime », 1872, disponible en ligne.

5 On ne saurait être plus clair que le chef du PCF : « Il y a des ouvriers que nous ne défendrons jamais : ceux qui cassent les machines et les voitures qu'ils fabriquent. » (Georges Marchais, cité dans *Le Prolétaire*, n° 94, 15 décembre 1970 – 1<sup>er</sup> janvier 1971.)

6 Cf. H. Schuurman, *Le Travail est un crime*, Paris, éd. Antisociales, 2007 (1924), qui contient aussi l'étude de Els van Daele, « Le Groupe « De Moker » : la jeunesse rebelle dans le mouvement libertaire hollandais des années folles ». Moker (« masse » ou « marteau » en néerlandais), qui diffusait entre 3 000 et 4 000 exemplaires de son mensuel en 1923-1928, était issu de la jeunesse ouvrière.

rejette dans le travail, c'est l'abrutissement, la misère matérielle où il maintient le travailleur, l'exploitation, l'indifférence à la satisfaction des besoins vitaux, et contre cette oppression Moker recommandait de lutter frontalement au lieu de revendiquer. Le travail était dénoncé comme une contrainte, d'où l'on peut déduire que si le même type d'activité productive était organisé librement, ce ne serait plus du travail.

Les luddites luttèrent contre la déqualification et le chômage. Partis d'une lutte contre les cadences, les OS des années 1960-1970, eux, veulent ne pas être à l'usine et, s'ils y sont, ne pas travailler – ou le moins possible :

Le travail n'est pas une façon de vivre. Mais l'obligation de se vendre pour vivre. Et c'est en luttant contre le travail, contre cette vente forcée d'eux-mêmes, qu'ils [les ouvriers] se heurtent aux règles de la société<sup>7</sup>.

C'est pourquoi leur lutte mêle insubordination dans l'usine et critique multiforme de la vie quotidienne, sans que jamais les deux ne s'unifient en un bouleversement effectif du travail et du mode de vie : aussi la première sera finalement réabsorbée par le réformisme, et la seconde par sa propre confusion. Pourtant il en est résulté une vague prolétarienne étendue sur près de vingt ans.

Quand elle est retombée, ses composants se sont éparpillés en contestations séparées. Le lieu de travail a vu un bref renouveau syndical, souvent sous des formes autonomes, démocratiques, de base, des coordinations, mais peu de création de nouveaux syndicats, à la différence de périodes antérieures (nous allons y revenir). La violence armée s'est déconnectée de ses racines sociales. L'action des femmes est devenue du féminisme, d'autant plus facilement que sur le plan des réformes il y avait beaucoup à faire (et il en reste quarante ans après, comme le montre l'extrême difficulté d'avorter en Amérique latine). Le rejet du parti a donné les groupuscules, celui de l'avant-gardisme le culte de la base : « À bas la bureaucratie, vive l'autonomie ! ». La

7 Assemblée autonome de Porto Maghera, 1974, cf. M. Tari, *Autonomie ! Italie, les années 1970*, Paris, La Fabrique, 2011, p. 102.

contre-culture s'est démultipliée en marge artistique officielle ou de rue. La revendication de liberté a été satisfaite par les droits du consommateur, voire de l'auto-entrepreneur, et si l'*individu* ne peut fonder son entreprise, rien ne l'empêche d'exercer son libre arbitre en choisissant ce qu'il regardera sur Internet et de s'exprimer en bloguant dans le cyber-espace. 1968 dénonçait l'école coupée des réalités : le lycée est maintenant censé préparer à un métier et même à la vie. L'anti-impérialisme de la guerre du Vietnam a mué en pacifisme consensuel lors de la guerre d'Irak en 2003. La marginalité quelque peu subversive a été récupérée en alternativisme. Arrêtons l'énumération : chaque fois le capitalisme, loin d'ignorer la contestation, l'a neutralisée en la découpant en tronçons inoffensifs.

Il n'y a là rien de surprenant. Chaque fois qu'elle surmonte une grande crise, la société *bourgeoise* en sort plus directement et profondément *capitaliste*, devenant de ce fait visiblement ce qu'elle était déjà essentiellement.

La nouveauté, c'est qu'en Europe, en Amérique du Nord et au Japon, c'est-à-dire dans ce qui était la partie la plus dynamique du capitalisme, cette tempête, malgré son intensité (plusieurs centaines de morts en quelques années après 1970 en Italie), n'a donné naissance à quasiment aucune organisation autonome ouvrière ou du travail. Quand apparaissent des organisations, elles sont éphémères ou fusionnent avec d'autres plus anciennes. On voit de nouveaux regroupements, des collectifs, des scissions syndicales, pas de créations comparables au *New Unionism* anglais à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à la CGT ou au CIO. En France, Sud est le produit du départ de syndicats lassés de dirigeants ou de confédérations trop molles, et cette union syndicale est loin de rivaliser avec les centrales bien établies.

Jusqu'ici, toutes les périodes insurrectionnelles avaient créé de nouvelles formes, parti, syndicat ou organe autonome. Aux États-Unis, en Europe et au Japon, depuis la destruction du POUM en 1937, aucun parti de gauche enraciné dans le monde du travail ne s'est constitué. Syriza, par exemple, émane du « mouvement des places », des collectifs locaux d'amélioration-gestion du quotidien, très peu de conflits en entreprise.

Certes, le tertiaire et les services se syndicalisent, outre-Atlantique notamment, mais cette défense des salariés ne met pas en avant un programme politique ou social spécifiquement lié au travail comme ceux dont étaient porteurs la social-démocratie et le stalinisme<sup>8</sup>. Le «vieux» mouvement ouvrier n'a pas été relayé par un neuf.

Une des raisons en est l'absence de revendications intermédiaires capables de fédérer un soutien massif du travail, comme autrefois le suffrage universel, la journée de 8 heures, les droits des travailleurs, la Sécurité Sociale, les congés payés... Vers 1980, le mouvement ouvrier tel qu'il a existé pendant environ un siècle avait épuisé sa dynamique. Son déclin ultérieur, sous l'action conjuguée de la répression, du chômage, de la désindustrialisation d'une partie de l'Europe et des États-Unis, déclin symbolisé par l'échec des mineurs anglais en 1984-1985, n'en a été qu'une conséquence dramatique.

Paradoxalement, l'absence de fondation d'organes de base représentant le travail est d'autant plus remarquable qu'elle coïncide avec une exigence largement partagée d'autonomie, dont on aurait pu attendre qu'elle favorise la création de telles structures. Comme auparavant, une minorité ouvrière est active dans les conflits les plus durs dont elle est souvent l'initiatrice : mais elle n'essaye plus de créer, à partir de la communauté de lutte née de la grève, des organes permanents d'action directe autonome de la classe en opposition aux bureaucraties.

De plus, contrairement à la période qui suit 1917, il n'y a en 1960-1980 ni tentative de prise du pouvoir politique, ni dans les usines : l'occupation reste le fait d'une minorité, souvent celle des militants, et plus d'un occupant rentre dormir chez lui.

Une différence de fond avec le passé, c'est que le mouvement apparu après 1960 a secoué le monde pendant deux décennies sans ensuite déboucher sur une réforme d'ampleur comparable à celles d'autrefois, ni même mettre en avant un programme promettant de dépasser le capitalisme. Contrairement aux ouvriers qualifiés de la

8 En particulier avec l'essor de syndicats comme le CWA et le SEIU : cf. M. Debouzy, «Les Travailleurs des services et l'Avenir du mouvement syndical aux États-Unis», 2007, disponible en ligne.

métallurgie berlinoise ou des Midlands après 1918, les OS se savent incapables de réorganiser eux-mêmes la production. Rien ne rappelle l'espoir des *Unionen* allemandes de 1919 et des conseils ouvriers de «prendre les usines» pour en gérer la production. Lorsqu'il y a auto-gestion, à petite échelle (LIP) ou à grande (au Portugal après 1974), c'est pour reprendre des entreprises délaissées par leurs propriétaires.

### 1980-2000 : Un « nouveau » capitalisme ?

Dans la période 1960-80, les pratiques autonomes dominantes, hors-travail, étaient l'occupation de logements, l'autoréduction, l'expropriation locale de marchandises, mais sans attaque de la propriété privée, ni ré-appropriation des moyens de production, ni mise en place d'une vie non mercantile. L'autolimitation des luttes autonomes les épuisa.

Il en résulta d'abord leur étouffement, puis la répression dans la rue et sur le lieu de travail. La défaite frappa des secteurs qui n'étaient pas seulement ceux de l'industrie manufacturière (l'automobile, au premier chef), mais aussi des nœuds stratégiques : l'énergie (les mineurs) et les transports (cheminots, dockers et contrôleurs aériens). L'essentiel s'est joué là. Pour ne donner que quelques chiffres, le nombre de grèves impliquant plus de 1 000 salariés aux États-Unis est descendu de 235 en 1979 à 17 en 1999, et dans la même période les jours de travail perdus pour fait de grève de 20 à 2 millions. L'ordre fut réimposé sur le lieu de travail par une panoplie de moyens : pression du chômage, restructuration, déplacement de l'industrie vers des pays à main-d'œuvre supposée docile, «révolution informatique», complétée par la diffusion sous diverses formes de la croyance en un *nouveau capitalisme*.

Selon cette vision, la société aurait évolué d'une économie de la fabrication à une économie de la connaissance où communiquer c'est produire, et où tous nous contribuons à créer de la valeur. La machine-outil cédant la primauté à l'ordinateur, le virtuel remplacerait le matériel.

Il est simple d'objecter que les *actifs immatériels* (compétences, connaissances, images, brevet, qualité de l'organisation, savoir-être),

si importants soient-ils aujourd'hui, dépendent comme hier de leur implication dans des actifs *matériels* (biens fonciers, matières premières, machines, stock). Où réside l'immatérialité d'un entrepôt d'Amazon, d'un porte-conteneurs, ou d'un Airbus avec ses 500 km de câbles ? Objection simple, simpliste aux yeux des tenants d'un *capitalisme cognitif* ou d'une *économie du savoir*, pour qui l'observation des faits relève d'un matérialisme primaire indigne du *xxi<sup>e</sup>* siècle. Selon eux, depuis que le capitalisme a dissout la spécificité du travail productif, du travail ouvrier en particulier, les concepts de classe et de lutte de classe auraient perdu leur pertinence.

Dans sa version la plus radicale, cette vision admet et même souhaite la possibilité d'un changement social, mais qui n'opposerait plus des classes définies par leur position dans la production, seulement une immense masse populaire à une poignée de privilégiés. L'exploitation c'est la domination, et vice-versa.

Et surtout ne parlons plus de « mode de production ». *Nous avons changé tout cela* : comme le médecin de Molière, les théoriciens d'une « société post-industrielle » se flattent de tout repenser. Ce « nouveau capitalisme » est à peine *capitaliste* : le capital est dilué en dispositifs et en lieux de pouvoir, tous dûment soumis au feu de la critique, du corps à l'argent en passant par l'espace et l'école... Tout sauf ce qui structure l'ensemble : le salariat. Et si le rapport capital/travail est traité, c'est au milieu d'autres, relégué à une place mineure. Le travail productif étant jugé évanescent, comment y aurait-il encore une classe du travail ? Quant à la bourgeoisie, l'analyser comme groupe monopolisant les moyens de production était peut-être valable au *xix<sup>e</sup>* siècle, certainement pas au *xxi<sup>e</sup>*. La domination de l'oligarchie financière mondialisée ne laisserait pas de place à une notion aussi fruste que celle de classe. Finalement, du capitalisme, il est permis de tout dire, tout, sauf qu'il s'agit d'une relation capital/travail incarnée dans deux ensembles appelés « classes » : ça, c'est du vieux marxisme, du marxisme *ouvrier*, dépassé depuis longtemps, enterré pour de bon en 1989 sous les ruines du mur de Berlin.

Voilà pourquoi ils proscrivent les termes : prolétaires et bourgeois. Ceux-là ont un sens clair et net : ils disent catégoriquement

les choses. C'est ce qui déplaît [...] On ne veut pas que ces deux camps adverses s'appellent de leurs vrais noms : *Proletariat*, *Bourgeoisie*. Cependant, ils n'en ont pas d'autres<sup>9</sup>.

Une des forces de la bourgeoisie, c'est de presque réussir à faire croire qu'elle n'existe pas. Seul un grand financier excentrique (et philanthrope) comme Warren Buffet a l'audace de déclarer (pour en déplorer l'excès) qu'«il y a une guerre des classes, où ma classe gagne de plus en plus, alors qu'elle ne le devrait pas». Elle gagne en effet : au Japon, aux États-Unis, en Europe, depuis près de quarante ans, les prolétaires mènent au mieux une résistance, généralement battue, contre la baisse des salaires, l'intensification du travail et la perte de leur emploi.

Du Labour anglais au PCF en passant par l'AFL-CIO, les syndicats, et souvent les partis socialistes, tiraient leur force d'un noyau minoritaire en nombre mais dominant le monde du travail par son rôle dans la production : les ouvriers les plus qualifiés employés dans des secteurs clés, par exemple en Angleterre avant 1914 la triple alliance des mineurs, des dockers et des cheminots, capables de bloquer l'énergie et les transports. S'y ajoutaient les travailleurs relativement protégés de la grande industrie. Ce sont eux qui ont perdu la bataille au cours des années 1970 en Occident et au Japon, et la montée des luttes en Corée ne suffit pas à redresser la barre. En Chine, en Inde, au Bangladesh se livrent des luttes offensives, souvent victorieuses, créant ou entretenant des organes permanents de défense du travail, donc un syndicalisme, mais rien qui ressemble au mouvement ouvrier d'antan, porteur d'un projet presque toujours réformiste, néanmoins alternatif à la société existante.

### **Trouble dans la classe**

Pour que la référence à *la classe* ne serve pas simplement de marqueur de radicalité, revenons brièvement à l'origine du mot et à son destin.

9 «Lettre à Maillard», 6 juin 1852 in : A. Blanqui, *Textes choisis*, Paris, éd. Sociales, 1971, pp. 106-115, disponible en ligne.

Les premiers à avoir fait un large usage de la notion de classe étaient des historiens bourgeois de la Révolution française, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, soucieux de comprendre les classes en présence en 1789, bien sûr pour en maîtriser la lutte à l'avenir et non l'attiser.

Quand, au milieu du siècle, des communistes ont repris le concept, si le chemin menant à la révolution pouvait s'avérer long, il avait au moins l'avantage de sembler droit, sinon tracé d'avance. L'action collective des travailleurs contre le patron, sur le lieu de travail et dans la rue, créait une communauté de lutte, souvent défaite mais toujours renaissante et grandissante, censée préfigurer la future communauté des « producteurs associés ». La classe des prolétaires, par l'action commune, se reconnaissait distincte des autres, et opposée à la classe bourgeoise. C'est ce qu'un vocabulaire qu'on n'entend plus guère appelait *conscience de classe*, mais qu'il est fréquent de nommer aujourd'hui *identité de classe*. Les termes de *classe ouvrière* et *prolétariat* fonctionnaient comme synonymes, dans un schéma d'autant plus simple que la classe ouvrière était supposée absorber les autres :

Petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat<sup>10</sup>.

L'évolution inévitable du capitalisme trouverait sa conclusion logique dans le socialisme : la bourgeoisie se réduisant à une poignée de profiteurs incapables de gérer ce qu'ils avaient initialement impulsé, et quasiment tout le monde devenant travailleur, la question sociale serait résolue. De même la femme salariée était rarement considérée comme *femme*, presque toujours comme salariée : quand le salarié s'émanciperait, la salariée aussi, automatiquement. En conséquence, la revendication féminine spécifique était niée comme étant bourgeoise ou petite-bourgeoise.

En fait, pour l'immense majorité des partis et syndicats composant le mouvement ouvrier, la reconnaissance de la lutte des classes, sa proclamation, loin de fonctionner comme un appel aux armes,

10 K. Marx, *Le Manifeste communiste*, 1848, ch. i.

recouvrait une coexistence conflictuelle. Dans la propagande de la SFIO avant et après 1914-1918 comme dans celle du PCF, revendiquer l'identité du travail face au capital (« nous » et « eux ») servait de mythe mobilisateur et pacificateur. L'orateur parlait de lutte finale, l'élu ou le délégué syndical réalisait l'intégration négative des prolétaires.

L'action collective de défense du travail contre le capital continue, et continuera tant que ces deux classes se feront face, mais le déclin du mouvement ouvrier a sonné le glas d'une idéologisation de la classe qui avait marqué toutes les sociétés industrielles. Même là où la résistance (et parfois l'offensive) prolétarienne semble la plus vive actuellement, en Asie, elle ne revendique pas une réorganisation de la société par un pouvoir des travailleurs. Le réformisme n'est pas mort, mais aujourd'hui simplement défensif, sans projet politique dont l'agent serait un « nous » contre « eux ».

Il y a une différence pour le travail entre lutter – quelle forme que prenne sa lutte – contre le capital qui l'emploie, et lutter contre un capital qui n'a plus besoin de travail, ou de beaucoup moins de travail :

Si nous ne sauvons pas nos puits de la fermeture, toutes nos autres luttes perdent leur sens [...]. Défendre l'industrie est la première priorité parce que sans emploi, toutes nos autres revendications se vident de substance [...]. Sans emploi, nos membres ne sont rien<sup>11</sup>.

Lorsque le mouvement ouvrier périclite, l'identité de classe aussi, et avec elle l'idéologie, notamment *la religion séculière* qui l'accompagnait, avec sa promesse de salut, son messianisme, ses rites, ses prophètes et ses grands-prêtres. Aucun chef de PC n'a bénéficié depuis trente ans du culte d'un Thorez ou d'un Togliatti.

C'est la crise de l'identité *de classe* qui a fait se lever des identités multiples dans lesquelles se reconnaissent aujourd'hui des individus et des groupes les plus divers. Autrefois, la question sexuelle par exemple n'était (mal et peu) abordée par les partis ouvriers qu'au travers de la question de la classe. Il existait bien un mouvement des

11 Arthur Scargill, dirigeant du syndicat des mineurs NUM, lors de son congrès de 1982, cf. A. Marr, *A History of Modern Britain*, Londres, Pan Books, 2009.

femmes socialistes, un certain intérêt pour la femme (à preuve, *La Femme et le Socialisme* de Bebel en 1883), on peut même citer des efforts du SPD pour abroger les articles anti-homosexualité du code pénal allemand<sup>12</sup>, mais cela n'était considéré que comme subdivision et sous-produit de la lutte du travail. À partir du moment où ne s'affirme plus socialement une classe du travail, tout ce qui tournait autour et qu'il englobait prend son autonomie, les identités se fragmentent, se chevauchent et leur concurrence donne naissance à une *identity politics*.

Jusqu'ici, schématiquement, la critique sociale se nourrissait de la conviction qu'à condition d'être menée en opposition aux bourgeois, la lutte quotidienne du travailleur – avec ou sans emploi – préparait la révolution. Le désaccord entre les divers courants révolutionnaires portait sur la meilleure façon de mener cette lutte<sup>13</sup>. Si cette conviction était largement partagée, c'est qu'il y avait consensus sur le programme final : révolution signifiait révolution du travail, socialisme ou communisme signifiait une société du travail. Et c'est cela que la critique du travail par une frange minoritaire mais dynamique des prolétaires a rendu caduc dans les années 1960-1970<sup>14</sup>.

12 Cf. R. Beachy, *Gay Berlin: Birthplace of a Modern Identity*, New York, Knopf, 2014.

13 En témoignage l'activité politique d'Eleanor Marx : cf. sa biographie par Y. Kapp, surtout le 2<sup>e</sup> volume *The Crowded Years, 1884-1898*, paru en 1976, republié depuis par Virago Press.

14 Entre autres conséquences, il est difficile de parler du *lumpenprolétariat* comme le marxisme en a donné l'habitude. Cette catégorie avait sa pertinence tant que le travail (artisanal et ouvrier) était identifiable, unificateur, et séparateur : les possédants petits et grands, eux, ne travaillent pas de leurs mains, voire pas du tout. Le lumpenprolétaire, c'est le prolétaire qui n'est pas socialisé par le travail. Chez Marx et Engels, le mot recouvre tant de catégories hétéroclites qu'il s'agit moins d'un concept explicatif que d'une formule politique : on ne sait pas très bien si le lumpen est exclu de « la classe » ou s'en exclut lui-même, en tout cas il est le négatif du prolétaire. Il ne se définit pas par sa position dans la production, mais par son attitude qui le met à part du travail, lequel fait la spécificité de la classe ouvrière. L'ouvrier au chômage reste un ouvrier : flottant en marge de la classe, le lumpen est susceptible de servir les intérêts de la bourgeoisie. Mais si le travail socialise très peu, ou mal, quelle spécificité restait-il au « lumpen » ? Et il ne s'agit pas seulement du chômage. Le début du xxi<sup>e</sup> siècle diffère des années 1930 : alors, on attendait qu'un jour (en particulier grâce à un capitalisme régulé ou dirigé par l'État) les entreprises réembauchent massivement pour offrir des emplois stables et « bien payés », ce que peu de

Nous vivons dans un monde de classes. La révolution qui abolira les classes (a) se déroulera donc sur un terrain de classe et (b) rompra avec ce terrain.

Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la théorie communiste s'est régulièrement échouée sur ce ET, généralement, en insistant sur (a) tout en ignorant (b). Ce n'était pas une erreur, mais le reflet de la pratique du travail face au capital. Un chant ouvrier chinois proclamait dans les années 1920 : « Travailler sera un plaisir, notre offrande à la fraternité. Les cloches de la liberté nous y appelleront. »

Ces paroles expriment l'ambiguïté de prolétaires espérant s'émanciper en gérant eux-mêmes dans leur propre intérêt l'instrument de leur asservissement.

Inévitable, la contradiction est devenue visible en Italie après 1969 quand deux extrêmes se sont heurtés : une affirmation du travail qui, sans longue grève générale comme le mai-juin 1968 français, est allée beaucoup plus loin en autonomie et en intensité ; et, souvent mené par les *mêmes* ouvriers, un refus du travail dans l'usine et dans le quartier. Cette tendance fait la différence entre les années 1960-1970 et toutes les époques antérieures, bien qu'elle ait été l'œuvre d'une minorité qui n'a jamais conduit le choc des extrêmes à un point de non-retour. Le jour où les prolétaires ont chassé le chef de la CGIL (et dirigeant du PCI) de l'université de Rome en 1977, ils combattaient un ennemi déclaré mais *extérieur* : une insurrection communiste s'en prendrait à l'ennemi *intérieur*, c'est-à-dire tendrait à ce que le travailleur s'abolisse lui-même *en tant que travailleur* salarié. Vaste programme, qui sera le sujet des chapitres III et V.

Les luttes ouvrières refermées sur elles-mêmes tirent leur force de leur retranchement dans leur fonction productive... à moins que le capital puisse se passer de ces travailleurs, comme le craignait A. Scargill deux ans avant la grève des mineurs. Dix ans plus tard, en Angleterre, la mine employait moins de salariés que l'université.

prolétaires espèrent en Europe et aux États-Unis aujourd'hui. Sur les variations et la continuité des pères fondateurs à ce sujet, lire les citations réunies par R. Huard, « Marx et Engels devant la marginalité : la découverte du lumpenprolétariat », 1988, disponible en ligne.

Mais, même victorieux, le combat qui se résume à un «*nous* contre *eux*» ne bouleversera jamais la relation capital/travail. La révolution communiste est impensable sans confrontation de classe, mais elle est autre chose qu'une exacerbation de cet affrontement.

Ce que l'on ne peut plus croire depuis la période 1960-1980, c'est qu'en remplaçant une classe (la bourgeoisie) par une autre (le prolétariat) à la direction de l'économie et de la société, on supprimerait le capitalisme. Le communisme n'est pas le travail sans le capital. Quoique le travail reste au centre du monde capitaliste, la révolution ne peut être le résultat d'une communauté de lutte centrée sur le travail.

Si crise de la classe il y a, elle ne signifie donc pas l'inexistence des classes, ni de leur lutte. Elle nous apporte plus de certitudes négatives que positives. Elle ne dégage pas la voie pour la révolution : elle désigne seulement la voie à prendre.

## Naissance d'une notion

### Préliminaires

Ce qu'expose ce livre découle d'une expérience tant personnelle que collective. Un détour en arrière s'impose donc : il n'étonnera que ceux qui croient possible de nier leur subjectivité, et de considérer la théorie communiste (et eux avec) comme un pur et simple « produit de la lutte des classes<sup>1</sup> ».

Pourquoi un certain nombre de personnes, dont la plupart n'étaient membres d'aucun groupe formel, se sont-elles trouvées « naturellement » en phase avec une minorité ouvrière radicale pendant et après la grève générale de 1968 ? Parce qu'elles partageaient la critique de la bureaucratie politique et syndicale, non comme une mauvaise direction susceptible d'être réformée ou remplacée par une bonne, mais comme contradictoire avec les intérêts des prolétaires et le sens de l'émancipation humaine. Cette critique se doublait de celle des pays de l'Est comme capitalistes d'État. Ce qui aujourd'hui peut sembler banal ou désuet ne l'était pas quand la quasi-totalité du gauchisme croyait à un socialisme russe, chinois ou cubain, et militait pour créer un parti.

Notre socle théorique commun n'était pas l'autogestion, rejetée parce que limitée à un lieu de travail, mais la gestion ouvrière de toute la production, et au-delà – en particulier sous l'influence des situationnistes – la gestion de l'ensemble de la vie, avec pour la réaliser les conseils ouvriers.

1 Pour un exposé plus détaillé, notamment sur les comités d'action de Censier en 1968 : cf. « Communisation » in : *Troploin*, 2011, disponible en ligne. Et sur cette période et les évolutions ultérieures : cf. « Le Roman de nos origines » in : *La Banquise*, n° 2, 1983, disponible en ligne.

## Expériences

### 1 1968 et après

À la mi-mai 1968, une minorité ouvrière, faible en nombre mais résolue et souvent à l'origine des grèves, a compris son incapacité à éviter la mainmise syndicale sur la conduite du mouvement. À la différence des occupations de juin 1936, celles de 1968 étaient l'œuvre de petits noyaux contrôlés par les syndicats : le désintérêt de la masse ouvrière témoignait d'une prise de conscience que l'enjeu n'était pas de s'emparer de la production, mais ce faisant la base laissait le champ libre à la bureaucratie. Aussi seul un lieu extérieur aux entreprises pouvait permettre à la minorité radicale de se retrouver et de se coordonner.

Le hasard de l'époque fit d'un bâtiment universitaire, Censier, à la lisière du Quartier latin, un des rares lieux où de petits groupes d'ouvriers venus d'entreprises diverses, certaines très grandes, purent se rencontrer, tenter de pousser la grève au maximum de ses possibilités, et débattre de ce que serait un monde profondément autre.

Cette décantation ne pouvait évidemment aller à complet contre-courant de ce qui traversait l'ensemble de la société. Au printemps 1968, le refus des appareils et de l'État est d'abord l'exigence de parler, d'être écouté, de voir son avis individuel et collectif retenu. Tout le monde se moque de la « participation » gaulliste, chacun souhaite participer. 1968, c'est le règne de l'Assemblée générale. Le cas de Rhône-Poulenc (Vitry-sur-Seine) est exemplaire : la pression de la base avait contraint syndicats et patrons à mettre en place dans l'usine une structure de discussion, qui alla jusqu'à envisager une réorganisation complète de l'entreprise, annonçant quelque peu la démocratie participative d'aujourd'hui. En s'institutionnalisant, le comité d'action de Rhône-Poulenc dépérit de l'intérieur : poser des revendications (même extrêmes, au départ) dans un tel cadre conduit bientôt à discuter de la meilleure ou moins mauvaise manière d'assurer la production.

Censier résumait la pointe extrême de la radicalité d'alors, sur un axe dont un bout serait le communisme de conseils, et l'autre bout l'anarchisme. La perspective, c'était la gestion ouvrière, ou l'autogestion, et le moyen d'y arriver n'était rien moins que la prise en mains

des luttes, de la grève à l'insurrection, par la classe ouvrière et par l'ensemble des prolétaires, contre partis et syndicats.

## 2 La classe contre la bureaucratie

En résumé : la démocratie ouvrière, à condition qu'elle soit authentique, et l'autogestion, à condition qu'elle soit généralisée.

Or, cette double certitude largement partagée, nous n'en étions plus sûrs, et commençons à revoir le « bagage » théorique d'une génération qui, par réaction contre le stalinisme, avait fait une priorité du rejet de la bureaucratie, qu'elle soit d'État, de parti ou de syndicat.

La caractérisation du capitalisme russe comme capitalisme bureaucratique [avait pour effet qu'...] au programme anti-capitaliste se substituait un programme anti-bureaucratique, où l'autogestion, l'autonomie, et la démocratie jouaient un rôle déterminant. Toute la conception communiste s'en trouvait bouleversée. Le rôle du prolétariat, en tant que communauté vivante, négatrice en actes de la communauté matérielle du capital, cesse d'être central. Le communisme cesse d'être l'alternative unique potentiellement présente dans les rapports de production capitalistes. La bureaucratie est une menace, une tendance humaine permanente à laquelle s'oppose une autre tendance humaine, l'autonomie. La notion même de prolétariat et de communisme s'en trouve bouleversée<sup>2</sup>.

Le déroulement de la grève générale obligeait à cesser de considérer les oppositions démocratie/bureaucratie et majorité/minorité comme des outils d'analyse pertinents et des critères décisifs. En mai 1968, quand quelques dizaines de jeunes ouvriers bloquaient les portes de l'usine pour lancer des centaines de salariés dans la grève, ils ne les « forçaient » pas, ils prenaient l'initiative d'un mouvement vite reconnu par les autres comme leur. Inversement, faire revoter chaque jour par la base la poursuite de la grève est une tactique bureaucratique

2 P. Guillaume, postface à une réédition en 1972 des « Rapports de production en Russie », article de P. Chaulieu (= Castoriadis) pour le n° 2 de *Socialisme ou barbarie* (1949) et un des textes fondateurs de cette revue ; aussi P. Nashua, *Perspectives sur les conseils, la gauche allemande, et la gestion ouvrière. Exposé de 1974*, Paris, Spartacus, 1983 (1977).

éprouvée pour user l'énergie de cette base. Dans presque tous les cas, face à une pratique minoritaire, il n'existe aucun indice formel pour savoir si cette minorité contraint la majorité ou prend simplement les devants. Le même geste, par exemple souder les portes, revêtira des sens opposés selon le contexte.

En mai 1968, quasiment tout le monde s'était comporté en partisan de la démocratie, y compris l'IS exigeant la démocratie des conseils. Certes, personne ne confondra la démocratie directe généralisée, débordant des murs de l'usine pour concerner la totalité de la vie, avec le parlementarisme bourgeois. Mais en tant que forme d'organisation, la démocratie directe est impuissante à créer le contenu qui nous importe, et c'est au contraire la réalisation de ce contenu qui sera susceptible de réaliser ce que prétend accomplir la démocratie, et qui est indispensable : faire circuler les idées, promouvoir le débat, tenir compte de la diversité des opinions, créer les instances dont le mouvement a besoin, contrôler nos représentants, etc.

Ce que nous essayions de dire, c'est que le communisme n'est pas un capitalisme renversé, où le salariat changerait de nature quand les salariés le dirigeraient. La révolution n'est pas la prise en main, par des travailleurs démocratiquement organisés, de forces productives qui de ce seul fait commenceraient à perdre leur caractère de capital. En conséquence, la révolution communiste est bien un moment d'exacerbation des luttes de classes – ce qui ne signifie pas des flots de sang, mais en tout cas des combats qui ne sauraient rester verbaux – afin que les enjeux soient mis sur la table et que devienne envisageable la fin des classes. Mais ce paroxysme n'est communiste que si dès ses débuts il met en œuvre la fin des classes : la lutte proprement politique, la destruction de l'État, n'a donc de sens que par la communisation. Sinon, enfermée dans sa radicalité, tant dans ses affrontements armés avec l'État et les forces conservatrices que dans la virulence de ses débats internes, la révolution finirait par tourner sur elle-même, et échouerait.

### **3 Solution-problème (Portugal et Pologne)**

L'évolution ne s'est pas déroulée en vase clos, et elle a subi en particulier deux « chocs » dans les années suivantes. Si, au Portugal,

l'autonomie ouvrière s'est montrée capable de beaucoup en 1974-1975, elle n'a pas suffi à produire un antagonisme avec le capital, et souvent pris des voies de garage, en particulier autogestionnaires. Plus tard, en Pologne, bien qu'elle ait été le principal agent du renversement de la bureaucratie, prouvant de façon éclatante « la centralité du travail » dans les sociétés modernes, la classe ouvrière a également aidé à ressusciter ce que l'on croyait mort : la nation, le peuple, une démocratie rénovatrice de l'État. Or, pendant des décennies, contre le communisme officiel, contre les cent variantes de réformisme, contre *la pensée questionnante*, tout un pan de la critique radicale avait affirmé l'essence révolutionnaire de la classe ouvrière, et puisé dans 1968 de nouveaux arguments en ce sens. Les événements portugais et polonais obligeaient à en comprendre un peu plus. La solution (la classe ouvrière) fait partie du problème historique à résoudre. Les prolétaires sont leur propre problème.

Dans l'Allemagne de 1919, la majorité des prolétaires avaient donné un soutien au moins passif à une contre-révolution armée dirigée par un gouvernement socialiste. Mais au Portugal et en Pologne, c'est l'action des ouvriers, y compris quand ils échappaient au contrôle des appareils syndicaux et de parti, qui prenait le chemin de la réforme. Si importante soit-elle, la bureaucratie n'était donc pas l'obstacle numéro un, le verrou empêchant les prolétaires de forcer la porte de la révolution : eux-mêmes jusqu'à présent maintenaient fermée cette porte.

#### 4 L'héritage (était sans testament)

Cela conduisait à nous réapproprier un passé ancien et récent.

La Gauche « allemande » (au sens large, incluant beaucoup de Hollandais, sans oublier des héritiers un peu lointains, certains délibérément ingrats comme Socialisme ou Barbarie<sup>3</sup>), nous avait appris à comprendre *l'expérience prolétarienne* comme auto-activité, et la révolution comme auto-production par les exploités de leur émancipation. D'où la nécessité de rejeter toute médiation : parlement, syndicat ou parti.

3 Cf. Ph. Gottraux, *Socialisme ou Barbarie*, Paris, Payot, 1977.

La Gauche « italienne » (débordant hors de l'Italie, en Belgique notamment avec la revue *Bilan* en 1933-1938) rappelait qu'il n'y a pas de communisme sans destruction du système marchand, du salariat, de l'entreprise en tant que telle, et de toute économie en tant que sphère spécialisée de l'activité humaine. Entre autres apports, Bordiga (mort en 1970) était un des rares marxistes à s'occuper d'écologie avant que le mot soit de mode, et il ne conditionnait pas le communisme à une croissance supplémentaire des forces productives : « Le capitalisme a construit depuis longtemps une base « technique », c'est-à-dire un patrimoine de forces productives qui nous suffit largement. [...] Mieux : le capitalisme lui-même a trop construit, et il vit dans cette alternative historique : détruire, ou sauter<sup>4</sup>. »

Ce que Bordiga et les bordiguistes définissaient comme programme à réaliser une fois détruit le pouvoir politique bourgeois, l'IS montrait qu'il ne peut réussir sans mise immédiate en dépérissement de l'échange marchand, du salariat et de l'économie, par un bouleversement de tous les aspects de la vie, qui ne s'accomplira pas en une semaine ou même un an, mais n'aura de portée et de succès que s'il s'amorce dès le début de la révolution. En élargissant la gestion ouvrière à tous les domaines de la vie, les situationnistes avaient en effet apporté – en partie malgré eux – les éléments permettant de faire éclater le cadre gestionnaire : la gestion de tout suppose *plus* que de la gestion.

Dans sa critique de « groupes d'avant-garde [dont Socialisme ou Barbarie] qui sont en ce moment à mi-chemin entre l'ancienne conception dégradée et mystifiée du mouvement ouvrier, qu'ils ont dépassée, et la prochaine forme de contestation globale, qui est encore en avant de nous », l'IS écrivait en 1963 que les « conceptions [de groupes comme Socialisme ou Barbarie] abandonnent le centre du projet révolutionnaire qui n'est rien de moins que la suppression du

4 « *Politique et « construction »* », 1952, disponible en ligne. Et « *Le Sinistre Roman noir de la décadence sociale moderne* », 1956, disponible en ligne. En 1968, très peu de documents et de textes étaient disponibles sur la Gauche Communiste « italienne » ou « allemande ». Ce n'est plus le cas, notamment en français grâce à un site comme [collectif-smolny.org](http://collectif-smolny.org).

travail au sens courant (de même que la suppression du prolétariat) et de toutes les justifications du travail ancien.» La critique du monde est fautive « si l'on néglige la possibilité [...] de l'effacement du travail au profit d'un nouveau type d'activité libre [...] »<sup>5</sup>.

On pourrait dire que la gauche allemande se fondait sur l'expérience prolétarienne, la gauche italienne sur le futur et les situationnistes sur le présent. Schématiquement, la Gauche allemande aide à voir la forme de la révolution, la Gauche italienne son contenu, et l'IS le processus seul à même de réaliser ce contenu.

Mais par rapport à quoi et contre quoi la « communisation » a-t-elle été théorisée ?

## Le Bien commun et ses évidences

### 1 Communauté

Le bien commun ou la communauté des biens<sup>6</sup>.

Trouver un Etat où chaque individu, avec la moindre peine, puisse jouir de la vie la plus commode<sup>7</sup>.

Comment y aboutir ?

[...] le peuple s'administre sans intermédiaires, en se réunissant tout simplement par commune ou par fraction de commune, pour voter selon les décisions utiles au groupe. Tout exercice indispensable d'autorité, toute direction du travail dépendent du vote, et la mission ainsi conférée doit être, au bout d'une courte période, renouvelée de la même manière. Comme cette république idéale est communiste, fondée sur la suppression de l'argent et l'organisation de l'unique travail nécessaire à la vie, son fonctionnement n'a pas besoin d'autres complications. Le centre fédéral [...] se composait cependant de délégués temporaires, mais avec mandat impératif et strictement renfermé dans les instructions de la commune. [...] Quelques-unes des

5 « Domination de la nature, idéologies et classes » in : *Internationale situationniste*, n° 8, 1963.

6 Sylvain Maréchal résume ainsi le but des babouvistes. S. Maréchal, *Manifeste des Égaux*, 1796, disponible en ligne.

7 Babeuf. Cité par J. Grandjonc, *Communisme. Kommunismus. Communism*, Paris, éd. des Malassis, 2013, p. 59, n. 122.

dispositions principales : socialisation des biens fonciers et moyens de production, législation directe, par les citoyens égaux, dans les communes indépendantes, mais fédérées, travail imposé à chaque homme valide, sous la direction de chefs élus, pourvus de mandats limités et temporaires<sup>8</sup>.

Dans *La Société future*, Sylvia Pankhurst explique en 1921 :

[...] la richesse de la communauté, c'est-à-dire la terre, les moyens de production, de distribution et de transport, sont propriété commune, [...] la production est motivée par les besoins et non par le profit. [...] Abolition totale de l'argent, de la vente, de l'achat et du salariat. [...] La communauté doit se donner pour tâche de fournir, dès la demande et un peu en excès, tout ce qui répond aux besoins et désirs de ses membres<sup>9</sup>.

En 1931, au milieu de la plus grande panne économique de l'histoire capitaliste, Otto Rühle écrit ceci des prolétaires :

Ce qu'ils veulent, c'est seulement que l'économie revienne à son rôle primitif qui est d'approvisionner en biens tous les hommes. Ils veulent échanger du pain contre du travail. Aujourd'hui on les prive de travail et on leur demande de l'argent pour du pain ; et comme ils n'ont pas d'argent, on ne leur donne pas de pain. Mais si l'argent qui est aujourd'hui entre le producteur et le consommateur disparaît du processus d'échange, le produit du travail appartiendra au producteur. Celui-ci deviendra consommateur sur la base de son travail. C'est ce qu'on appelle l'économie destinée à la satisfaction des besoins [...] Il est vrai que pour adapter la production à la mesure des besoins, il faut que cette nouvelle forme de l'économie puisse disposer des moyens de production. De là, la nécessité de mettre les moyens de production entre les mains de la communauté<sup>10</sup>.

8 A. Rimbaud, «Projet de constitution communiste», août 1871, tel que l'a rapporté plus tard son ami Ernest Delahaye. Cité par J.-J. Lefrère, *Arthur Rimbaud*, Paris, Fayard, 2001.

9 S. Pankhurst, «The Future Society» in : *One Big Union Bulletin*, 2 août 1923, disponible en ligne.

10 *La Crise mondiale, ou: Vers le capitalisme d'État*, publié sous le pseudonyme «Carl Steuerman»; édition française, 1932.

Choisies presque au hasard parmi des centaines, ces citations illustrent une vision que l'on pourrait condenser ainsi :

Communisme =  
 démocratie directe =  
 satisfaction des besoins =  
 communauté + abondance

À quelques mots près, le projet de Rimbaud livre un abrégé du communisme tel qu'il a été pensé pendant plus d'un siècle : puisque le sujet historique de l'avenir sera la communauté humaine auto-organisée, la grande question est de trouver comment elle s'organisera. Qui commande ? Tout le monde... ou personne ? Qui décide ? Tous collectivement... ou quelques-uns ? Inspiré par l'expérience de la Commune de Paris, Rimbaud, lui, décrit une démocratie communaliste à la fois coordonnée et décentralisée.

Sans entrer ici dans une critique de la démocratie, soulignons un point essentiel : c'est parce que l'immense majorité des révolutionnaires (anarchistes ou marxistes) considèrent avant tout le communisme comme un nouveau mode d'organisation de la société, que leur premier souci est de définir de « bonnes » institutions, fussent-elles fixes ou évolutives, complexes ou simplifiées au maximum. (L'anarchisme individualiste est d'ailleurs aussi une forme d'organisation réduite à une addition d'ego... égaux parce qu'indépendants.)<sup>11</sup>

Pour nous, au contraire, le communisme concerne autant l'activité des êtres humains que l'organisation des relations qu'ils tissent entre eux. Il assure des productions, et n'a pas forcément peur des institutions, pourtant il n'est ni institution, ni production, mais d'abord activité :

[...] la communisation remplace la circulation des biens entre les « producteurs associés » par la circulation des individus d'une activité à l'autre.

11 Cf. B. Astarian, « Activité de crise et communisation », *op. cit.*, III, 3.1. Pour une critique de la démocratie : G. Dauvé, K. Nestic, *Au-delà de la démocratie*, Paris, L'Harmattan, 2009 ; « Contribution à la critique de l'autonomie politique », 2008, disponible en ligne.

## 2 Abondance

Pour un très grand nombre de communistes (anarchistes et marxistes mêlés), ce qui a rendu possible l'exploitation de l'homme par l'homme, c'était l'apparition d'un surplus accumulable, qui a permis à une minorité de faire travailler à son profit la majorité, mais dans une situation de *pénurie* : le surplus n'a joué ce rôle que parce qu'il restait *limité*. Heureusement, le capitalisme, en développant la production, sonnerait malgré lui le glas du manque : tout étant accessible à tous à foison, la « lutte pour la vie » perd sa nécessité et avec elle la tendance millénaire de l'homme à accaparer, à exploiter son prochain, à se conduire « comme un loup pour l'homme ».

Par conséquent, l'objectif, largement partagé par la quasi-totalité des tendances du mouvement ouvrier, était de réaliser l'abondance. Contre le capitalisme qui nous fait travailler sans satisfaire nos besoins, et répartit ce qu'il produit de façon inégale, il faudrait organiser la production massive et la distribution équitable de biens utiles qui profiteront à tous.

Il semble en effet aller de soi de réaliser l'adéquation des ressources aux besoins.

L'une des caractéristiques du capitalisme est de produire des biens séparément des besoins (réels et factices, authentiques et manipulés), avant de proposer ces produits sur un marché où il faudra les acheter afin de les consommer.

À l'inverse, le programme « socialiste » ou « communiste » se donnait pour but de supprimer, neutraliser ou réguler le marché, en partant des besoins (réels, cette fois, et décidés collectivement) pour produire en conséquence et répartir équitablement.

C'était rester dans une vision du monde où prime l'économie : le communisme n'est pas une nouvelle « économie », même régulée, décentralisée, démocratisée ou autogérée.

## 3 Égalité

*L'Analyse de la doctrine de Babeuf* (1796) fait de l'inégalité à la fois la cause et la manifestation de tous les maux. Aujourd'hui, les riches et les puissants se soustraient au travail : à l'avenir, chacun travaillera et le produit en sera justement réparti. Les deux ne font qu'un : « les

travaux et les jouissances doivent être communs.» L'égalité politique passe donc par l'égalité devant le travail : le refuser a longtemps été un privilège aristocratique, et la capacité d'échapper au travail le plus pénible, au travail manuel, demeure un signe distinctif d'appartenance à l'élite dirigeante.

Il n'existerait pas de mouvement communiste sans l'indignation spontanée qui nous saisit devant le fait qu'un être humain habite un château et un autre une masure : « Nous déclarons ne pouvoir souffrir davantage que la très grande majorité des hommes travaille et sue au service et pour le bon plaisir de l'extrême minorité<sup>12</sup>. ». Le communisme a bien à voir avec l'exigence d'une fraternité qui implique l'entraide théorisée par Kropotkine, et l'égalité résumée dans la formule : « Ni dieu, ni maître, ni César, ni tribun ».

Mais la fraternité n'est pas comptable et, tant que l'on mesure pour « égaliser », l'inégalité règne à coup sûr. Le communisme ne se définit pas par une péréquation pondérée des charges de travail entre tous permettant enfin une répartition équitable des richesses. Même si parfois, et dans les débuts, le souci premier sera de partager au plus juste, notre point de départ ne sera pas la meilleure façon de distribuer des biens, mais les relations humaines et ce que produisent nos activités.

## Maturation

### 1 Le concept

Ce que désigne le néologisme *communisation*, c'est une révolution qui crée le communisme, non les conditions du communisme. Les prolétaires ne feront pas la révolution pour mais *par* le communisme.

C'est dire qu'elle ne peut être communiste qu'en supprimant ce sur quoi reposent nos sociétés depuis au moins deux cents ans : l'achat du travail par une entreprise, l'omniprésence de l'échange marchand, ainsi que les institutions étatiques et politiques qui soutiennent cet état de choses.

12 S. Maréchal, *op. cit.*

Il faudra une génération, au moins, pour qu'un processus de cette ampleur l'emporte à l'échelle planétaire. Jusque-là, il connaîtra des avancées, subira des reculs, restera vulnérable à une destruction violente de l'extérieur ou à une désagrégation interne, certaines zones seront longtemps à la traîne et d'autres basculeront temporairement dans le chaos.

C'est inévitable, mais l'essentiel est que le processus communisateur commence dès le premier jour : dès ce moment, la manière dont les grévistes traitent le lieu de leur (ex-) travail, dont se mènent les combats de rue, et dont les insurgés envisagent comment se nourrir et se déplacer les jours suivants, cette manière indique déjà des options prises. Plus tôt commence la transformation communiste des relations sociales et de la vie quotidienne, plus elle est profonde dès le début, et plus grandes seront ses chances de succès.

Alors, « transition » ou pas ? S'il s'agissait de rappeler qu'une transformation historique ne s'accomplit pas du jour au lendemain, il n'y aurait rien à reprocher au mot. Mais ce concept contient beaucoup plus : l'idée d'une *société* de transition, d'un « entre deux » qui ne serait plus capitaliste sans être communiste, pendant lequel la classe ouvrière continue à travailler pour une rémunération<sup>13</sup>, mais sous sa propre direction, pendant lequel elle développe les forces productives jusqu'au seuil suffisant pour permettre aux masses de jouir enfin des fruits d'une industrialisation poussée à son terme. Tel n'est pas le contenu d'une révolution communiste. Ce ne l'était pas autrefois, et l'est encore moins de nos jours.

## 2 Le mot

Nous nous permettrons un minimum d'archéologie. Le mot n'est pas neuf.

En 1887, dans un discours contre la participation aux élections, William Morris affirme qu'il ne servirait à rien de transformer la propriété privée en propriété commune si celle-ci devait être prise en mains par un Etat centralisé. Les communistes, dit-il, veulent une

13 Par exemple en bons de travail non échangeables et non thésaurisables, comme l'envisageait Marx en 1875 : cf. notre chapitre suivant, p. 42-43.

vraie coopération dans la répartition comme dans la production : « la communisation des moyens de production conduira inévitablement à la communisation des produits du travail ». Ainsi sera réalisée une juste égalité, et évité un « gouvernement central autoritaire<sup>14</sup> ».

En 1920, dans son premier numéro, *Le Soviet* décrit ainsi le programme communiste :

[...] prise de possession, par le prolétariat, de toutes les richesses et de tous les pouvoirs ; communisation (socialisation est devenu un mot équivoque) de tous les moyens de production et communisation de la répartition [...] <sup>15</sup>.

Cinquante ans plus tard, *communisation* prend un tout autre sens :

Les conditions matérielles du communisme n'étant pas réunies [à l'époque], il fallait tout subordonner à la destruction de l'État, puis créer une force étatique nouvelle créant les conditions du communisme. [...] Aujourd'hui ces conditions sont données par le capital, dans les pays développés, et dans les autres il est inutile de les créer, car la communisation empruntera d'anciennes formes sociales non encore totalement détruites par la soumission seulement formelle du travail. La tâche première est donc de communiser la société, non plus de prendre le pouvoir pour créer les présuppositions de ce passage. On peut même dire que la communisation de tous les niveaux de la société paralysera l'État et jouera un rôle aussi important que la violence révolutionnaire. Mais on ne peut en rester là. L'un des points sur lesquels Marx insiste le plus est la souplesse considérable du capital, avant tout valeur en procès, mouvement de valorisation, en dehors de toute structure personnelle ou sociale. Le capital a la faculté de tout accepter, pourvu qu'on conserve la dynamique de la valeur. [...] Il lui suffit de contrôler quelques points vitaux (spatiaux et sociaux, géographiques et politiques)

14 W. Morris, *The Policy of Abstention*, disponible en ligne.

15 Organe de la Fédération communiste des Soviets (1920-1921), groupe beaucoup plus anarchiste que bolchévique, disponible en ligne ; voir également P. Berthet, *Les Libertaires français face à la révolution bolchévique en 1919 autour de Raymond Péricat et du P.C.*, disponible en ligne.

de son cycle pour subsister en tant que capital, et conserver la maîtrise de la situation, quitte à reprendre ensuite l'offensive en rognant les réformes accordées précédemment. Le capital peut même accepter, comme le propose Mansholt [grand technocrate européen devenu partisan de l'écologie et d'une croissance limitée], d'organiser la gratuité dans un secteur, à condition que globalement la logique marchande continue à régner. Il sait où il peut céder, et où il lui faut tenir. Au niveau de la répartition, des concessions peuvent être faites, en élargissant par exemple le domaine de l'économie dite de dons et de transfert : « [U] n modèle économique de la société complet [sic !] devrait envisager deux niveaux de mécanismes économiques : le mécanisme du marché, dont la base est l'échange, ne constitue qu'un seul niveau sur lequel se surimpose en second niveau les mécanismes de don en tant que mécanismes régulateurs : ce dernier niveau tend à réaliser des détournements à partir des opérations marchandes elles-mêmes <sup>16</sup>.

Au niveau de la production, la loi de la valeur s'impose, mais peut s'accommoder d'aménagements partiels, peut-être éphémères. Là, le facteur temps est décisif. Le capital cédera de l'espace pour gagner du temps. Il lui faut isoler la subversion, l'écraser par la force, et pour ce faire avoir les mains libres ; puis il se retournera vers tous les phénomènes de modification de la vie pour en liquider ce qui est dangereux pour lui. En bref, si certaines tâches ne sont pas remplies, à commencer dans le domaine « économique », par l'abolition de l'échange dans la production, tout est perdu pour la révolution, quels que soient les succès par ailleurs. C'est d'ailleurs la seule façon de liquider l'entreprise en tant que lieu – géographique et social – privilégié, séparé du reste de la vie. On ne peut obtenir cette destruction de l'entreprise en tant que telle que si partout les entreprises sont traitées de la sorte, ce qui implique, compte tenu de leur

16 « Problèmes économiques », 3 janvier 1973, cité dans *Le Mouvement communiste*, n° 4, mai 1973, p. 2-47, disponible en ligne.

interdépendance, que les produits circulent entre les unités de production à titre de valeurs d'usage uniquement. Ou bien le capital accordera tout sans lâcher l'essentiel, et bloquera la révolution. C'est pourquoi, pendant la phase initiale, les ouvriers productifs révolutionnaires continuent de jouer un rôle plus important que celui des autres révolutionnaires. Ceux qui font les révolutions à moitié ne font que se creuser un tombeau<sup>17</sup>.

À la même époque :

Si le procès révolutionnaire, aujourd'hui, implique la communisation immédiate de la société par l'attaque immédiate contre la valeur, le prolétariat ne peut s'organiser que sur le mode d'être de son activité : *l'être social, l'être humain*<sup>18</sup>.

Mais à notre connaissance, le premier texte où le mot et le concept soient au centre de la perspective révolutionnaire est *Un Monde sans argent*, rédigé par Dominique Blanc et publié en 1975-1976 par l'Organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires :

Insurrection et communisation sont intimement liées. Il n'y aura pas dans un premier temps l'insurrection et puis ensuite, permise par cette insurrection, la transformation de la réalité sociale. Le processus insurrectionnel tire sa force de la communisation même<sup>19</sup>.

«*Un Monde sans argent*» est un texte fondateur, repris par d'autres les années suivantes : citons seulement «*À bas le prolétariat. Vive le communisme*<sup>20</sup>».

Ces documents sont désormais accessibles : chacun jugera des avancées et reculs théoriques de la notion de communisation en quarante ans.

17 «Révolutionnaire ? », ch. XIX in : *Le Mouvement communiste*, n° 4, mai 1973, cité dans *ibid*.

18 A. Ajax, N. Will, «Bilan critique du «Voyou»», septembre 1973, cité dans *ibid*.

19 Citation brève, car le texte est disponible depuis 2013 aux éditions du Sandre. L'Organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires était l'auteur en 1972 du texte *Le Militantisme, stade suprême de l'aliénation*, «classique» republié chez le même éditeur.

20 Les Amis du Potlatch, *À bas le prolétariat. Vive le communisme*, 1979, disponible en ligne.

## Se défaire du travail

### Faux chantiers

En 1997, dans la Sarthe, une vingtaine d'ouvriers construisent un tronçon d'autoroute sous la direction d'un ingénieur employé par un grand groupe du BTP. Au bout de deux mois, l'homme est arrêté : personne n'avait commandé l'ouvrage en partie réalisé, avec d'ailleurs un début de financement, le faux directeur de chantier ayant réussi à convaincre des banques et des organismes publics. Entre 1983 et 1996, Philippe Berre avait été condamné quatorze fois pour mise en œuvre de faux chantiers. *À l'origine*, film inspiré de cette aventure sorti en 2009, montre une population frappée par le chômage retrouvant brièvement emploi et espoir. Philippe Berre n'est pas motivé par le gain, plutôt par le besoin de faire, de se rendre utile, d'animer un collectif de travail. En 2010, à nouveau, il a repris ce rôle dans l'aide aux sinistrés de la tempête Xynthia.

On connaît les « patrons voyous ». Philippe Berre est un patron fictif, un anti-héros de notre temps, à la fois « manipulateur de symboles », manager habile en ressources humaines, au croisement de l'automobile et du BTP (présentés comme les deux principales sources d'emploi des pays modernes), nomadisant sur les routes, mobile comme les activités dont il se fait le parasite, vivant des rêves éphémères que son dynamisme fait lever autour de lui, illustration d'une fluidité sans repères ni attaches, où l'argent circule mais ne s'épargne pas, où la réussite est sans lendemain, où l'on édifie ce qui ne sert à rien, où tout paraît communication et virtualité. Mais ce n'est la réalité qui manque à Philippe Berre, seulement la respectabilité.

Quand un escroc apporte du travail, du revenu, et donc du « sens », à une communauté en perte, même si c'est provisoire et fallacieux, cela pose la question de ce que signifient production et travail. Les chômeurs de la Sarthe faisaient confiance à Philippe Berre parce qu'il leur apportait une socialisation, un rôle, un statut,

une reconnaissance. Qu'est-ce qui est utile ? Inutile ? Fictif ? Réel ? Rentable ou non ? Ce bout d'autoroute était-il plus, ou moins, absurde que les « vraies » autoroutes ? Quel travail mérite d'être qualifié de « gaspillage » ? Au-delà de la dure vérité du travail (il crée des objets, rapporte du revenu et est généralement pénible), quelle est sa réalité ?

### Relire Marx : de Marx au marxisme

Marx a laissé la plus forte synthèse du communisme, celle où la « percée » théorique est la plus profonde et les contradictions les plus aiguës : *Le Capital* et la *Critique du programme de Gotha* notamment, les *Grundrisse* aussi, ces manuscrits de 1857-1858, dont la première publication en français a presque coïncidé avec Mai 68, et qui ont alors renouvelé notre approche du capitalisme et du communisme, dans des pages que nous avons personnellement citées plus d'une fois, mais qui nous semblent maintenant justifier une critique<sup>1</sup>.

En particulier, revenir à Marx est nécessaire parce que son analyse du travail met au centre la question du temps.

#### 1 Marchandise et travail

*Le Capital* ne commence pas par une définition du capitalisme, mais par la façon dont il « se présente » : « une immense accumulation de marchandises ». Ce point de départ traduit un choix de perspective. Si le travail est au cœur du problème, pourquoi ne pas débiter par la division du travail ? Marx n'écrivant pas un livre d'histoire, pourquoi partir de la rencontre de producteurs privés échangeant sur le marché, et non de la rencontre du salarié et du capitaliste ? Le premier chapitre du *Capital* considère le travail (pas le travail *salarié*, mais le travail *tout court*, quel qu'il soit) comme à la fois concret *et* abstrait : autrement dit, valeur d'usage et valeur d'échange seraient présentes dès l'aube de l'humanité et quasiment dans n'importe quelle société.

Naturaliser le travail, c'est l'éterniser.

1 Curieux destin que celui de ces notes de lecture communément appelées *Grundrisse* et seulement publiées à Moscou au milieu du maelstrom de la seconde guerre mondiale. Quasi inconnu jusqu'à la deuxième édition allemande en 1953, le texte n'a été disponible en français qu'en 1967-1968, et plus tard encore dans les autres langues européennes.

Le § 4 reviendra sur Marx et ses définitions du travail. Ce qu'affirme *Le Capital*, en tout cas, c'est que le travail, autrefois, avant la valeur (ou sans valeur, comme il le sera dans le communisme), le travail sans *marché* du travail, est positif et nécessaire. *Le Capital* considère activité productive et travail comme une seule et même chose.

Marx annonce ici un trait essentiel de ce qui deviendra le marxisme : le travailleur cesse d'être prolétaire (c'est-à-dire un salarié exploité par un patron) quand tout le monde le devient, puisque les patrons sont remplacés par la communauté de travail. La solution au problème social serait de généraliser le travail. Mais lequel ? Le travail *salariné* ? Marx raisonne comme si la réponse allait de soi : lorsque tous nous ferons partie d'une communauté travaillant sans capitalistes, la question du salariat sera résolue. Le dépassement du capitalisme ne consisterait pas à abolir le rapport capital-travail, mais à délivrer le travail du capital.

## 2 Travailler dans un monde sans argent

Pour Marx, c'est l'arrivée sur le marché de la valeur d'usage (produit « naturel » du travail) qui donne à cette valeur d'usage le caractère de valeur d'échange.

Quand Marx parle de temps de *travail*, il s'agit bien sûr de production, mais la valeur n'a là qu'une existence potentielle, avant de trouver sa réalité sur le marché. Tout se passe comme si la valeur ne naissait pas dans la production, mais, *après* le moment productif, venait s'imposer au travail comme une contrainte, dont il s'agirait donc de libérer le travailleur. À lire Marx, tant qu'il n'y a pas d'acte de vente-achat, le temps de travail fonctionne comme une donnée neutre, que le capitalisme met à profit à sa façon, et que le communisme utilisera bien sûr tout autrement.

Le communisme lisible en filigrane dans *Le Capital* ressemble à un monde sans argent fondé sur le travail communautaire. Or, le travail est bien plus que la réunion d'êtres humains coopérant dans un atelier pour fabriquer des objets. Travailler, c'est compter du temps, et l'économiser, ce qui implique de quantifier la dépense d'énergie

nécessaire en moyenne pour produire ceci ou cela : exactement ce que Marx appelle fort justement la valeur.

On sait la méfiance de Marx pour toute description utopique de l'avenir post-révolutionnaire. Il est donc d'autant plus significatif que l'un de ses très rares aperçus à ce sujet soit de proposer des bons de travail pour la « phase inférieure » du communisme<sup>2</sup>, car, tels qu'il les expose lui-même, que sont ces bons de travail, sinon *de la valeur sans monnaie* ?

### 3 Le plan

Représentons-nous enfin une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social [...] Le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale ; mais l'autre partie est consommée et, par conséquent, doit se répartir entre tous [...] Supposons, pour mettre cet état de choses en parallèle avec la production marchande, que la part accordée à chaque travailleur soit en raison de son temps de travail. Le temps de travail jouerait ainsi un double rôle. D'un côté, sa distribution dans la société règle le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins ; de l'autre, il mesure la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun, et en même temps la portion qui lui revient dans la partie du produit commun réservée à la consommation. Les rapports sociaux des hommes dans leurs travaux et avec les objets utiles qui en proviennent restent ici simples et transparents dans la production aussi bien que dans la distribution<sup>3</sup>.

Si Marx *suppose* une régulation de la production par le temps de travail « pour mettre cet état de choses en parallèle avec la production marchande », c'est parce que la supposition *contraire* lui est quasi-impensable. Sa perspective est de remplacer la séparation entre

2 K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875.

3 K. Marx, *Le Capital*, Livre I, chap. I, IV, disponible en ligne.

producteurs petits ou grands par une production commune, et le désordre capitaliste par une planification faite par et pour tous.

De même, en politique, l'État ne sera plus l'État quand tout le monde en exercera les fonctions : réparti entre tous, le pouvoir politique perdra son caractère oppressif, écrit Engels : « Dans la mesure où l'anarchie de la production sociale disparaît, l'autorité politique de l'État entre en sommeil. Les hommes, enfin maîtres de leur propre mode de vie en société, deviennent par là même, maîtres de la nature, maîtres d'eux-mêmes, libres<sup>4</sup>. »

Tel que Marx l'esquisse, le communisme, c'est la transparence et l'auto-compréhension : les hommes deviennent enfin conscients de ce qu'ils font. Les producteurs associés sont supposés naturellement les mieux placés pour connaître le temps de travail nécessaire à ce qu'ils fabriquent.

#### 4 Quelle définition du travail ?

En 1845, Marx le définissait ainsi :

Le « travail » est la base vivante de la propriété privée, la propriété privée étant sa propre source créatrice. La propriété privée n'est rien d'autre que le travail matérialisé. Si l'on veut lui porter un coup fatal, il faut attaquer la propriété privée non seulement comme état objectif ; il faut l'attaquer comme activité, comme travail. Parler de travail libre, humain, social, de travail sans propriété privée, est une des plus grandes méprises qui soient. Le « travail » est par nature l'activité asservie, inhumaine, antisociale, déterminée par la propriété privée et créatrice de la propriété privée. Par conséquent, l'abolition de la propriété privée ne devient une réalité que si on la conçoit comme abolition du « travail », abolition qui, naturellement, n'est devenue possible que par le travail lui-même, c'est-à-dire par l'activité matérielle de la société, et nullement comme substitution d'une catégorie à une autre<sup>5</sup>.

4 F. Engels, *Anti-Dühring*, 1878, 3<sup>e</sup> partie, chap. 2.

5 K. Marx, *Notes sur F. List*, disponible en ligne.

En 1846, *L'Idéologie allemande* parle d'abolir « la division du travail » : Voilà qui est impossible sans la communauté [...] Jusqu'à présent, toutes les révolutions ont toujours laissé intact le mode des activités ; il s'y agissait seulement d'une autre distribution de ces activités, d'une répartition nouvelle du travail entre d'autres personnes. En revanche, la révolution communiste, se dressant contre le *mode* traditionnel des activités, se débarrasse du travail et abolit la domination de toutes les classes en abolissant les classes elles-mêmes, cette révolution étant l'œuvre de la classe qui, dans la société, n'a plus rang de classe et n'y est plus reconnue comme telle : dès maintenant, elle marque la dissolution de toutes les classes, de toutes les nationalités, etc., au sein même de la société présente<sup>6</sup>.

La théorie communiste n'assimile pas ici l'homme à un *homo faber*, ni à un « fabricant d'outils », selon la formule de Benjamin Franklin.

Par contre, en 1867, le travail est défini comme « la condition indispensable de l'existence de l'homme, le médiateur des échanges organiques entre la nature et l'homme<sup>7</sup> ».

D'une position radicale inacceptable en son temps (et restée telle jusqu'à ce jour), Marx passait à une définition du travail quasiment applicable à toute société.

Citons enfin la *Critique du programme de Gotha* (1875) :

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance – alors seulement [...] la société pourra écrire sur ses bannières : *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins*<sup>8</sup> !

6 K. Marx, *Œuvres*, Paris, Gallimard, III, 1982, p. 1111 et 1123.

7 K. Marx, *Le Capital* in : *Œuvres*, Paris, Gallimard, I, 1963, p. 570.

8 *Ibid.*, p. 1420.

## 5 Mesurer par le temps (en relisant les *Grundrisse*)

Selon *Le Capital*, « dans tous les états sociaux, le temps qu'il faut pour produire les moyens de consommation a dû intéresser l'homme, quoique inégalement, suivant les divers degrés de la civilisation<sup>9</sup>. »

Les manuscrits de 1857-1858 (*Grundrisse*) ont une force visionnaire exceptionnelle. Ce qu'ils expriment n'est cependant pas en contradiction avec *Le Capital*, autant sur le travail que sur le temps de travail, et les deux thèmes se complètent.

L'économie vraie, l'épargne, consiste à économiser du temps de travail (et à réduire au minimum les frais de production). Mais, inséparable du développement des forces productives, cette économie n'est en rien une renonciation à la jouissance. L'accroissement de la force et des moyens de production conditionne les facultés qui rendent l'individu apte à jouir de l'existence, aptitude qui va de pair avec la puissance productive. Économie de temps de travail signifie augmentation de loisirs pour le plein épanouissement de l'individu [...] <sup>10</sup>.

[...] il tombe sous le sens que le temps de travail immédiat ne pourra pas toujours être opposé de manière abstraite au temps libre, comme c'est le cas dans le système économique bourgeois. Le travail ne peut devenir un jeu, comme le veut Fourier, qui eut le grand mérite d'avoir proclamé comme fin ultime le dépassement, dans une forme supérieure, non point du mode de distribution mais de production <sup>11</sup>.

Que la vie, productive en particulier, « exige la manipulation pratique et le libre mouvement » (p. 311), et implique un *effort*, c'est évident, et il est utile de le rappeler contre le mythe de l'automation libératrice, mais il ne s'ensuit pas que nous devons raisonner dans l'opposition travail/jeu, catégories elles-mêmes historiques et critiquables. Au fil des mêmes pages, Marx critique l'économie politique et la prolonge.

9 *Ibid.*, p. 605.

10 Pour les *Grundrisse*, nous utiliserons l'édition de Maximilien Rubel, K. Marx, *Œuvres*, Paris, Gallimard, II, 1968, p. 310.

11 *Ibid.*, p. 311.

Tout n'est pas jeu, certes. Mais qu'il y ait *effort* ne veut pas dire qu'il faille y avoir *travail*. Il n'est pas forcément moins agréable de faire la cuisine que de manger. Et la vaisselle ? Elle n'est une corvée que par la routine mécanique des tâches ménagères (assurées encore à 80 % par la ménagère) effectuées sous la double contrainte du gain de temps et la pression de la vie de famille. La réappropriation de nos conditions d'existence, et donc leur bouleversement, passe par d'autres relations homme/femme, mais aussi parents/enfants, adultes/enfants, ce qui implique un autre habitat, une autre éducation, etc.

La perspective qui se dégage des *Grundrisse* est aussi profonde qu'ambiguë :

Adopter le temps de travail comme étalon de la richesse, c'est fonder celle-ci sur la pauvreté ; c'est réduire le temps tout entier au seul temps de travail et dégrader l'individu au rôle exclusif d'ouvrier, d'instrument de travail<sup>12</sup>.

*Le capital* est contradiction en acte : il tend à réduire au minimum le temps de travail, tout en faisant l'unique source et la mesure de la richesse<sup>13</sup>.

Diminuant non plus au profit du surtravail, la réduction du temps de travail nécessaire permettra le libre épanouissement de l'individu. En effet, grâce aux loisirs et aux moyens mis à la portée de tous, la réduction au minimum du travail social nécessaire favorisera le développement artistique, scientifique, etc., de chacun<sup>14</sup>.

La vraie richesse étant la pleine puissance productive de tous les individus, l'étalon de mesure en sera non pas le temps de travail, mais le temps disponible<sup>15</sup>.

Par définition, le temps *disponible* n'étant pas (ou pas encore) employé, ne représentant qu'une potentialité, il est impossible à mesurer : il semble donc y avoir rupture avec la valeur et le capitalisme. Mais

12 *Ibid.*, p. 308.

13 *Ibid.*, p. 306.

14 *Ibid.*

15 *Ibid.*, p. 308.

ce temps disponible devient-il la totalité du temps, ou *s'ajoute-t-il à un temps de travail toujours présent*, indispensable quoique réduit à quelques heures par jour ?

Marx posait la question (cruciale pour saisir le travail) du comptage du temps, mais ne pouvait la résoudre parce qu'il traitait le temps comme une donnée de fait, non comme une catégorie elle-même à critiquer.

## **6 Communisme et temps de travail (le projet conseilliste)**

En 1930, les communistes de conseils hollandais (GIC) ont eu l'énorme mérite de poser concrètement la question du communisme à partir de la valeur, mais sur une base à notre avis fautive<sup>16</sup>.

En 1966, le principal rédacteur du projet, Jan Appel (1890-1985) en résumait le principe : les conseils ouvriers feraient de « l'unité de l'heure de temps de travail moyenne [la] mesure du temps de production et de tous les besoins et services à la fois dans la production et la distribution<sup>17</sup> ».

L'erreur est de vouloir mettre la théorie marxienne de la valeur au service de la gestion du communisme. La notion de temps de travail social moyen, et plus encore son calcul, ne sont pas des instruments utilisables au même titre qu'une brouette ou une fraiseuse : ils sont la substance du capitalisme, et leur emploi n'est pas séparable de la fonction qui est obligatoirement la leur. On ne peut organiser une société sur la base d'un calcul direct du temps de travail moyen sans que tôt ou tard l'équivalent général se matérialise, redonnant naissance à une variante quelconque de monnaie. Chacun sait que malgré des aspects parfois sympathiques, le troc est basé sur un compte implicite, un échange d'argent invisible (personne ne troque une moto en état de marche contre un banal maillot de bain). Tant que le produit existe doublement, en tant qu'objet déterminé et en tant que valeur

16 Cf. *Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes*. Sur le Groupe des Communistes Internationalistes de Hollande (GICH) : Philippe Bourrinet, *La Gauche Communiste germano-hollandaise*. Textes disponibles en ligne.

17 Courte autobiographie de J. Appel sur le site du Collectif Smolny.

d'échange servant à comparer et à échanger, on ne quitte pas la société marchande et le capitalisme. Une comptabilité directe en temps de travail créerait un équivalent général invisible : elle aboutirait à des produits mesurés comme des marchandises sans qu'ils circulent comme marchandises, et à des travailleurs consommant selon leur travail sans recevoir de salaire. On verrait bientôt ressurgir les formes classiques d'un capitalisme dont les fondements n'auraient jamais disparu, car seul un marché où se confrontent des entreprises est à même de sanctionner le calcul des temps de production.

Il est évident qu'il n'existe rien d'intrinsèquement commun à une laitue et à une jupe, sauf la quantité de matières premières et d'énergie pour obtenir l'une et l'autre. Mais c'est l'échange marchand, et plus encore le capitalisme, qui ont besoin de synthétiser tous les composants de la production afin de réduire laitues et jupes à ce qu'elles ont de commun : le temps de travail nécessaire.

Ce qui échappait au GIC, c'est que l'évaluation des ressources (humaines et autres) nécessaires à toute activité prend un sens différent selon les sociétés. Coudre des vêtements et planter des salades n'exigent pas les mêmes efforts ni les mêmes éléments matériels, et le communisme en tiendra compte : mais il n'aura pas besoin de partir de l'abstraction (même calculée directement, sans monnaie) d'une dépense d'énergie comparable contenue dans ces deux activités. Il comptera et confrontera des quantités, et les pertes ou gaspillages éventuels seront bien inférieurs à ceux qu'imposerait le calcul d'une sorte de temps universel de production.

La théorie de la mesure des biens ou de la prévision des investissements [dans le communisme] par la quantité de travail est fautive [...] Il ne s'agit pas d'une querelle de méthode mais d'un problème de fond qui concerne la nature même du communisme. La mesure par le travail reste économiste. Elle veut la fin de la loi de la valeur mais ne voit pas tout ce que cela implique [...] L'erreur n'est pas de continuer à voir de la nécessité, du sacrifice, de la production dans la société nouvelle. L'erreur est

d'empaqueter tout ça, d'y coller l'étiquette « temps de travail » à réduire si possible et de l'opposer globalement au temps libre<sup>18</sup>. Quels que soient le but du calcul et sa méthode, une société fondée sur le temps de travail supposerait que le travail soit distinct du non-travail, donc séparé du reste des activités : sinon, quoi et comment mesurer ?

D'autre part, si Marx conservait implicitement *l'entreprise* comme un pôle de valeur dirigé par le travailleur collectif, le GIC la met explicitement au centre comme unité économique. Les partisans de ce projet n'ignoraient pas que certaines entreprises, et certains ouvriers au sein de chaque entreprise, seraient inévitablement plus productifs que d'autres : aussi prévoyaient-ils de compenser cette inégalité par un mécanisme complexe de pondération. On est rarement allé aussi loin dans un programme qui conserve *les fondements* du capitalisme tout en les plaçant *sous le contrôle total des travailleurs*.

Bordiga se trompait peu en y voyant du « socialisme d'entreprise », mais l'erreur conseilliste procédait d'une préoccupation essentielle que Bordiga méconnaissait : vouloir que l'émancipation des travailleurs reste l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Comme l'indique Jan Appel, la vraie raison de ce plan n'est pas technique, mais politique : faire en sorte que chaque travailleur participe à la gestion.

Le plan du GIC doit en effet beaucoup à une époque où après la crise de 1929 le capitalisme était vu en voie de concentration, d'étatisation et de planification : opinion partagée entre autres par des gens aussi différents qu'Otto Rühle, Bruno Rizzi, les trotskystes dissidents Burnham et Schachtman, les conseillistes, Socialisme ou barbarie, Karl Korsch en 1950, et même des non-marxistes comme A. Berle et G. Means ou Schumpeter. (Bordiga sera un des rares à refuser cette position.)<sup>19</sup>

18 Organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires, *Un Monde sans argent : le communisme*, Paris, éd. du Sandre, 2013, ch. V.

19 En 1932, Berle et Means avaient été parmi les premiers à théoriser un capitalisme des managers dans *Propriété et contrôle dans la grande entreprise*. Bruno Rizzi publie en 1939 *La Bureaucratization du monde*. Pour la critique de la thèse d'un capitalisme « bureaucratique » ou « d'État » par Bordiga, voir entre autres : « La Doctrine du diable au corps », 1951, disponible en ligne, et « Thèses sur la Russie », 1952, disponible en ligne.

La Russie sert de contre-modèle : il s'agit d'éviter la répétition de ce qui s'est passé après octobre 1917. Le calcul – *juste* au deux sens du mot parce qu'effectué par les travailleurs – du temps de travail leur permettra de garder le contrôle des entreprises et de l'économie. La comptabilité en temps de travail est à la fois la condition et la garantie d'une gestion ouvrière réelle et efficace : personne n'est mieux à même que les collectifs de travailleurs de savoir exactement le temps nécessaire pour produire ceci ou cela, et de déterminer la contribution de chacun à l'effort commun.

Dans leur volonté de présenter le communisme comme un mode de production supérieur, et de prouver chiffres à l'appui que « ça peut marcher », les camarades hollandais passaient à côté de la critique du travail (reconnaissons que 1930 n'était pas le moment le plus favorable pour la mettre en lumière...).

Si nous rapportons le projet du GIC à notre commentaire des *Grundrisse* au paragraphe précédent, les conseillistes sont fidèles à Marx, y compris (sans le savoir à l'époque) aux *Grundrisse* qu'ils ne pouvaient connaître dans les années 30 : le communisme, pour eux, c'est l'administration collective rendue possible grâce à l'expérience acquise pendant la phase de transition, laquelle sert finalement surtout d'école de gestion rationnelle.

### 7 La valeur s'abolit-elle elle-même ?

Cette question peut surprendre. Pourtant, si les *Grundrisse* ont tant d'influence depuis plus de quarante ans, c'est parce que leur lecture autorise des interprétations diverses, y compris celle d'un capitalisme forcé de se dépasser lui-même.

En 1857-1858, anticipant sur le devenir du capitalisme, et commentant les premières machines automatiques en référence à Charles Babbage, précurseur de l'ordinateur, Marx écrivait :

[...] le travail immédiat cesse d'être comme tel la base de la production ; car d'une part il se change en une activité de surveillance et de direction et d'autre part le produit a cessé d'être l'œuvre du travail isolé et direct : c'est la *combinaison* de l'activité sociale qui apparaît en fait comme le producteur<sup>20</sup>.

20 K. Marx, *Œuvres*, II, *op. cit.*, p. 308.

Lorsque, dans sa forme immédiate, le travail aura cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cessera et devra cesser d'être la mesure du travail, tout comme la valeur d'échange cessera d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail des masses humaines cessera d'être la condition de développement de la richesse générale [...] Dès lors, la production fondée sur la valeur d'échange s'effondre [...] <sup>21</sup>.

En d'autres termes, à partir du moment où il est impossible d'identifier l'apport personnel du travailleur individuel à la création de richesse, la valeur (c'est-à-dire la régulation de la production et de la répartition des biens par le temps de travail nécessaire social moyen) devient incompatible avec l'expansion de la production, et absurde à l'intérieur même du capitalisme.

On pense à ce qu'exposait Marx à peu près à la même époque :  
À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants [...] Alors s'ouvre une époque de révolution sociale <sup>22</sup>.

Bien que cette préface affirme plus loin que les prolétaires sont la principale de ces forces productives, Marx n'en partage pas moins la confiance de son temps en un « progrès » historique : le développement capitaliste mène au communisme. De la même façon que la puissance commerçante a fait éclater le cadre féodal et remplacé la domination aristocratique par le règne de la bourgeoisie, de même la poussée de l'industrialisation, la socialisation économique, la concentration de masses de travailleurs s'avéreront incompatibles avec la propriété privée et la direction de la société par les bourgeois. Autant dire que la révolution prolétarienne était pensée sur le modèle de la révolution démocratique bourgeoise.

Marx n'est pas réductible à cette position, mais il y a assez dans son œuvre pour justifier un tel programme, puisque le capitalisme finit par se nier lui-même :

21 *Ibid.*, p. 306.

22 K. Marx, Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859, disponible en ligne.

De même que le système de l'économie bourgeoise se développe peu à peu, de même, aboutissement ultime de ce système, se développe peu à peu sa propre négation<sup>23</sup>.

Nombre de théoriciens (leurs noms sont légion) s'appliqueront ensuite à montrer une « loi de la valeur » tendant à sa propre abolition (le mot *loi* est significatif de la transformation de la critique en science, c'est-à-dire un savoir indépendant de la pratique des prolétaires).

Autrement dit, le capitalisme mettrait en route un changement d'ampleur révolutionnaire... sans révolution. Car la question sociale se résout toute seule s'il y a un seuil où le travail salarié de lui-même s'avère caduc, le temps de travail social moyen devenant une mesure inadéquate et le régulateur inopérant d'une production si socialisée qu'elle ne tardera pas à déchirer le salariat comme une enveloppe désormais trop étroite.

## 8 Marx marxiste

Pour souligner tout ce qui sépare le Marx communiste de sa postérité non révolutionnaire, beaucoup, dont nous-mêmes, ont fait valoir que Marx lui-même serait le meilleur critique du marxisme<sup>24</sup>. L'intention est louable, mais l'argumentation faussée.

Comment Marx conclut-il *Le Capital* ?

Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de peines que n'en exigera la métamorphose en propriété sociale de la propriété capitaliste, qui de fait repose déjà sur un mode de production collectif. Là, il s'agissait de l'expropriation de la masse par quelques usurpateurs ; ici, il s'agit de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse<sup>25</sup>.

Le capitalisme déjà « mode de production collectif » ? Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement socialiste a exploité ces lignes (et d'autres interprétables dans le même sens), pour expliquer qu'un capitalisme organisé en entreprises de plus en plus mondialement

23 K. Marx, *Grundrisse*, op. cit., p. 311.

24 Cf. M. Rubel, *Marx critique du marxisme*, Paris, Payot, 1974.

25 K. Marx, *Œuvres*, I, op. cit., p. 1240.

interdépendantes devait tôt ou tard échapper à la fois à la propriété privée et à l'anarchie de la production : il suffisait donc de remplacer les patrons bourgeois par les représentants des travailleurs, et le socialisme arriverait tout seul, sans révolution, sa venue relevant d'un phénomène quasi naturel.

Ce n'est pas abusivement que des marxistes cherchent chez Marx la théorie d'une socialisation capitaliste qui empêcherait à terme le capitalisme de se perpétuer. Voilà d'ailleurs une bonne définition du « marxisme » : remplacer l'action prolétarienne par une évolution graduelle, ou par une catastrophe bénéfique, dans les deux cas par un processus comparable aux mutations des espèces naturelles. Fin XIX<sup>e</sup> siècle, les manuscrits des livres II et III du *Capital*, publiés après la mort de Marx, ont été lus comme la théorie d'une inexorable contradiction entre la propriété bourgeoise privée et une croissance si gigantesque des forces productives que même les trusts et les cartels s'avéreraient incapables de la maîtriser.

Un siècle plus tard, les manuscrits de 1857-1858, désormais disponibles, sont interprétés comme théorisant une limite structurelle d'ampleur inégalée, mais plus irrésistible encore. Ce sont les sources et les formes contemporaines de la richesse, qui, d'elles-mêmes, appelleraient un dépassement que nous n'aurions qu'à rendre effectif. Toni Negri ne sera pas le dernier à lire dans les *Grundrisse* que la valeur (la régulation de la production par le temps de travail, par la recherche du coût de production minimal) a d'ores et déjà cessé de régir la société contemporaine : il s'agirait seulement de s'en rendre compte et d'en tirer les conséquences pour que change radicalement cette société. Le monde reposant désormais sur une intelligence collective, pour peu que ce *general intellect* prenne conscience de lui-même, nous nous libérerons tous. En résumé, en 1900 comme au XXI<sup>e</sup> siècle, les forces de production sont présentées comme échappant à ceux qui les dirigent, mais plus encore à la logique de la valorisation et du salariat. Avec une différence de taille : le sujet historique n'est plus le travailleur, surtout pas l'ouvrier, mais quasiment nous tous, puisque le maître de conférence comme le *mingong* contribuent l'un et l'autre à la richesse du monde.

Pareille interprétation est partielle, biaisée, mais peut se revendiquer de la lettre et de l'esprit de l'œuvre marxienne.

Nous n'avons pas à opposer un Marx jeune à un vieux, car des contradictions traversent et animent ses textes des années 1840 à la fin de sa vie<sup>26</sup>.

Marx a mené un projet continu et discontinué, des premiers textes non publiés aux manuscrits (tout aussi souvent non publiés) de la maturité. Au moment où il exposait ses intuitions des *Grundrisse*, il préparait son ouvrage majeur jamais achevé, *Le Capital*, au titre révélateur de sa priorité : aller au fond du capitalisme pour en comprendre le renversement possible. Le moyen devenait fin : pour saisir ce que le prolétariat a d'historiquement nouveau, s'immerger plus de vingt ans dans l'étude du capitalisme. D'ailleurs, sur les volumes ultérieurs du *Capital* prévus par Marx – théories économiques, marché mondial, classes, État – aucun n'aurait été consacré au prolétariat. Le communisme était pensé à partir du capitalisme.

Sans doute, c'est grâce à Marx que nous pouvons le critiquer, et l'un des commentaires les plus lumineux demeure celui de Bordiga, écrivant, il y a plus d'un demi-siècle, qu'il fallait lire l'ensemble de l'œuvre marxienne comme une « description des caractères de la société communiste ». Mais aujourd'hui, sous peine de nous comporter en héritier, il nous faut voir ce qui *dominait* chez Marx. Ses intuitions fulgurantes, restées à l'état de manuscrit, mêlent le dépassement de l'économie au projet d'une économie communautaire. Marx est plus critique de la valeur (la marchandise, l'argent) que du travail (le temps, la productivité). Si la pensée marxienne accordait

26 N'idéalisons pas les années 1840 comme ayant fait preuve d'un communisme authentique abandonné ensuite. *Les Principes du communisme* d'Engels, en 1847, préfigurent ce que sera le programme socialiste quelques décennies plus tard : « [...] concentrer de plus en plus dans les mains de l'État tout le capital, l'agriculture et l'industrie, les transports et les échanges [...] [C]es mesures [...] obtiendront leur effet centralisateur au fur et à mesure de l'accroissement des forces productives du pays grâce au travail du prolétariat. Enfin, quand tout le capital, toute la production et tous les échanges seront concentrés dans les mains de l'État, la propriété privée tombera d'elle-même, l'argent deviendra superflu [...] » Voir aussi Alain Maillard, *La Communauté des Égaux. Le Communisme néo-babouviste dans la France des années 1840*, Paris, Kimé, 1999.

à la renaissance communiste du *mir* une place mineure comparée à l'industrialisation du monde, c'est que le progrès capitaliste s'accompagnait d'un mouvement ouvrier dont l'auteur du *Capital* attendait l'essentiel.

Comprendre le communisme, c'est aussi distinguer Marx du marxisme sans nier le lien entre les deux. Sinon, le risque est grand de réécrire un Marx au goût de chacun, ou à la mode.

## 9 Marxisme

Le sujet étant vaste et la documentation abondante, nous nous bornons à Engels et Lafargue.

Ce que Marx esquissait, Engels le systématise, souvent en dépouillant Marx de ses ambiguïtés profondes. Pour Engels, le passage du singe à l'homme s'effectue par le travail et le langage<sup>27</sup>. Le travail, qui « commence avec la fabrication d'outils », est décrit comme naturel, utile, et conscient, sa naissance accompagnant celle du langage. Comme Marx mais plus clairement, Engels identifie activité productive et travail.

L'interprétation dominante du *Droit à la paresse* (texte largement diffusé depuis sa première rédaction en 1880, dans des milieux allant de la social-démocratie à l'anarchisme) est d'y lire le programme revenant à tirer du capitalisme ce qu'il a de bon (produire en abondance) en supprimant ce qu'il a de mauvais (exploiter le producteur). Paul Lafargue y explique qu'en répartissant les tâches productives entre tous au lieu de les concentrer sur quelques-uns et d'en forcer d'autres au chômage, le socialisme réduira la journée de travail à 3 heures grâce à la suppression des productions inutiles, et avant tout grâce au machinisme, ce « rédempteur de l'humanité ». Coïncidence, c'est aussi une journée de 3 heures qu'en 1930 Keynes nous promettait pour la fin du xx<sup>e</sup> siècle<sup>28</sup>.

Aristote est resté célèbre pour sa justification de l'esclavage par la nécessité de fabriquer les aliments et objets nécessaires afin qu'une

27 Cf. F. Engels, « Le Rôle du travail dans la transformation du singe en homme », 1876, disponible en ligne.

28 Cf. J.M. Keynes, « Perspectives économique pour nos petits-enfants », disponible en ligne.

minorité privilégiée puisse s'adonner aux tâches les plus nobles. Il n'y aurait plus d'esclaves, ajoutait le philosophe grec, « si les navettes des tisserands tissaient d'elles-mêmes » : Lafargue déclare ce jour enfin arrivé. Sociaux-démocrates et staliniens n'ont eu guère de mal à « récupérer » *Le Droit à la paresse* : pour eux, le socialisme était un prolongement, dans l'intérêt supposé des masses, du développement industriel orienté jusque-là au profit des bourgeois.

Selon *Le Droit à la paresse*, travailler très peu ne serait plus du travail. Un siècle plus tard, l'automatisation, le mythe de la société post-industrielle et, plus récemment, l'illusion d'un nouvel âge informatique ont laissé croire que même les trois heures quotidiennes annoncées par Lafargue perdraient leur caractère pénible : travail et loisirs, fabrication et création ne feraient plus qu'un. Réconciliant enfin l'*homo faber* avec l'*homo ludens*, le travail cesserait définitivement d'être du travail.

Un recueil d'écrits de Lafargue paru chez Taillandier en 2009 s'intitule *Paresse et révolution*<sup>29</sup>. Autrefois, l'association des deux mots en aurait fait un titre provocateur, anarchisant, situationniste (« Ne travaillez jamais »). Début XXI<sup>e</sup> siècle, la *rédemption* par la machine est passée de mode, mais paradoxalement, l'omnipotence du travail permet à une certaine « critique du travail » d'entrer dans les mœurs<sup>30</sup>.

Mais que lui reproche-t-on généralement ? Avant tout, d'être une contrainte, une aliénation, un appauvrissement du travailleur comme de la nature<sup>31</sup>.

Il est tout cela, certes, mais s'en tenir là n'engage ni une critique du salariat (achat-vente de l'activité humaine), ni du travail comme séparation (gagner sa vie en produisant pour ensuite consommer grâce à l'argent gagné).

29 Cf. P. Lafargue, *Paresse et révolution*, Paris, Tallandier, 2009.

30 Dans son *Manifeste contre le travail* (1999), Krisis décrit le travail comme n'étant plus nécessaire au capitalisme, qui d'une part en a de moins en moins besoin et, pour ce qu'il en garde, le vide de sens. Cf. Krisis, *Manifeste contre le travail*, Fécamp, éd. Lignes, 2002.

31 Bob Black résume bien la pensée dominante dans les milieux radicaux : « Ma définition minimale du travail est le labeur forcé, la production obligatoire. Ces deux paramètres sont essentiels [...] Le travail bafoue la liberté. » (*Abolition du travail*, 1985, disponible en ligne.)

### Travail et valeur

Nous ne nous occuperons ici que des sociétés où existent les traits constitutifs du travail, sachant qu'ils ne sont pleinement développés que depuis quelques siècles.

Toute analyse sociale impliquant une définition de ce que les humains ont de spécifique, autant que cette définition soit explicitée, et la plus minimale possible : l'homme contribue à produire sa nature, dont il est co-créateur. Il ne se modèle certes pas à volonté, mais se fait évoluer lui-même en faisant évoluer ce qui l'entoure. En produisant leurs conditions de vie matérielle, les êtres humains font bien davantage : produire signifie agir en société, parler, voyager... L'homme se produit, prend son activité et *les autres êtres humains* comme objet : il est sujet, et il a une histoire. Il se met à distance de lui-même (et peut donc aussi devenir étranger à lui-même). Cela implique des choix, une liberté (et sa perte éventuelle).

Cette objectivation contient la possibilité du *travail*.

#### 1 Qui dit travail dit classes

Pour que cette potentialité devienne effective, il faut qu'il y ait surproduit, et un surproduit qui soit plus qu'une simple réserve (de nourriture, notamment) : il faut un surproduit utilisable pour libérer un membre de la société de l'obligation de produire pour lui-même, permettant donc de le faire produire pour *d'autres* membres. Le travail est la forme prise par l'activité humaine quand elle crée un surproduit qui lui échappe. Le travail est un rapport entre *travail nécessaire* et *surtravail* : il y a séparation entre la dépense d'énergie nécessaire à entretenir le travailleur, et la dépense d'énergie au-delà de cet entretien, celle qui crée un surproduit. Il n'y a de travailleur qu'à côté d'un non-travailleur qui organise le travail à son bénéfice. Activité dont le produit revient à d'autres, le travail implique (et entretient) une division de la société entre groupes aux intérêts opposés. La société se divise entre un groupe du travail et un groupe du non-travail accaparant une partie de la production du premier groupe. Le travailleur peut garder le contrôle de ses moyens de production et organiser lui-même son activité productive, mais le résultat ne lui appartient plus. Le travail est un rapport de classe.

## 2 Le travail réduit toute activité à une substance unique

L'activité humaine a commencé à prendre la forme du *travail* lorsque l'humanité, sur des dizaines de milliers d'années et en des lieux que nous ne connaissons jamais, en est venue à ce que certaines pratiques, peu nombreuses sans doute au début, ont cessé d'être vécues et reçues pour ce que chacune avait et produisait de spécifique, farine ou tissu. A partir de ce moment-là, cette farine et ce tissu ont existé avant tout par et pour leur capacité à s'échanger l'une avec l'autre, et ont été traités à partir de ce qu'ils avaient de commun : être tous deux des résultats différents mais comparables d'une même pratique, le travail, susceptible d'être réduit à une donnée universelle et quantifiable, l'effort humain moyen nécessaire pour produire cette farine et ce tissu. Dès lors ces deux objets ont été produits *pour* ce qu'ils avaient de commun, cette substance appelée *valeur*.

Ensuite, un changement décisif, c'est le passage de l'échange d'une marchandise contre une autre (farine/tissu), visant à satisfaire deux besoins qui se rencontrent, à un échange visant à obtenir non un objet utile particulier, de la farine ou un tissu, mais de *l'argent* destiné à acheter tout objet possible, ou à être épargné ou investi.

Travail cristallisé, l'argent donne à la valeur une forme matérielle.

L'argent n'est pas né de nécessités pratiques, par exemple pour faciliter le troc, comme un moyen commode d'échanger un sac de farine contre une longueur de tissu sans que qu'aucun des deux troqueurs « y perde ». Crédit et dette précèdent l'argent – à preuve, les masses de paysans antiques endettés avant l'invention de la monnaie.

Quelles que soient leurs origines, travail et argent sont devenus inséparables. Même sous les formes immatérielles de carte à puce et de ligne de crédit, l'argent matérialise la façon dont les activités se rapportent les unes aux autres, et les êtres humains les uns aux autres, et « en dernière instance », les classes les unes aux autres.

Si la valeur se révèle et se manifeste dans l'échange, sa source gît dans le travail, et l'argent sert à relier ce que sépare la division du travail.

Comme disait un jour l'historien de la longue durée Fernand Braudel : « Le malheur, c'est que le marché est là, et puis vous ne voyez pas ce qui se passe en dessous. »

### **3 Le salariat fait du travail une marchandise**

Avec le salariat, le travail n'est pas seulement une activité exercée pour de l'argent : il est lui-même acheté et vendu.

Avec l'achat-vente généralisée de la force de travail, pour la première fois dans l'histoire, les classes sociales se distinguent directement selon la place respective (bourgeois ou prolétaire) occupée par chacun dans la production. Le rapport travail nécessaire/surtravail structure le monde. Aucune société ne peut vivre sans activité productive, mais la société moderne est la première à vivre sous la domination du travail (salarié).

Ce fait crucial est doublement obscurci. D'abord, la tendance à la salarisation générale où « tout le monde travaille », même le PDG, brouille l'opposition entre travailleur et non travailleur. Ensuite, 2 à 3 milliards de prolétaires sans emploi ou semi-prolétarisés semblent extérieurs au salariat dont pourtant ils font partie.

Cette généralisation d'une classe du travail salarié crée une situation totalement nouvelle, y compris pour ceux condamnés au chômage total ou partiel. L'esclave, le serf et le métayer n'avait d'autre perspective historique que de se délivrer de la domination du maître, du seigneur ou du propriétaire terrien, pour travailler en liberté. Aujourd'hui, l'assembleur d'ordinateur ou le salarié du champ de palmiers à huile ne s'émancipera qu'en mettant un terme à sa propre existence en tant que porteur de force de travail, cette marchandise qui potentiellement contient toutes les autres. Seul le travail marchandisé peut se débarrasser du travail. Le programme n'est plus de libérer le travail, mais de se libérer du travail. Le travail est ce qui transforme l'activité en force de travail achetable, et ne reconnaît les capacités humaines que comme force de travail.

### **4 Le travail est activité séparée**

Le travail, c'est la forme prise par la production des conditions de la vie matérielle quand l'activité pour les produire a été détachée du

reste des activités, à des degrés et sous des formes variés. Le salariat moderne découpe le temps entre travail, domicile, école, loisirs, chômage, vacances, etc., et l'espace entre des lieux pour gagner de l'argent, habiter, faire « les courses », se distraire, etc.

L'espace-temps du non-travail n'est pas une création capitaliste : il coexiste avec celui du travail depuis l'apparition du travail. La nouveauté capitaliste est de pousser la séparation à l'extrême, accentuant la coupure entre ce qui est productif et non-productif de valeur.

### **5 Le travail est productivité et comptabilité**

Organisé en entreprises concurrentes, dont chacune est un pôle de valeur en quête de croissance optimale, le capitalisme tend logiquement à accroître le surtravail aux dépens du travail nécessaire. Le travail porte en lui productivité et normalisation, avec recherche permanente des méthodes les plus efficaces pour diminuer les coûts en renouvelant les procédés de fabrication : le célèbre « développement des forces productives ». Travail et valeur – l'un n'allant pas sans l'autre – impliquent la production pour la production – en fait pour l'accumulation de valeur – et avec elle le « productivisme » et l'obsolescence planifiée.

Aujourd'hui, on n'a de cesse de mesurer les objets entre eux, on les compare et échange selon le temps de travail moyen qu'ils incorporent ou sont censés incorporer, ce qui conduit à évaluer aussi ainsi les actes et les personnes.

L'augmentation de la productivité (l'accroissement de la part du surtravail créateur de valeur nouvelle par rapport au travail nécessaire à la simple reproduction de la force de travail) est essentielle dans tout ce que nous avons abordé jusqu'ici. Si la recherche de productivité est une force irrésistible, aux effets si destructeurs sur l'homme et la nature, c'est parce que la course à la rentabilité supérieure est le moteur du capitalisme, sa force, et la cause dernière de ses crises. Afin d'être plus rentable que ses concurrentes, chaque entreprise est conduite à intensifier le travail, à développer le machinisme et à accroître la part du capital investi en équipements, en outillage, en robots, etc., alourdissant sa masse de valeur à valoriser et finissant par subir des rendements décroissants.

## 6 Le travail est réduction de tout à un minimum de temps

Si les sociétés humaines s'adonnent depuis quelques siècles à une mesure toujours plus précise et rigoureuse du temps, c'est pour l'économiser afin de raccourcir les temps de production. L'obsession de « gagner » du temps, et la hantise d'en « perdre », sont indissolubles du capitalisme. Travailler, c'est lutter contre le temps.

Au contraire, des êtres humains pour qui la recherche forcée de la productivité n'est pas un impératif n'ont aucun besoin de mesurer en toute chose les minutes et les secondes nécessaires à la produire.

La meilleure façon de rendre la dépense d'énergie la plus productive possible, c'est de la mesurer en temps afin de raccourcir ce temps. Pour cette raison, la séparation entre le travail et le reste de la vie est essentielle au comptage du temps qui lui-même se trouve au cœur de la valeur : on ne peut mesurer un moment et l'effort fourni pendant ce moment que si ce segment de temps est détaché des autres.

On sait combien payer une employée de maison : on ne saurait combien « vaut » ce que fait chez elle la ménagère. Même si les deux accomplissent exactement les mêmes tâches entre 9 heures et midi, ces 180 minutes n'ont pas le même sens pour la salariée venue effectuer une prestation de trois heures, et pour la ménagère occupée à sa maison au milieu de tâches diverses.

Même le salaire « aux pièces » d'un ouvrier seul sur sa machine sera calculé en fonction du nombre de secondes nécessaires pour fabriquer chaque pièce.

En fait, on ne peut réellement réduire le travail à du temps, car le temps de travail, par définition moyenne sociale, n'est pas calculable pour chaque tâche ou chaque objet. Le salaire de l'ouvrier sur sa machine sera le prix d'un travail dont il serait impossible de calculer la valeur, la contribution spécifique de cet ouvrier à l'ensemble de la valeur créée dans l'entreprise. La monnaie a beau être du travail cristallisé, elle n'existe comme instrument de circulation des biens que dans la mesure où les marchandises renvoient les unes aux autres, et

non par le calcul exact de la quantité de travail dont chacune est porteuse. Un pain particulier et une théière particulière sont comparables en poids, non par les deux dépenses d'énergie spécifiques nécessaires pour produire ce pain et cette théière. Quoi qu'ait pu croire Taylor, aucune méthode scientifique ne quantifiera jamais l'apport de valeur nouvelle d'un travail particulier dans un atelier ou un bureau.

«Folie rationnelle», le taylorisme n'en est pas moins conforme aux nécessités du capital<sup>32</sup>. Lorsqu'une usine fabriquant des tapis de souris d'ordinateur met en place un équipement obligeant le salarié à produire davantage pour le même salaire, la direction ignore l'augmentation de valeur précise qui en résultera, alors qu'elle sait exactement combien elle paie l'ouvrier, combien il est censé produire de tapis de souris à l'heure et combien elle vendra chaque tapis. L'important, c'est que l'introduction du nouvel équipement force l'ouvrier à être plus productif. Tout ce que connaît le bourgeois, et qu'il compte, ce sont les prix, et d'abord les salaires et les profits, et bien qu'ils parlent de *valeur* et de *création de valeur*, les économistes considèrent volontiers comme spéculation métaphysique «la valeur» dont nous traitons ici.

La lutte capitaliste contre le temps a pour effet l'obsolescence programmée permanente des marchandises. Une autre conséquence est l'obsession du gain de temps dans la vie quotidienne. Les deux phénomènes se sont accélérés depuis vingt ou trente ans, suscitant en retour une dénonciation de la vitesse et de «la dictature de l'immédiateté», un éloge de la lenteur, le *slow food*... Réactions sans grande portée parce qu'elles ne remontent pas du temps au travail.

Il y a plus de trente ans, une enquête de Barbara Garson montrait *comment les ordinateurs transforment le bureau de demain en «sweatshop» d'hier*<sup>33</sup>. Le salarié chargé des réservations de billet d'avion par téléphone voyait son travail découpé en quatre phases obligatoires minutées et surveillées. «Tout contrôler, c'est cela le

32 B. Doray, *Le Taylorisme, une folie rationnelle ?*, Paris, Dunod, 1981.

33 Cf. B. Garson, *The Electronic Sweatshop. How Computers Are Transforming the Office of the Future into the Factory of the Past*, Londres, Penguin, 1988.

but du système», déclarait un employé. Non seulement parce que «le système» sait tout ce que chacun fait à chaque instant. Aussi et surtout parce que, pour que «le système» le sache, la décomposition de chaque geste a rendu le travail encore moins compréhensible par ceux qui le font (au moment même où le fonctionnement de nos objets courants nous devient infiniment plus mystérieux que le moteur d'un frigo).

Quand en 1966 un chercheur du MIT a imaginé le programme ELIZA, thérapeute automatisé répondant sans intervention humaine à des questions médicales, ce *système expert* a recueilli un large accord, beaucoup considérant déjà un thérapeute humain «comme un processeur d'information et un preneur de décision». Si ce rapetissement des compétences humaines était possible, c'est parce que le savoir et le rapport social avaient auparavant été réduits à du mécanique, du quantifiable.

L'informatisation n'est pas la cause : une machine ne fait pas le rapport social. Le capitalisme privilégie le résultat (le produit) sur le processus, l'objet (mesurable) sur la relation, et dans le travail les tâches décomposables et quantifiables sur la continuité de l'ensemble. Mais pourquoi s'acharner à réduire le coût du travail, qui reste une faible partie du coût de production ? Selon une statistique officielle, vers 1980, dans la métallurgie, le travail direct comptait pour 10 % du coût total. Trente ans plus tard, pour une paire de Nike Air Pegasus vendue 70 \$ aux Etats-Unis, il y a 3 \$ de salaire (en Asie), 16 de matières premières, 16 de conception et de publicité, soit 35 \$. S'y ajoutent 35 \$ de distribution. En résumé, 3 \$ de travail ouvrier sur un coût de production de 35, et pour un prix de vente de 70<sup>34</sup>.

C'est que la partie ne se joue pas d'un point de vue comptable. Il s'agit de maîtriser les travailleurs directs qui, au contraire des cadres, des publicitaires et des machines, sont susceptibles de résister ou de faire grève. «Voilà pourquoi», concluait B. Garson, «toute masse importante d'ouvriers que l'on peut automatiser le sera.» *Automatisés* ne signifie pas forcément que des robots les remplaceront, mais que

34 Cf. D. Cohen, *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Paris, Seuil, 2006.

leur travail soit organisé de façon à devenir contrôlable à tout instant. Du moins en théorie, car c'est toujours celui qui effectue le travail qui sera le mieux à même de contrôler le travail. Comme disait le vieil ouvrier de chez Renault : « Ton patron te paie pour ton travail, pas pour la façon dont tu fais le travail. » Début *xx<sup>e</sup>* siècle, on installe des compteurs sur les machines à écrire pour vérifier le nombre de frappes : certaines dactylos ripostent en laissant des espaces plus larges, en ne frappant pas une fois, mais 2, 3, 4, voire 5 fois la barre d'espacement.

### 7 La société du travail-roi

Notre ordre de présentation ne se veut pas chronologique : nous ne remontons pas aux origines du travail, tout en sachant que dans l'histoire réelle ces éléments n'ont pas pris la même importance au même moment. Il a fallu des millénaires avant d'aboutir à un échange d'équivalents, c'est-à-dire selon l'estimation plus ou moins rigoureuse du temps de travail nécessaire, et que « la loi de la valeur » vienne égaliser les travaux privés. De plus, « l'argent », le fait de compter en termes de valeur et de produire et de faire circuler les biens selon un échange d'équivalents, précède lui-même la monnaie au sens où nous la connaissons : des instruments réservés uniquement à cette fonction (et non servant aussi à d'autres usages, courants ou rituels). La frappe de monnaie est tardive (*vii<sup>e</sup>* siècle av. J.C.).

Dans le monde où nous vivons, chacun des six aspects que nous avons distingués pour la commodité de l'exposé est une condition des autres. Par exemple, pour forcer des hommes et des femmes à « gagner leur vie » par le salariat, il a fallu les priver de moyens d'existence autonomes (§ 2). Ou encore, mesurer le travail suppose de le séparer du reste des activités (§ 4). C'est seulement le capitalisme moderne qui développe pleinement les éléments constitutifs du travail.

Bien que seule une minorité de la population mondiale reçoive un salaire, et qu'une minorité encore plus réduite bénéficie d'un contrat en bonne forme (avec salaire fixé et dûment versé, droits du travail, contributions sociales et éventuellement cotisations syndicales), le salariat n'en domine pas moins.

Les formes capitalistes déterminent les formes précapitalistes. La Turquie de 9 ans qui garde le troupeau de chèvres de ses parents contribue au revenu familial. Pendant ce temps, un de ses frères vit de petits boulots à la ville voisine, et l'aîné travaille en usine en Allemagne, où dans dix ans peut-être la jeune Turquie sera embauchée comme femme de ménage. Cette famille est intégrée dans la reproduction globale du rapport capital/travail. Le marché mondial attire de plus en plus de gens dans sa logique, une minorité de Terriens vivent aujourd'hui uniquement d'une « économie de subsistance », et le travail et l'argent pénètrent au cœur des bidonvilles.

Tout dépend du point de vue. Pour un sociologue ou un anthropologue, l'activité de la fillette reste « enchâssée » dans des relations précapitalistes, et il décrira comment ses liens de parenté sont saturés d'archaïsme, par exemple parce que la famille la destine à un mariage arrangé. L'anthropologue n'aura pas tort. Mais pour qui veut saisir la réalité du travail, la méthode consiste à chercher ce qu'il y a de commun entre cette jeune Turquie, un ouvrier de Maruti Suzuki et une employée de banque bolivienne (ce qui ne veut pas dire que les trois aient le même impact possible sur le cours de l'histoire).

Le rapport social dominant (le salariat) n'est pas le seul à exister, mais il détermine tous les autres, y compris l'activité bénévole (c'est-à-dire indirectement payée par le travail rémunéré), y compris aussi l'esclavage (le travail forcé non payé avec contrôle absolu du patron sur le travailleur, dont on évalue le chiffre entre 20 et 30 millions dans le monde). Et lorsqu'on lit que l'*économie informelle* concernerait 40 % (surtout des femmes) de la population mondiale dite active, cette statistique utilise une catégorie produite par le salariat qui fait classer à part ce qui n'entre pas dans le strict cadre du (contrat de) travail<sup>35</sup>.

Ne confondons pas *travail* et *emploi*. Le fait indéniable qu'il y a et qu'il y aura moins d'embauchés que de chômeurs sur Terre n'empêche pas le travail productif de demeurer au centre du monde actuel. Ce qu'on nomme « sécurité sociale » renvoie à la place du travail : l'argent

35 Cf. B. Lautier, *L'Économie informelle dans le tiers-monde*, Paris, La Découverte, 2004.

versé (ou pas) à l'étudiant, au chômeur, au malade, à la famille, au vieux, à l'handicapé, est accordé à des catégories qui ne peuvent pas, pas encore, ou plus travailler. Bien que l'opinion dénonce l'argent-roi (et des théoriciens plus subtils la domination de la valeur), il serait plus juste de dire que nous vivons sous le règne du travail<sup>36</sup>.

### Ni travail ni économie

Les pages précédentes visaient à identifier six caractéristiques dont l'ensemble constitue le travail : travail nécessaire/surtravail et division en classes ; valeur ; marchandisation ; séparation ; productivité et comptabilité ; et le temps. Notre ambition n'est pas de construire une machine théorique qui cesserait de fonctionner dès qu'on en détache une pièce, comme si, faute de trois de ses composants, le travail n'existerait plus qu'à moitié : seule l'abstraction oblige à séparer des catégories qui dans la réalité sont imbriquées.

Pour saisir le lien possible entre capitalisme et révolution abolissant le travail, au lieu de prendre les six éléments séparément, considérons-les maintenant comme un tout.

#### 1 Production n'est pas économie

« Production » est souvent assimilée à la fabrication artisanale ou industrielle d'objets. Il semble plus juste de considérer, avec Alain Testart, qu'il y a production « chaque fois que les moyens de travail sont appliqués à une matière première pour la transformer en un produit consommable sous une forme dans laquelle il ne l'était pas avant ». Chasseur, cueilleur et pêcheur, à la différence du prédateur, utilisent des armes et des connaissances. En produisant, l'homme produit aussi des *instruments* ou *moyens* de production, par exemple un arc pour la chasse. Avec l'agriculture, l'homme modifie la nature par le semis volontaire de plantes nourricières : de chasseur-collecteur, il devient « producteur ».

Mais production n'est pas synonyme d'économie.

36 Cf. G. Dauvé, « La Boulangère et le Théoricien (sur la théorie de la forme-valeur) », 2014, disponible en ligne.

La difficulté est de comprendre que la production des conditions matérielles d'existence est devenue cette réalité appelée économie, progressivement autonomisée du reste de la vie, jusqu'à devenir à l'époque moderne une sphère distincte, avec séparation entre l'espace-temps consacré à gagner de l'argent (le travail) et les autres activités.

Il n'y a pas d'«histoire économique», parce que l'économie est un fait historique qui n'a pas régné de tout temps et en tout lieu. Par exemple, la notion de «revenu par personne» ou «des ménages» n'a de sens que là où existent une personne individuelle et un ménage nucléaire<sup>37</sup>.

Malthus attribuait la crise possible du capitalisme à un accroissement de population supérieur à l'accroissement des ressources, en particulier de la nourriture. Les écologistes expliquent l'histoire par la capacité ou l'incapacité des sociétés à ajuster leur environnement à leurs besoins. Même rajeunie par la prise en compte des données naturelles et la nécessité de renouveler les ressources utilisées, la pensée économique n'en reste pas moins économique : son problème numéro un est d'équilibrer les moyens et les fins. C'est la morale appuyée sur la comptabilité.

Gregory Clark écrit ainsi dans un livre par ailleurs bien documenté : «à l'ère malthusienne les lois économiques régissant la société humaine sont les mêmes que celles qui régissent toutes les sociétés animales<sup>38</sup>. » Le fil conducteur de l'histoire serait l'évolution du rapport entre les ressources disponibles et la population, humaine ou animale : le même raisonnement s'applique aux habitants de Charleville-Mézières comme aux cerfs des Ardennes voisines.

Pourtant, loin d'être un apologiste du progrès, l'auteur soutient, chiffres à l'appui, que les chasseurs-cueilleurs consacrent entre 4 et 5 heures par jour à réunir leur nourriture, qu'en 1800 le Terrien

37 Cela n'empêche pas Th. Piketty de mesurer le rapport entre le rendement du capital (de la richesse patrimoniale) et le taux de croissance sur 2000 ans comme si ces réalités valaient de la Rome antique au New York contemporain.

38 G. Clark, *A Farewell to Alms. A Brief Economic History of the World*, Princeton, Princeton University Press, 2007.

moyen ne vivait pas mieux que 100 000 ans avant Jésus Christ, qu'en Asie sa condition était même pire, et que les dits primitifs « produisaient » alors plus de calories par heure de « travail » que les civilisés en Angleterre. Le constat fait réfléchir, mais que démontrent ces chiffres, sinon une volonté de tout réduire à du mesurable, comme si l'Amazonien et le journalier du Yorkshire vivaient le même rapport social, séparés seulement par des degrés différents sur une échelle de production et de consommation ?

Le schéma mental a peu changé depuis Saint-Simon : « La production des choses utiles est le seul but raisonnable et positif que les sociétés politiques peuvent se proposer. » L'idéal serait donc une société où « tous les hommes travaillent. L'obligation est imposée à chacun de donner constamment à ses forces personnelles une direction utile à la société<sup>39</sup> ». Chez Saint-Simon, est « producteur » aussi bien le négociant ou le cultivateur que l'ouvrier et l'industriel. (Le socialisme, lui, voudra supprimer le négociant et fondre l'ouvrier et l'industriel en une seule figure.)

Pour la pensée économique, la société repose sur la production et la répartition des ressources. L'économiste socialiste y ajoute le critère de l'utilité et de la justice, l'économiste écologiste l'obligation de l'harmonie avec la nature, mais il s'agit toujours d'administrer un surplus ; le rapport entre travail nécessaire et surtravail passe pour une évidence : il s'agit de produire de quoi manger, se loger, se soigner... Pour en venir ensuite à ce qui fait le sel de la vie. L'utile avant l'agréable. La soupe avant le concert. Soyons fourmi pour être cigale.

Conserver le rapport travail nécessaire/surtravail, c'est conserver le travail.

L'erreur de base est de tout faire partir de la nécessité de satisfaire des besoins vitaux. Sans nourriture, je meurs : cette évidence n'a de sens que reliée au fait que l'existence humaine est sociale. Je ne mange pas d'abord, pour vivre en société ensuite. La faim est toujours vécue et traitée en fonction des conditions imposées aux hommes (selon qu'ils vivent en Alaska ou à Tahiti) et *de leur organisation sociale*.

39 *L'Industrie*, 1811-1812.

Celle-ci n'intervient pas *en plus* : les deux jouent à la fois. Le grand froid n'est pas plus LA cause de la vie sociale des Inuits que l'humidité tropicale n'est LA cause de celle des Tahitiens. Aucune nécessité vitale n'a priorité sur le lien social : entre les deux, il y a simultanéité. Il en va ainsi sous le capitalisme. De même en révolution. De même dans le communisme. Sauf que la production n'y jouera plus le même rôle.

Notre question n'est pas : comment l'homme produit-il ? Ni même : que produit-il ? (des logiciels éducatifs ou des fusils d'assaut ?) Mais : quelle place occupe la production dans la vie humaine ?

Selon une idée répandue dans le milieu radical, l'objectif ne serait évidemment pas de « produire pour produire », mais de créer le minimum d'abondance nécessaire sans quoi il n'y aurait pas d'émancipation humaine possible.

Alfred Rosmer écrivait en 1923 : « Le communisme suppose et exige l'abondance, car la répartition des produits doit être simple et facile<sup>40</sup>. »

Le véritable motif de cet impératif de production n'est pas de permettre une surconsommation : Rosmer fait une priorité de l'abondance parce qu'il y voit la *condition nécessaire d'une juste répartition*.

À l'inverse, d'autres font d'une modération frugale la condition d'une communauté libre et solidaire. Dans *Les Dépossédés* d'Ursula Le Guin<sup>41</sup>, la planète Anarres doit en grande partie son mode de vie plutôt libertaire à la rudesse du climat qui favorise l'entraide et rend difficile l'accumulation.

Que l'on préfère l'abondance ou la sobriété, dans les deux visions, la priorité reste économique. C'est ce qu'il faut critiquer.

## 2 Le communisme comme activité

Comme l'a rappelé le chapitre précédent, une critique habituelle du capitalisme lui reproche de fabriquer des biens sans s'occuper des besoins réels puis de proposer ces biens sur un marché : la satisfaction des besoins n'est qu'une conséquence. Cette conception se propose donc de faire l'inverse : *partir* des besoins, mais de besoins cette fois

40 *L'Humanité*, 3 février 1923, cité dans Ch. Gras, *Alfred Rosmer (1877-1964) et le Mouvement révolutionnaire international*, Paris, Maspéro, 1971.

41 Cf. U. Le Guin, *Les Dépossédés*, Paris, Le Livre de poche, 2006 (1974).

supposés réels et décidés collectivement, qu'elle veut satisfaire par une production adéquate et répartir équitablement, sans la médiation d'un marché, grâce à une organisation communautaire, démocratisée ou autogérée.

C'est négliger que le *besoin* est lui aussi une catégorie économique.

Observons qu'il est presque toujours défini négativement : ne pas mourir de faim, de froid ou de maladie, ne pas dormir sous la pluie, etc. On parle de *besoin*, c'est le *manque* auquel on pense.

Que l'espèce humaine ait des nécessités élémentaires, manger et dormir par exemple, c'est évident, tout comme il est impératif de les faire correspondre aux ressources existantes. Ce qui est faux, c'est l'idée que la vie humaine consisterait avant tout à satisfaire des besoins. Nous ne les satisfaisons (ou échouons à les satisfaire) qu'au milieu d'interrelations sociales. Il faut des circonstances exceptionnelles pour que nous mangions dans l'unique but de ne pas mourir de faim. Pour l'être humain, manger sera toujours *plus* que manger. En général, nous mangeons en compagnie d'autres personnes, choisies ou non, ou nous décidons de manger seul, ou nous y sommes obligés, ce qui est encore une situation sociale. Souvent nous suivons un régime, diététique ou non. Il nous arrive de sauter un repas puis de trop manger ou boire. Il en va de même de toutes nos activités dites, à juste titre, vitales. Comme l'écrivait Marx dans *L'Idéologie allemande*<sup>42</sup>, combler des besoins vitaux crée aussitôt de nouveaux besoins, et « cette production de nouveaux besoins est le premier fait historique ».

Contrairement à une erreur courante, la « conception matérialiste de l'histoire » ne dit pas que « l'économie » mène le monde. C'est souvent ainsi qu'est lue la première partie de *L'Idéologie allemande*, pourtant Marx y soutient tout autre chose. Premièrement, les relations sociales dépendent de la façon dont nous produisons nos conditions de vie matérielles, et non par exemple des idées que nous nous faisons du monde. Deuxièmement, nous produisons ces conditions matérielles en relation avec d'autres êtres humains, et dans

42 K. Marx, *L'Idéologie allemande*, Paris, éditions Sociales, 1974.

les sociétés de classe, dans des rapports de classe. Non seulement la «conception matérialiste» ne fait pas de «l'économie» le moteur de l'évolution humaine, mais elle peut expliquer en quoi la domination actuelle de l'économie sur le monde est un phénomène historique, inconnu dans la préhistoire, moins prégnant à Athènes 500 ans avant J.C. qu'à Athènes en 2015, et qui disparaîtra avec le communisme.

Le chapitre sur l'insurrection créatrice reviendra sur ce point en son troisième paragraphe. Disons d'emblée que notre problème n'est pas d'inventer la société qui saura mettre en parallèle besoins et ressources (comme le veulent les économistes), ou transformer les besoins artificiels et extravagants en besoins raisonnables pour atteindre une frugalité suffisante (comme le souhaitent les écologistes). Il s'agit de comprendre les besoins élémentaires pour ce qu'ils sont. Le premier besoin humain, a écrit Marx, c'est celui de l'autre. Nous dirions : le besoin de se nourrir est indissoluble du besoin de l'autre, et les deux sont satisfaits (ou non) en même temps. Il faut manger, cela va de soi, et les rapports sociaux ne remplissent pas les ventres vides, mais on mange à l'intérieur de rapports sociaux.

Cela se vérifie en période révolutionnaire : «sans réserve», le prolétaire n'a ni argent, ni nourriture, ni (au tout début) d'arme, et sa seule force est d'agir avec les autres prolétaires.

Certes, initialement, la pression des circonstances (conflits internes, lutte armée, pénurie...) conduira parfois les insurgés à partager et à répartir au plus juste (au deux sens du mot), donc, que cela plaise ou non, à rationner. Mais la révolution se condamnerait si elle s'avérait incapable de distinguer l'urgence de son «programme» fondamental, si l'urgence en venait à déterminer le fond.

On ne se demandera pas : «Combien de tuiles pour le toit nécessaire à cette maison ? », mais : « Comment habiter ? ». Partant de là, on verra pour quel type de maison il faut  $x$  tuiles pour  $y$  mètres carrés de toiture : supprimer la *comptabilité* n'est pas renoncer à l'usage des chiffres.

Le moteur de l'action communisatrice ne sera pas la meilleure ou la plus égale façon de distribuer des biens, mais les relations humaines et les activités qui en résultent : dans la communisation,

l'activité est plus importante que son résultat productif, car ce résultat dépend de l'activité et des liens que pourront et voudront tisser entre eux les insurgés. Ce qui fait agir le prolétaire insurgé, ce n'est pas le besoin de manger, c'est de créer avec d'autres prolétaires un rapport social, qui entre autres effets le nourrira.

La nécessité de produire des aliments, de cultiver des carottes par exemple, sera satisfaite à travers des relations sociales qui, parmi d'autres activités, cultiveront des légumes, ce qui ne signifie pas que chaque minute et chaque heure d'horticulture seront vécues dans une joie sans nuage.

La contre-révolution exploitera évidemment désordres inévitables et pénuries locales. La révolution n'y répondra pas en faisant renaître une industrie plus performante, pas plus qu'elle ne se débarrassera des armées bourgeoises en créant une armée plus forte. Le « réalisme » est rarement là où on l'attend. Ce sont les bureaucrates qui ne manqueront pas de se présenter en gens « pratiques », expliquant qu'au spontanéisme insurrectionnel doit succéder l'organisation productive, seule capable de résoudre les problèmes vitaux et urgents. Moyennant quelques grandes et petites transformations, l'idéologie du « bon sens » (un marteau ou un ordinateur, nous dira-t-on, c'est neutre, ce n'est ni *capitaliste* ni *communiste*) promouvra un souci d'efficacité qui malgré un discours différent aura tous les traits de la productivité. Or, travail et productivité sont liés. Le travail normalise. Compter le temps dans la production exige de le séparer du reste du temps, donc de détacher de la vie un moment distinct appelé *travail*. La révolution ne pourra faire du gain de temps une de ses priorités.

La division du travail ne sera pas non plus dépassée par un simple repartage permanent des tâches. Le travail polyvalent reste du travail. Travailler en coopération aussi : le travail collectif, c'est du travail. Travailler deux heures par jour également. Le remplacement des producteurs privés par une production communautaire, ou la re-répartition systématique des tâches, n'a de sens communiste que si les produits ne sont pas comparés – donc ne sont pas comparables – entre eux (ni donc les activités qui les ont produits) à partir du calcul (implicite ou non) du temps de travail moyen réel ou supposé

pour les fabriquer. Car si on compte, si la vie sociale tourne autour de cette mesure, quel que soit le mode d'association, tôt ou tard la valeur réapparaîtra, même dans la communauté aux intentions les plus fraternelles.

Ce chapitre s'ouvrait sur l'évocation d'un patron fictif offrant des emplois illusoires. Dans le monde dit réel, nombre de nos contemporains « gagnent leur vie » en inventant des publicités qu'ensuite d'autres impriment, déposent dans les boîtes à lettres, récupèrent à la déchetterie pour en faire du papier recyclé sur lequel seront imprimées de nouveaux prospectus, tandis que des experts sont payés pour analyser le tout, et des penseurs pour le déplorer. Les surréalistes se demandaient si nous souffrions du *trop peu* ou du *trop* de réalité... En tout cas, jamais l'« absurdité » du travail ne suffira à le renverser.

## Crise de civilisation

Toute crise historique est une crise de la reproduction sociale.

Sous le capitalisme, la confrontation de classe, et d'abord des deux classes qui le structurent, bourgeoisie et prolétariat, est le facteur historique qui force le capital à évoluer pour contrer et vaincre la résistance du travail. La lutte des classes est le moteur indispensable du capitalisme. Mais il y a crise quand les pressions jusque-là positives menacent les équilibres sociaux. Les mêmes contradictions qui, en mettant cette société en tension, l'obligeaient à se développer, commencent à la mettre en état critique.

### « Civilisation » ?

Le capitalisme est animée d'une dynamique sociale et productive et d'une capacité régénératrice inouïes, mais il a cette faiblesse : par sa force même, par l'énergie humaine et la puissance technique qu'il met en mouvement, il épuise ce qu'il exploite, et son intensité productive n'a d'égale que son potentiel de destruction, comme l'a prouvé la première crise de civilisation qu'il a traversée au xx<sup>e</sup> siècle.

Le mot *civilisation* n'a rien ici d'un jugement de valeur. Nous n'opposons pas *civilisé* à *sauvage* ou *barbare*, ni ne célébrons « la civilisation » qui, avec l'écriture, succéderait à un âge du fer et lancerait l'humanité sur la voie du progrès. Inversement, le mot n'a pas pour nous le sens péjoratif que lui donne Fourier, chez qui il est synonyme d'une société où règnent le commerce, la concurrence et l'industrie moderne. Il ne désigne pas non plus des ensembles à dominante socio-culturelle où se distinguaient des civilisations occidentale ou judéo-chrétienne, chinoise, japonaise, islamique ou arabo-musulmane, voire latino-américaine.

La notion de *civilisation* ne remplace pas celle de mode de production : elle souligne l'ampleur et la profondeur du mode de production capitaliste devenu un système mondial quasi universel, capable de bouleverser et de remodeler les sociétés et les façons de

vivre. La prégnance du salariat et de la marchandise leur donne une réalité et un dynamisme inconnus de ce que des historiens ont appelé les « civilisations » grecque, romaine, chinoise, etc. Le capitalisme est de nos jours le seul ensemble de rapports sociaux apte à s'étendre géographiquement, à marquer tous les aspects de la vie, à créer un monde à son image et, *mutatis mutandis*, à s'imposer à Jakarta comme à Vilnius.

Le concept de *mode de production* est contemporain du capitalisme. Qu'il ait été inventé ou non par Marx, il coïncide avec l'avènement d'un système où des facteurs de production sont associés pour engendrer produits et services vendus et achetés sur un marché, et d'une société régie par la productivité et le jeu de l'offre et de la demande.

Le concept a ensuite été rétrospectivement appliqué à d'autres systèmes passés ou présent, par exemple des modes de production *asiatique* ou *domestique*<sup>1</sup>. Quelle que soit la pertinence de ces parallèles, leur emploi témoigne de l'écrasante domination du mode de production capitaliste.

La civilisation capitaliste diffère de l'empire, qui a un cœur, un centre, et qui dépérit lorsque ce centre s'affaiblit et périclité. Au contraire, le capitalisme est un système à vocation mondiale, mais polycentrique, où rivalisent plusieurs hégémons, et où l'effacement d'un hégémon n'empêche pas le système de perdurer. Il n'y a plus d'*intérieur* et d'*extérieur*, comme au temps des empires romain, perse, chinois ou des Habsbourg.

On peut parler de crise de civilisation quand les contradictions, qui jusque-là contribuaient au dynamisme d'une société, en viennent à ébranler certains de ses fondements : le rapport capital-travail, la marchandise, l'État et les forces politiques établies tiennent encore

1 Entre autres exemples, Marx avait avancé l'idée d'un *mode de production asiatique*. Marshall Sahlins, lui, a proposé le concept de mode de production *domestique*, basée sur une économie rurale et familiale, avec peu d'échange et quasiment aucun argent. Dans une perspective féministe matérialiste, Christine Delphy avait théorisé le travail domestique (effectué au sein de la famille par des femmes non payées, au bénéfice des hommes) comme un mode de production spécifique, *domestique* ou *patriarcal*, qui selon Ch. Delphy coexisterait avec le mode de production capitaliste dans les sociétés capitalistes.

mais sont ébranlés et leur légitimité entamée. Tension et « conflictualité » sont sans doute l'état « normal » du monde capitaliste, un signe de santé et de vitalité, mais il en va tout autrement quand les constituants essentiels de ce monde s'hypertrophient et comme des cellules cancéreuses prolifèrent contre la vie du système.

C'est dans une crise de ce type que le capitalisme était entré il y a près d'un siècle, dont « la crise de 29 » n'a été qu'une phase cruciale, et dont il n'est sorti qu'après 1945. Revenir sur cette période permet de mieux comprendre la nôtre.

### **1917-1945 : Une guerre civile européenne**

À partir des « grandes découvertes » des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles, et plus encore à l'époque de la Révolution française, puis autour de 1848, les secousses historiques majeures ont été des crises d'émergence du mode de production capitaliste et de son monde.

À la fin du xix<sup>e</sup> siècle, la forme prise par le rapport social capitaliste, des deux côtés du « couple » capital-travail, n'est plus viable : les forces productives déployées deviennent trop vastes pour être gérées par des propriétaires privés, et le mouvement ouvrier trop puissant pour que la bourgeoisie continue de le tenir à l'écart du pouvoir économique et politique. Le capitalisme y a répondu, non pas bien sûr en se faisant socialiste, mais en se socialisant, ce qui a pris des dizaines d'années, non sans résistances ni réactions (fasciste, notamment, mais le fascisme est aussi une forme de socialisation forcée, d'en haut, comme à sa façon le stalinisme). Entamée avec le syndicalisme anglais de la fin du xix<sup>e</sup> siècle, cette socialisation culminera dans la société de consommation des « Trente Glorieuses ».

Pour y arriver, il a fallu rien moins qu'une guerre civile européenne. 1914-1918 et 1939-1945 sont plus que des conflits interétatiques, et leur violence meurtrière n'est pas seulement due aux capacités exterminatrices du progrès industriel. Le déchaînement de violence politique et militaire reste inexplicable si l'on sous-estime la confrontation des années 1917-1937 entre une classe ouvrière qui lutte et revendique, et une bourgeoisie qui tantôt réprime, tantôt intègre, mêlant les deux voies sans en choisir une. Si l'Allemagne de

Guillaume II, puis de Weimar, en offre une excellente illustration, la Grande-Bretagne démocratique en donne une autre, la bourgeoisie anglaise des années vingt menant une guerre de classe, contre les mineurs en particulier. Aux États-Unis, la politique sociale revient à interdire de fait le syndicalisme aux non-qualifiés.

Ce qui a frappé les contemporains en 1914-1918 – le carnage réciproque approchant d'une autodestruction des armées en présence – résulte de la force explosive des contradictions d'un système capitaliste voué à éliminer les vestiges du passé tout en tentant de refaire dans les tranchées l'union des classes de chaque pays. Mais 1918 ne règle rien, d'autant que le capitalisme le plus avancé, celui des États-Unis, exporte ses capitaux en Europe tout en s'en retirant politiquement. Quatre empires surannés disparaissent, la démocratie parlementaire progresse, mais sans les moyens de jouer son rôle de conciliation. Les deux classes structurantes de la société moderne restent face à face. « Rien désormais n'empêchera le déluge », écrivait, après l'armistice de 1918, Mireille Havet dans son journal<sup>2</sup>.

La période 1917-1939 rompt l'économie internationale apparue à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (la « première mondialisation »). C'est un temps de fragmentation, de poussée nationaliste, de conflits entre États et à l'intérieur des États, avec naissance de nouveaux États dépourvus du soubassement socio-économique nécessaire pour fonctionner comme État-*nation*, faute d'un marché intérieur capable d'unifier un peuple. (Deux de ces pays, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, disparaîtront lors de la « deuxième mondialisation »). L'interdépendance des capitaux et des États est essentielle au système capitaliste (même l'URSS n'a jamais été un espace totalement clos), mais avec une alternance de phases plus ou moins accentuées et durables d'ouverture au marché mondial (libéralisme) ou de fermeture (régimes nazi et stalinien).

Le fascisme témoigne autant de l'incapacité des sociaux-démocrates à réformer le capitalisme que de l'incapacité des bourgeois libéraux à le gérer.

2 M. Havet, *Journal 1918-1919*, Paris, éd. Claire Pauhlan, 2011. Cf. sa biographie par E. Retaillaud-Bajac chez Grasset, 2008.

En Allemagne, ce n'est pas l'élévation du taux de chômage après 1929 qui provoque la montée des nazis : c'est l'ensemble de la situation allemande depuis 1918, y compris la défaite. La crise de 1929 a accéléré l'ascension d'Hitler en aggravant les facteurs politiques et idéologiques qui animaient et minaient Weimar depuis 1918. À partir de 1930, la crise a favorisé la venue d'un État autoritaire, qui en gouvernant par décrets-lois mettait hors-jeu le parlement. Elle a réduit à presque rien la capacité réformiste du SPD et du Zentrum, isolé plus encore le KPD, et accentué le décalage entre la façade démocratique et une vie politique axée sur le passé, comme le prouve la progression du *völkisch*, vecteur d'un renouveau nationaliste. Paradoxalement, des idéalistes comme Ernst Bloch étaient mieux armés pour comprendre la distorsion temporelle de cette « non-contemporanéité » que des matérialistes prisonniers d'une conception linéaire de l'histoire<sup>3</sup>. En un mot, la crise de 1929 a achevé de désunir l'Allemagne et ouvert la voie à la force qui saurait rassembler les classes dans la violence. L'oxymore « révolution conservatrice » prenait corps. Le vide ainsi créé suscitait un appel d'air. Les fortunes n'étaient pas les seules à être ruinées, les croyances aussi et, en mobilisant la société par en haut, le nazisme a refondé à sa façon une solidarité refermée sur le peuple racial allemand.

La guerre nazie, c'est la fuite en avant paroxystique d'un État optant pour le tout ou rien : génocide planifié, puis autodestruction finale de l'Allemagne en tant qu'État, le régime préférant sacrifier l'unité du pays plutôt que d'admettre sa défaite devant une force supérieure. L'invasion de la Russie en 1941 n'inaugure pas une guerre « clausewitzienne » destinée à forcer l'adversaire à accepter la volonté du vainqueur, elle vise à éliminer le vaincu : pour le régime nazi, s'emparer de l'espace « slave » et anéantir la totalité des Juifs sont tout autant des priorités<sup>4</sup>.

3 Sur la « non-contemporanéité », voir D. J. Peukert, *La République de Weimar. Années de crise de la modernité*, Paris, Aubier, 1992.

4 Là où le capitalisme tend généralement à égaliser, ou au moins favorise une mobilité sociale entre les classes, les nazis rêvaient d'une société de castes, où l'inégalité (source de conflits) serait codifiée, organisée sur une base biologique, « raciale ».

*Le Maître du haut château* (1962) de Philip K. Dick imagine une victoire de l'Axe en

Des deux conflits mondiaux, l'Allemagne a été le centre, avec en son cœur une industrie lourde, corsetée dans un cadre qui lui interdisait d'exporter à la mesure de sa puissance productive.

L'idée d'une « guerre civile européenne » de 1914 ou 1917 à 1945 émane de diverses sources, mais ce sont souvent des historiens ultra-conservateurs comme Ernst Nolte qui, par réflexe de classe et « anticommunisme », soulignent le mieux le soubassement *de classe* de la période<sup>5</sup>. Quoi que nous sachions de la révolution russe et de son destin, la prise du pouvoir par les bolchéviks faisait peser sur la bourgeoisie une menace de mort. Il est impossible de comprendre le fascisme italien et allemand en dehors de la peur (fondée et imaginaire, les deux à la fois) de la classe ouvrière, ressentie par la bourgeoisie, et relayée par une grande partie de la petite-bourgeoisie.

Pour y faire face, le fascisme n'était pas une simple réaction comme il y en a eu tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle : il plonge ses racines dans la société industrielle, mobilise les masses, glorifie la technique autant que la tradition, et en ce sens il participe de la modernité. Contre lui, l'anti-fascisme rooseveltien comme celui des Fronts populaires réunit le mouvement ouvrier et une démocratie bourgeoise prête à donner une place au travail à côté du capital. Bourgeois libéraux et institutions ouvrières partagent un intérêt commun à défendre la démocratie. Dans ce tableau à peu près inimaginable par Marx, le stalinisme jouait le double rôle d'allié et de rival de la bourgeoisie occidentale, fort du soutien d'une grande partie des travailleurs. Ce n'est pas un hasard si la résistance contre l'occupant allemand prendra souvent une allure et une rhétorique anti-bourgeoises contre des élites traditionnelles liées au fascisme, en Yougoslavie, en Grèce, et en Italie où contre l'ennemi *nazifasciste* se mêlent guerre patriotique, guerre

1939-1945. L'Allemagne nazie refoule les Slaves à l'est de l'Europe, les fait régresser à l'âge de l'arc et des flèches, assèche la Méditerranée pour la mettre en culture, et trouve la Solution finale du problème africain en y exterminant les Noirs en quinze ans. Mais la politique raciale et l'asservissement planifié plongent l'Europe dans une catastrophe économique, d'où les dirigeants tentent de sortir par une fuite en avant technique grâce à la conquête de l'espace.

5 E. Nolte, *La Guerre civile européenne 1917-1945 : national-socialisme et bolchévisme*, Genève, éd. des Syrtes, 2000 (1989). Plus de l'idéologie que de l'histoire.

civile et guerre de classe<sup>6</sup>. Il faudra d'ailleurs quelques années de plus pour y mettre fin en Europe orientale, en Grèce, en Ukraine, etc.

En 1939-1945, au lieu d'une lutte entre bourgeois et prolétaires, mais comme un produit détourné de cette lutte inaboutie, ce sont trois formes de capitalisme qui s'affrontent : la variante étatiste bureaucratique russe momentanément alliée à la variante anglo-saxonne libérale ouverte sur le monde, contre la tentative allemande (et à un moindre degré japonaise) de créer des empires auto-suffisants<sup>7</sup>. Après 1945, en Europe occidentale et au Japon, l'État de droit et le parlementarisme, éminentes conquêtes bourgeoises du XIX<sup>e</sup> siècle, trouvent ou retrouvent leur fonction : réunir en nation « un peuple » intégrant la classe du travail. En 1943, tout en jouant à se faire peur, Quintin Hogg, politicien *tory*, faisait preuve de lucidité lorsqu'il disait des travailleurs : « Il faut leur donner des réformes ou ils nous donneront la révolution. » La démocratie politique devait devenir aussi sociale.

1945 ne ressemblera donc pas à 1918. À la fin de la première guerre mondiale, le pays capitaliste le plus puissant s'était retiré du jeu politique européen, refusant de participer à la Société des Nations et montrant peu d'intérêt devant la montée de l'Allemagne nazie. Roosevelt s'occupe du New Deal, pas de la guerre d'Espagne. En 1945, les puissances dominantes (États-Unis et URSS) ne se bornent pas à dominer chez elles : elles ont la capacité et le projet politique d'exercer leur hégémonie en organisant le monde selon leurs intérêts. De même, entre capital et travail, la classe dominante ne se contente pas d'être la plus forte : elle organise la relation capital-travail pour la fortifier et la pérenniser.

### **Comment le capitalisme a mondialisé sa crise des années 1960-1970**

La « paix sociale » après 1945, très relative d'ailleurs et limitée aux pays alors dominant l'économie mondiale, était due à des conditions

6 Cf. C. Pavone, *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*, Paris, Seuil, 2005.

7 Cf. A. Tooze, *Le Salaire de la destruction : formation et ruine de l'économie nazie*, Paris, Les Belles Lettres, 2012, entre autres chapitre 15, IV.

exceptionnelles. Si des États européens fortement endettés ont pu financer le *welfare state* et la Sécurité sociale, c'est qu'il fallait apaiser ces masses laborieuses qui inquiétaient Quintin Hogg : la bourgeoisie mondiale – nord-américaine, notamment – s'en est donné les moyens.

Dans le dernier tiers du xx<sup>e</sup> siècle, la pression du travail a remis en cause cette stabilisation. La bourgeoisie est venue à bout des luttes revendicatives des années 1960-1980, mais sans traiter le fond du problème, et la façon dont sa « victoire » a été gagnée a entraîné des déséquilibres plus graves encore. Le premier point sera abordé dans ce paragraphe, le second aux pages 87-99.

Au milieu des années 1970, la production capitaliste a buté sur son inévitable obstacle cyclique : la suraccumulation a créé une masse de valeur si grande que le capital s'est vu incapable de la valoriser aux taux antérieurs, alors que s'amplifiait la résistance des OS à l'intensification du travail. La décélération des profits s'est manifestée visiblement sous forme de surcapacité, de surproduction et (déjà) de crise des finances publiques<sup>8</sup>.

En fait, c'est dès la fin des années 1960 que le travail n'est pas assez productif : la bourgeoisie répond par une aggravation des cadences et un début de chômage (partiel), tout en accordant des augmentations de salaire vite érodées par la hausse des prix. Pendant une dizaine d'années, l'inflation sera l'instrument favori de régulation sociale. Les luttes atteignent leur sommet en Italie, mais c'est dans le plus vieux pays industriel que la dynamique politique est la mieux visible. L'Angleterre ne connaît rien qui approche d'un seuil insurrectionnel comme à Bologne ou Rome, mais c'est là que l'ampleur et l'épuisement de la vague revendicative aboutissent à une nouvelle stratégie bourgeoise incarnée par Thatcher : affronter directement la classe ouvrière, accepter le risque social du chômage de masse et entamer le *welfare state*. On met un terme à l'inflation : l'école « monétariste » remplace Keynes. On tertiarise pour obtenir une main-d'œuvre plus docile que celle des usines. On transfère la fabrication là

8 Cf. W. Streeck, « La crise de 2008 a commencé il y a 40 ans » in : *Le Monde diplomatique*, janvier 2012 ; J. O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State*, New Jersey, Transaction Publishers, 1973.

où le travail coûte moins cher. On tente d'apaiser le prolétaire rebelle en lui donnant une liberté de consommateur.

Mais l'essentiel est de restaurer les conditions de la création de valeur, et comme celle-ci n'est pas au rendez-vous, on y remédie par l'endettement.

Il n'y a là rien de nouveau ni d'absurde. Emprunter pour investir est un pari logique sur des profits futurs. Cependant, si ces profits s'avèrent insuffisants et obligent à un nouveau recours au crédit, les dettes s'empilent et seul le secteur financier y gagne : la dette de l'un devient l'actif et la source de bénéfice de l'autre, mais il y a création de profit sans création de valeur correspondante. Quand en outre la politique fiscale pro-bourgeoise entraîne une dette publique croissante et qu'au déficit public s'ajoute la dette privée, la société capitaliste finit par reposer sur une pyramide de crédit.

L'indéniable expansion qui en a résulté n'a pas résolu le problème au fond. Le capitalisme résout ses crises en éliminant le capital excédentaire par rapport aux possibilités de valorisation, pour pouvoir lancer un nouveau cycle sur ce que seront pour lui des bases saines. La crise dévalorise (y compris par destruction matérielle) du capital en surnombre sous ses trois formes d'existence : capital productif, marchandise et monnaie<sup>9</sup>.

Malgré ses triomphes et son cortège de souffrance et de misère, ce que l'on a appelé restructuration puis mondialisation est loin d'avoir accompli cette régénération.

Le mot *mondialisation* suggère la création d'un marché planétaire où investissements, marchandises et individus circuleraient à peu près librement. La réalité est différente.

D'abord, l'essor des multinationales n'a pas mis un terme à l'existence ni au poids des États, qui se renforcent, en particulier dans le contrôle de leurs populations, et le protectionnisme n'a pas disparu.

Ensuite, l'essor du marché mondial est un effet, non une cause. Qu'y a-t-il au fond de la mondialisation ?

9 Cf. «Le Capitalisme mondial au tournant de la crise» in : *Le Prolétaire*, n° 494, 2010, disponible en ligne.

Réduction des effectifs, intensification du travail, précarisation, remplacement de la négociation collective par un contrat individuel de plus en plus provisoire et de moins en moins avantageux, recherche de la force de travail au bout du monde pour la payer au minimum... La « restructuration » des années 1980 et 1990 reposait sur un facteur privilégié sinon exclusif : *la baisse systématique du coût du travail*.

En 1867, Marx écrivait dans *Le Capital* que le « capitaliste anglais » dévoile son « secret intime », « quand il déclare que la grande tâche historique de l'Angleterre, c'est de ramener chez elle le salaire au niveau français ou hollandais ». Dans une édition ultérieure, Marx précise :

De nos jours ces aspirations ont été de beaucoup dépassées, grâce à la concurrence cosmopolite dans laquelle le développement de la production capitaliste a jeté tous les travailleurs du globe. Il ne s'agit plus seulement de réduire les salaires anglais au niveau de ceux de l'Europe continentale, mais de faire descendre, dans un avenir plus ou moins prochain, le niveau européen au niveau chinois. Voilà la perspective que M. Stapleton, membre du Parlement anglais, est venu dévoiler à ses électeurs dans une adresse sur « Le prix du travail dans l'avenir ». « Si la Chine », dit-il, « devient un grand pays manufacturier, je ne vois pas comment la population industrielle de l'Europe saurait soutenir la lutte sans descendre au niveau de ses concurrents<sup>10</sup> ».

L'ascension de l'Asie n'est d'ailleurs qu'une autre conséquence de la défaite du travail. Les bourgeois occidentaux et japonais n'ont commencé à faire fabriquer en Amérique Latine et en Asie, puis n'ont ouvert leurs marchés aux produits chinois, qu'après avoir brisé l'élan revendicatif dans leurs propres pays.

Mais le remède n'a pas suffi.

Les gains de productivité étaient remontés dans les années 1990, notamment aux États-Unis, grâce à l'informatisation, l'élimination de secteurs industriels peu rentables et l'investissement dans des usines à bas coût de main-d'œuvre en Asie. Mais, même si l'alliance de l'ordinateur et du container réussit à comprimer et à transférer le

10 K. Marx, *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, chap. xxiv, iv.

travail, elle n'atteint qu'en surface les causes de la baisse des profits. Les déficiences des années 1970 sont encore présentes quarante ans plus tard, masquées par les profits d'une minorité de firmes (qu'on aurait autrefois qualifiées de monopoles ou d'oligopoles) et du secteur financier.

Les transformations techniques, et surtout l'informatisation de la production et du quotidien, entretiennent l'illusion d'une «révolution technologique» comparable à celles apportées par la machine à vapeur au début du XIX<sup>e</sup> siècle, puis de l'électricité et du moteur à explosion fin XIX<sup>e</sup> – début XX<sup>e</sup>. C'est oublier que les forces productives d'une époque ne se limitent pas à des outils techniques. Électricité, pétrole et chimie n'auraient pas suffi à fonder l'essor industriel entre 1870 et 1914, pas plus que le fordisme ne se résume à la chaîne de montage.

Le dilemme *social* de l'entre-deux-guerres (accumulation intensive sans consommation de masse) avait été résorbé lors des « Trente glorieuses » : accumulation intensive avec consommation de masse par transfert en hausses de salaire d'une partie des gains de productivité.

Au lendemain de 1945, les États-Unis exportaient des marchandises différentes de celles alors courantes en Europe, issues d'un autre type de management et porteuses d'un style de vie novateur. À l'inverse, comme avant elle les *dragons* et *tigres* asiatiques, ces « nouveaux pays industrialisés » de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la Chine exploite des techniques existantes et fabrique à moindre coût les *mêmes* objets que les pays auparavant dits « industrialisés ». L'offre dépassant la demande, les prix baissent... Et les profits aussi. Le « long déclin » entamé vers 1975 a été compensé mais non résolu. Une nouvelle phase d'accumulation (avec, *peut-être*, la Chine pour centre) supposerait plus qu'une technologie : le lancement de nouvelles formes de production et de travail, c'est-à-dire un régime d'accumulation différent et un mode de régulation différent. Au contraire, les pays dits émergents pratiquent un *néo-taylorisme sans fordisme*.

La bourgeoisie a tenté une fois de plus de court-circuiter son partenaire-adversaire par un détour technique : elle en récolte une croissance droguée.

Qui plus est, le développement de la Chine n'est pas autocentré et rien n'annonce pour le moment que la croissance chinoise va cesser de dépendre de ses exportations<sup>11</sup>.

D'ailleurs, transféré des vieilles métropoles industrielles jusqu'en Asie, le travail s'organise, revendique et, devant les hausses de salaire en Chine, les entreprises envisagent d'investir dans des pays où elles espèrent trouver des ouvriers plus soumis.

Mondialiser un problème le déplace et l'étend sans le résoudre.

Depuis 2008, les bourgeois réagissent par des moyens qui perpétuent la crise. Ni la baisse des revenus du travail au nom de l'équilibre du budget des entreprises, de l'État et de la Sécurité sociale, ni l'ajout de liquidités aux banques, ne traitent les causes : une création de valeur et un investissement insuffisants, que masque l'expansion du commerce et de la production alimentant ces échanges, expansion dopée par une consommation populaire à crédit. La cure d'austérité bourgeoise fait l'inverse de ce qui avait contribué à sortir de la crise de 1929 par une réglementation étatique, l'impulsion de la demande et des investissements à long terme.

Si le capitalisme a effectivement pris un nouvel élan après 1980, sa victoire n'a pas été ce que l'on croit. La crise actuelle révèle que le boom fin de siècle n'avait pas répondu au problème des années 1970 : surcapacité, surproduction, suraccumulation et chute de rentabilité. On ne compensera pas le manque de valeur en réduisant le travail à une portion de plus en plus congrue. Le capitalisme ne peut durablement traiter le salaire seulement comme un coût à réduire systématiquement, privilégier démesurément la sphère financière, vivre de dettes, faire acheter chez Wal-Mart par des précarisés étasuniens des produits *Made in China* que les ouvriers chinois qui les fabriquent seraient incapables de se payer.

Le capitalisme contemporain n'a pas remodelé le rapport salarial comme il l'avait réussi à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et à la moitié du XX<sup>e</sup> siècle :

11 Cf. B. Astarian, *Luttes de classes dans la Chine des réformes 1978-2009*, Paris, Acratie, 2009 ; M. Gaulard, *Karl Marx à Pékin. Les Racines de la crise en Chine capitaliste*, Paris, Démopolis, 2014.

les deux fois, en intégrant le travail et en accordant – contraint et forcé – une place aux organisations nées des luttes du travail.

### Quel néo-libéralisme ?

Tandis qu'on nous incite à vivre à crédit, les États, censés se gérer « en bon père de famille », reprochent aux citoyens de coûter trop cher par leurs dépenses sociales, et rendent chacun de nous responsable de leur déficit. Une des grandes réussites bourgeoises des quinze dernières années est d'avoir imposé dans les esprits – jusqu'à quand ? – l'idée que nous vivrions au dessus de nos moyens, et d'avoir transformé une crise bourgeoise en problème de dette à payer par les prolétaires.

En fait, le libéralisme contemporain a peu à voir avec celui du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle, quand le budget de l'État, relativement minime, consistait surtout à financer sa propre bureaucratie et l'armée. En France, selon les concepts et les chiffres officiels, l'État, qui absorbe aujourd'hui plus de la moitié du produit intérieur brut, n'en prélevait que 11 % en 1872. Les bourgeois avaient alors pour habitude de rogner les dépenses publiques, arguant qu'elles détournaient l'argent nécessaire à leurs investissements et... à leur revenu.

Thatcher et Reagan ont inauguré autre chose. Ils n'ont pas accru la dépense publique, financée par la dette, dans l'intention de résoudre la *crise fiscale de l'État* qu'au contraire ainsi ils aggravaient. Leur but était double : alléger la pression fiscale sur les entreprises, et réduire la capacité du travail de peser sur les profits. Privatisation et dérégulation (politique lancée avant Reagan par le démocrate Carter et poursuivie par Clinton après 1993) visaient à déconstruire le cadre institutionnel (le « compromis fordiste ») donnant au travail des moyens de se défendre. Le néo-libéralisme tend à éliminer les médiations offrant une relative protection individuelle et collective contre la toute-puissance du marché du travail, où la loi de l'offre et de la demande est inévitablement défavorable au salarié contraint de se vendre pour vivre.

### Salaires, prix et profits

Un Niagara d'articles démontre en quoi les bourgeois (appelés «les riches») volent de plus en plus les prolétaires (appelés «les pauvres»). Ce n'est pas faux, mais écarte la question pertinente : pourquoi, après 1980, la contre-attaque bourgeoise a-t-elle été une réussite, et à *quel point l'a-t-elle été*? Les statistiques de la croissance globale du commerce et de la production mondiales depuis trente ans masquent l'essentiel : il n'y a pas assez de profit. Une *circulation* accélérée du capital ne coïncide pas obligatoirement avec une rentabilité *supérieure*. Si par exemple en 2004, nombre d'entreprises françaises avaient accru leurs bénéfices annuels de 55 % en se libérant de leurs propres secteurs peu rémunérateurs, cela oblige à demander jusqu'où une rentabilité insuffisante peut être compensée en privilégiant une minorité retranchée dans des niches lucratives : le high-tech, la finance, les sociétés bénéficiant de commandes et de subventions d'État. Les surprofits de quelques-uns rattrapent-ils le déficit de profit de l'ensemble ?

Le phénomène n'est pas nouveau. *L'économie mixte* de la période 1950-1980 reposait aussi sur un transfert constant d'argent de l'ensemble des entreprises vers quelques «monopoles» favorisés<sup>12</sup>. Mais tout est affaire de proportion : si les bénéficiaires du système se réduisent à une trop petite minorité, l'exception économique ne fait pas la règle. Le capitalisme n'est pas une addition de profits «d'aubaine» spéculatifs réalisés aux dépens de l'économie réelle.

Entendons-nous sur cet adjectif. La réalité du capital, c'est de vendre et acheter des objets ou des services, matériel (un évier) comme immatériel (un film loué en VOD). Il n'y a pas d'économie «réelle» au sens où une carrosserie serait dotée d'une véritable existence qui manquerait à un billet de banque. Le capital «fictif», celui des actions, fragments de titres de propriété que l'on achète et vend, et avec lesquels on peut spéculer, a sa réalité. Pour Bouygues, les titres boursiers sont aussi réels qu'un stock de ciment ou des maçons qualifiés, et il leur donnera priorité sur le ciment qu'il possède et les maçons qu'il a embauchés, et dont il se débarrassera s'il pense accroître ainsi sa capitalisation boursière. Cependant, le mécanisme ne fonctionne

12 P. Mattick, *Marx et Keynes*, Paris, Gallimard, 1972.

que si, à un moment quelconque, intervient un usage rentable de ce ciment et de ces maçons. Echanger de l'argent contre de l'argent ne suffit pas, et l'argent n'est une marchandise que s'il s'y incarne du travail. L'argent n'est que du travail cristallisé, résultant d'une production (sachant que l'on ne produit pas seulement en usine). L'argent a tous les pouvoirs, sauf celui de se créer indéfiniment lui-même. Comme tout maître, il est perdu sans serviteurs. La crise financière sonne le rappel à la réalité : entre travail et capital, le rapport de cause à effet n'est pas celui que veut croire le bourgeois. C'est le travail qui met le capital en mouvement, non l'inverse.

Sur la financiarisation, deux tendances divisent les économistes critiques. Les uns, de loin les plus nombreux, dénoncent la prédation de l'économie réelle par la finance<sup>13</sup>. Sans nier le poids du capital financier, d'autres doutent du ressort de cette économie réelle aujourd'hui. Nous ne trancherons pas le débat en quelques lignes. En tout cas, la seconde école a l'avantage de réfléchir non seulement sur la part (« excessive ») des profits accaparés par une petite minorité bourgeoise, mais sur leur ampleur et leur portée. Selon Gopal Balakrishnan, l'incontestable développement technique et social contemporain (qui triomphe surtout dans le contrôle du travail) « a échoué à initier une révolution de la productivité qui réduirait les coûts et libérerait du revenu pour une expansion générale ». Quant à la progression du tertiaire, elle n'a pas d'effet-miracle sur la rentabilité. La révolution de la productivité qu'ont connue l'agriculture puis l'industrie n'aura pas la même ampleur dans les services : certains secteurs se prêtent à la standardisation (les télécommunications), d'autres non (les « services à la personne »)<sup>14</sup>.

13 Parmi les nombreux livres analysant la domination de la finance sur le capital productif : G. Duménil, D. Lévy, *La Grande Bifurcation*, Paris, La Découverte, 2014.

14 Cf. « Speculations on the Stationary State » in : *New Left Review*, n° 59, 2009. D'autres diagnostiquent une « stagnation séculaire » depuis trente ans : baisse des profits, de la production, de l'emploi et de l'investissement productif. Les partisans de cette thèse font valoir par exemple qu'une bonne partie des 4000 milliards de dollars injectés dans l'économie américaine en 2010-2013 ont fini en placements spéculatifs, notamment dans les pays émergents. Voir aussi le blog de Michael Roberts.

Si les grandes entreprises distribuent plus de *dividendes* qu'elles n'investissent, si les investisseurs institutionnels préfèrent les *obligations* aux actions, et si les marchés *financent surtout les déficits publics*, notamment par l'achat massif de bons du Trésor, c'est que la répartition de plus en plus inégale des profits entre capital et travail s'inscrit dans un recul de la rentabilité, dû non à l'avidité des financiers, mais à l'insuffisance persistante des profits réalisés dans l'industrie et le commerce.

[...] l'économie mondiale se révèle incapable, quand on retire les États-Unis, de susciter une demande telle que ses capacités de production, et tout particulièrement ses capacités industrielles, soient suffisamment occupées<sup>15</sup>.

Sans pour autant adhérer aux thèses « sous-consommationnistes », cet auteur est l'un des rares à soutenir que la baisse systématique du coût du travail à l'échelle mondiale fait partie du problème et non de la solution :

Comment les économistes s'arrangent-ils pour ignorer publiquement les effets de la déflation salariale sur la conjoncture mondiale ? [...] Déflation salariale signifie déflation de la valeur ajoutée.

À force de casser les prix de revient, à commencer par le coût du travail, on diminue aussi, concurrence oblige, les prix de vente, donc les profits. Et il y a peu d'exemples qui montrent que l'obtention de surprofits soit durable.

Dans une société où règnent l'économie et le travail, la continuité de l'ordre social dépend de la possibilité de mettre les prolétaires, en tout cas un grand nombre d'entre eux, au travail productif.

*Productif* à plus d'un sens : productif de revenu accaparé par les classes dirigeantes et l'État ; productif du nécessaire pour assurer l'entretien et le renouvellement des dépossédés en tant que groupe distinct ; productif de ce qu'il faut pour préserver ce qui reste des petits propriétaires ; enfin, productif de « sens », de représentations capables d'unifier les classes et de les entraîner vers des buts communs : une

15 J.-L. Gréau, *L'Avenir du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2005.

société, même capitaliste, n'est pas une addition de travailleurs passifs et de consommateurs atomisés.

L'important, c'est l'effet sur la reproduction sociale de la façon dont le capital traite le travail. Le renouvellement de la force de travail ne vaut que s'il est global, à la fois social et politique.

La restructuration a fonctionné comme si le travail était une donnée exploitable à merci : or, quoiqu'il semble inépuisable (on peut toujours espérer remplacer un prolétaire par un autre), en fait le travail ne l'est pas.

Sur le plan social, les pays « riches » ont abandonné à leur sort les 20 % de leurs habitants les plus pauvres : baisse de la part salariale dans le revenu national, paupérisation de millions de jeunes adultes, *nouveaux pauvres*, *travailleurs pauvres*, nivellement par le bas des ouvriers et « petits employés » (deux catégories composant 60 % de la population active en France). Cet écrasement est lourd de conséquences. Le coût direct et indirect de la course à la productivité retombe sur le capital collectif via l'État. Rogner sur les dépenses d'éducation et de santé, nécessaires à l'ensemble du cycle du capital, relève d'économies à courte vue. Un patron individuel est libre d'user ses prolétaires jusqu'à la corde, comme à Manchester au XIX<sup>e</sup> siècle et aujourd'hui dans les pays émergents. En tant que classe, les patrons doivent tenir compte de la reproduction de la classe du travail.

Sur le plan politique, la bourgeoisie a besoin de travailleurs qui travaillent, et qui se tiennent tranquilles quand ils sont sans emploi. Tant qu'existera le travail salarié, il n'y en aura jamais assez pour tout le monde : encore faut-il qu'il y en ait assez pour stabiliser la société, sinon qu'elle reste au moins gérable.

Le capitalisme n'a jamais eu pour logique de faire de la planète entière une banlieue résidentielle à l'américaine : le confort de la *middle class suburbia* a pour condition la misère relative ou absolue du reste du pays et du monde. Mais le rapport capital-travail exige un minimum de proportion entre développement et sous-développement, richesse et pauvreté, salariés et *underclass*, travailleurs « à statut » et précaires, secteurs formel et informel. Sinon les résidents de la banlieue privilégiée n'oseront plus se rendre au centre-ville de

peur d'y croiser des bandes de pauvres menaçants, voire d'émeutiers pillards. Une société ne saurait être uniquement pacifiée par sa police. Pillage n'est pas révolution, mais quand les pauvres pillent non seulement dans les pays « pauvres » mais dans les « riches » comme à Londres en 2011, c'est signe que le système dysfonctionne. La Chine s'accommode de quelques dizaines de milliers d'émeutes par an, mais à quel prix politique et social ? La mondialisation crée une société stabilisée dans la violence permanente.

Quand les bourgeois se demandent comment *solvabiliser* non seulement des masses de prolétaires, mais des pays entiers (car c'est là qu'a abouti l'économie de dette), c'est que le rapport salarial court le risque de ne plus assurer les conditions suffisantes à la *reproduction sociale*.

Le salaire sert à renouveler la force de travail du salarié et de ses enfants, futurs salariés. Désormais, même quand il y a croissance économique, c'est sans croissance correspondante de l'emploi. Avec les mini-jobs, emplois à 2,50 € de l'heure (en Allemagne) et les « contrats zéro heure » (en Angleterre), des millions de prolétaires ont un emploi qui ne suffit pas à les faire vivre : le salaire (s'il y en a) ne reproduit plus la force de travail. Le RMI, devenu RSA, et le projet sans doute irréalisable de « revenu de base » universel sont la reconnaissance publique de l'impossibilité croissante à vivre de son salaire dans la société du salariat. Il est arrivé autrefois qu'une miche de pain coûte plus cher que ce qu'un ouvrier gagnait en une semaine. Mais lorsque la moitié de la population est urbaine et que l'économie de subsistance ne peut plus offrir les secours qu'elle apportait autrefois, le capitalisme approche d'un point-limite.

### **L'impossibilité de tout réduire à du temps**

La recherche de valeur, c'est-à-dire sous le capitalisme de plus-value, impose l'obsession du gain de temps sur le lieu de travail, et à partir de là dans la rue, chez soi, dans sa tête, partout et à chaque instant. Sorti de son lieu de travail, l'homme moderne croit perdre son temps s'il ne fait qu'une chose à la fois. Un Martien observant la Terre pourrait conclure que l'on n'y fabrique et n'y consomme pas tant des objets que

de la vitesse. *Temps et espace n'existent plus*, promet l'imprimante HP Photosmart CD.

La concurrence oblige chaque entreprise à être plus compétitive que ses rivales, à réduire les coûts, à commencer par le coût du travail, et l'apport productif de chaque salarié doit être compté en temps. Aussi approximative que soit la méthode de calcul, son but n'est pas de connaître le montant exact de la contribution du travailleur individuel à la création de valeur, mais d'en tirer le maximum possible de productivité. Pour renforcer le contrôle et la mesure du travail, pour économiser du temps, l'informatique est un excellent outil, mais l'ordinateur sert seulement à lutter contre le temps, sans remédier aux causes profondes de la crise résumées au paragraphe précédent.

Plus grave encore, poussée à l'extrême, la recherche permanente du gain de temps devient contre-productive. Quand l'entreprise cherche à tout produire et faire circuler en un minimum de temps, qu'elle appelle temps *réel*, ce qu'elle vise en fait est le temps *zéro*. Compter en temps dit réel, c'est faire comme si les autres temps (avenir et passé) n'existaient pas. Raccourcir le temps conduit à tout traiter à court terme. En 1960, c'était un triomphe de l'*American way of life* que de persuader le consommateur de changer de voiture tous les deux ans : cinquante ans plus tard, les logiciels de nos ordinateurs proposent d'eux-mêmes plusieurs fois par semaine de nouvelles mises à jour. L'obsolescence planifiée permanente interdit le développement *durable* et l'énergie *renouvelable* : par définition, le temps n'est pas renouvelable.

Réduire le temps (de production) à un minimum aboutit à traiter toute activité humaine comme du temps (mesurable, évidemment), utopie capitaliste irréalisable, littéralement démesurée.

La restructuration a donné libre cours à la tendance à traiter le travail comme de l'argent, à le découper, le déplacer, le virtualiser, et à agir de même avec le temps, qui semble s'y prêter par sa nature liquide, séquençable, différable, voire stockable... ce qu'il n'est qu'en apparence. Jamais le temps n'aura la facilité de circulation de l'argent. La RTT peut en donner l'illusion, et surtout le compte épargne temps, où le salarié accumule des jours transformables ensuite en

un supplément de congé ou de revenu. La formule «Le temps c'est de l'argent» vaudrait ainsi désormais pour l'ouvrier comme pour son patron : le bourgeois intensifie le travail en obtenant plus de valeur dans le même horaire ; et le prolétaire gagne de l'argent en se faisant payer les jours qu'il aura «épargnés».

Cette mainmise du temps, et donc de la valeur, signifie une soumission de plus en plus réelle du travail, mais aussi des effets négatifs pour le capital. Manipuler le temps, l'accumuler, le stocker, nous faire vivre «en différé»... accélère la rotation des capitaux sans rien changer au fond : la vitesse n'est pas une garantie de rentabilité. Le capitalisme étend sa domination en rendant ses fondements plus fragiles.

La crise contemporaine manifeste (à un degré qualitativement différent de 1929) que la poursuite effrénée de productivité atteint un seuil où ce qui fait la force du système (le flux permanent, la circulation maximale de tout) se retourne contre lui. Imbattable dans le court terme, le capitalisme se déséquilibre à force de privilégier un *court-termisme* incompatible avec la prévision et la régulation étatique dont il a besoin. Aucune société n'est gérable comme une entreprise, et son « bilan » n'est jamais d'abord comptable.

### **Tout le pouvoir à l'actionnaire**

Qui dit capitalisme dit entreprise, donc actionnaire : sans lui, l'entreprise serait, par exemple, propriété d'une banque, qui la traiterait comme un élément de son actif/passif, et s'en débarrasserait si cette vente rapportait davantage aux clients de la banque. Mais il faut aussi des gestionnaires, qui aient à gagner ou à perdre personnellement dans la conduite de l'affaire. Or, dans le capitalisme *actionnarial*, chacun joue avec des flux de valeur indifférenciés et anonymes. L'obligation pour l'entreprise de rapporter le maximum aux actionnaires entre en contradiction avec la fonction de l'entrepreneur comme agent de l'accumulation de valeur. Trop de profit reversé en salaires, et la rentabilité chute. Inversement, trop de profit accaparé par le propriétaire d'usine au XIX<sup>e</sup> siècle, ou par l'investisseur institutionnel en ce

début de xxi<sup>e</sup> siècle, perturbe le cycle de la valorisation. Le capital n'a pas vocation à enrichir le bourgeois à n'importe quel prix.

Le capitalisme actuel est géré au jour le jour, avec pour priorité le célèbre *retour de 15 % sur investissement*, rarement atteint, mais symbole d'irréalité : comment obtenir un bénéfice de 15 % ou même de 7,5 % avec une croissance très inférieure, sinon par des profits de monopole ?

On fait une norme générale de ce qui n'est accessible qu'à une petite minorité. Pour faire fortune à Wall Street, il faut moins innover qu'être situé sur un segment de marché sans vraie concurrence.

Là où la mondialisation passe pour forte, se révèle sa faiblesse. Un système porté à dépasser ses propres limites engendre naturellement des managers irresponsables et des actionnaires uniquement soucieux d'accroître la valeur boursière de leurs placements, dont régulièrement la ruine purge le système. Mais lorsque les irresponsables et les boursicoteurs tiennent le haut du pavé, et s'arrogent des surprofits sans créer de valeur, sinon pour eux-mêmes, c'est qu'il n'y a plus assez de profit pour toutes les couches bourgeoises, et que la restructuration a largement raté son but. L'excès de prédation nuit au capitalisme.

L'utopie de l'actionnaire est un capital capable de s'accroître seul, délivré du travail (en fait en ne gardant que les travailleurs les plus obéissants), et de se développer en tant que *quantum* de valeur détaché des conditions qui l'ont engendré. Il ne suffit pas au capital de s'imaginer émancipé du travail, il se veut aussi émancipé de la matière (ni usine, ni marchandises, seulement des flux sans stocks), de la propriété (on ne spéculé plus sur des actions qui sont un titre de propriété, mais sur l'évolution possible de ces actions), et pour finir de l'argent lui-même (ni métaux précieux, ni liquidités, seulement des lignes de crédit, des chiffres sur un écran, des 0 et des 1). Libéré des contraintes de l'espace par la délocalisation, le capital se rêve simple déplacement dans le temps, et d'un temps annulé, puisque « temps réel » signifie *tout de suite*. Or, un moteur sans piston ni bielle, sans carburant ni bien sûr opérateur qui le met en marche (et peut donc l'arrêter), ne serait pas un moteur, mais l'abstraction du mouvement,

l'application des principes de la mécanique à un engin inexistant. Si le temps est bien au cœur du cycle de la valeur, la valorisation est toujours, en dernier ressort, la mise en valeur d'une activité humaine pour produire quelque chose qui soit finalement payé par quelqu'un. Les financiers échangent entre eux, ils ne se reproduisent pas entre eux. Les prodiges nés de l'inceste capitaliste s'avèrent des monstres.

Rien ne rend inéluctable une faillite financière en chaîne comme celle enclenchée en 1929. Mais si, en 1960, grâce aux contrôles publics et privés mis en place depuis les années 1930, un tel enchaînement était seulement possible, cinquante ans plus tard, la déconstruction des garde-fous le rend probable. Certes, l'État intervient, comme la Réserve fédérale forçant les banques américaines à renflouer LTCM et ses 100 milliards de dollars de dettes en 1998. Les turbulences entamées en 1997 avec la crise des « nouveaux pays industrialisés » en Asie, avant de frapper d'autres essors fragiles en Amérique latine, ont été contenues, de même le krach de la *new economy*. Si la « crise globale » de 2007-2008 a été surmontée, ses causes profondes demeurent. La possibilité d'une crise systémique est ouverte.

### **Déséquilibres bourgeois**

La financiarisation n'est pas due à la supériorité manœuvrière des financiers : leur secteur se développe parce qu'il répond à un besoin quand le crédit devient indispensable pour tirer en avant l'investissement et l'ensemble du cycle des affaires.

Depuis la Révolution industrielle, l'hypertrophie bancaire et boursière a toujours été un signe d'échappement libre du capitalisme : un faible seuil de rentabilité de l'activité manufacturière et du commerce encourage à chercher des ratios supérieurs dans la circulation de l'argent.

La lutte des classes ayant tourné au bénéfice des bourgeois après 1980, ils ont poussé leur avantage au maximum, contre les prolétaires mais aussi entre eux-mêmes, avec domination au sein des élites dirigeantes d'une oligarchie financière exigeant un profit financier à deux chiffres aux dépens d'un profit industriel rarement supérieur à 3-4 % l'an sur le long terme. Ce n'est possible que si le bourgeois a la

chance que son revenu ressemble de plus en plus à une *rente*, obtenue grâce au monopole d'une innovation (un brevet) ou d'une ressource naturelle (pétrole ou gaz, par exemple), mais souvent grâce à des commandes, des subventions, des réductions d'impôts ou des appuis étatiques. Le capitalisme dit libéral prospère par ses connivences avec les dirigeants politiques (*crony capitalism*). La classe des rentiers, dont Keynes préconisait l'euthanasie, ressuscite sous un visage moderne.

D'autres que nous ont décrit les risques de l'emballlement financier, de l'escalade spéculative, et de la création monétaire à une échelle mondiale sans précédent par des banques privées. Il n'est pas sans conséquence pour l'intérêt de la classe bourgeoise qu'une couche domine les autres à l'excès. Entre le financier et l'ingénieur, entre l'actionnaire et le manager, une synergie est indispensable. Le capitalisme ne se caractérise pas uniquement par la marchandisation, ni par l'appât du gain pour le gain. Le bourgeois moderne n'est ni l'Avare de Molière, ni les boursicotiers de *L'Argent* de Zola. L'ascension vertigineuse de la capitalisation boursière d'une entreprise ne prouve pas une rentabilité durable. Pour exister, les marchandises doivent être produites, et aux meilleures conditions, dont le financier ne saurait être le seul juge. Les produits financiers n'ont de réalité qu'en parallèle à des produits marchands qui soient autre chose que de purs flux d'argent.

La bourgeoisie n'a pas un état-major faisant le point pour fixer une stratégie. Elle est faite de groupes enchevêtrés, par définition rivaux entre eux, que seule réunit la nécessité de résister au travail, et si besoin de le combattre. Mais cette solidarité n'est ni permanente, ni automatique. La bourgeoisie n'a pas de vocation naturelle à instaurer le cadre politique le plus stable, le plus durable et le plus avantageux pour toutes les couches bourgeoises. Son intérêt immédiat est d'abord celui de ses groupes dominants. Le reste vient après, sous le feu des événements et devant ce que ses représentants perçoivent comme menace. Alors seulement les bourgeois surmontent leurs divisions pour défendre une position commune contre les prolétaires. Au long des années 1920 jusqu'au cœur de la crise de 1929, il n'y avait pas de cohésion dans la classe dirigeante allemande, qui n'a dépassé ses

clivages qu'en se ralliant, en bloc et tardivement, à la solution d'ordre incarnée par Hitler.

### Échec du « tout marchand »

Lorsque les luttes du travail ont été défaites, le capitalisme agit comme s'il était libre de tout capitaliser : de l'énergie humaine à l'air que nous respirons en passant par le génome et le musée du Louvre, n'importe quoi serait susceptible de devenir moyen de production ou objet de consommation marchande.

Or, il faut au capitalisme un environnement non entièrement capitalisé : le capital a besoin d'institutions ne répondant pas toutes directement au critère de rentabilité, et ne rapportant pas forcément un profit immédiat à une entreprise. Si, en « recherche et développement », l'entreprise privée est la mieux à même (parce qu'elle est faite pour cela) de concevoir des produits adaptés aux besoins du marché, en recherche fondamentale elle prend moins de risques que des organismes publiques qui lui sont donc indispensables<sup>16</sup>. En matière de statistiques, chaque firme est libre d'arranger son bilan selon ses intérêts, à condition que des institutions relativement autonomes du profit fournissent des données fiables à tout le monde, y compris à l'entreprise qui truque ses comptes. Le capital doit se soumettre l'administration étatique, l'armée et l'école, sans leur enlever totalement une marge d'autonomie par rapport aux normes marchandes. On n'attend pas d'un lycée, d'un régiment ou d'un commissariat de police ce qu'il est normal d'espérer d'une entreprise : des profits. Si la critique de l'*homo economicus* devient à la mode chez les économistes, si l'on reparle de Karl Polanyi et de sa critique<sup>17</sup> de l'illusion d'un marché autorégulateur, c'est que même les libéraux doivent constater la nécessité de modérer l'emprise du profit et de l'argent.

À chaque grande phase, le capitalisme tend à tout capitaliser davantage, ce qui va dans sa logique et son intérêt, mais il monte ainsi vers un seuil où marchandisation et rentabilisation excessives se retournent contre lui. Bien que cette contradiction soit une

16 Cf. *New York Review of Books*, 24 avril 2014.

17 Cf. K. Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 2009 (1944).

manifestation et non la cause de la crise, elle l'aggrave, et si « sortie de crise » il y a, l'un de ses objectifs sera de contraindre les forces capitalistes à tenir compte de la nécessaire perpétuation d'espaces non marchands.

### **Un système voué à s'étendre mais non généralisable**

Tout en admettant qu'en 1948, les ouvriers « vivaient mieux » qu'avant 1914, Orwell demandait : « Mais est-ce que ce sera encore vrai après une Troisième Guerre mondiale [...] ou même après encore cinquante ans d'érosion des sols et de gaspillage des ressources énergétiques du monde <sup>18</sup> ? »

Un système porté à traiter le travail comme une donnée exploitable à merci agit de même avec la nature. Dès les années 1950, des esprits lucides alertaient sur les risques écologiques <sup>19</sup>.

Loin d'y remédier, la croissance après les années 1980 a donné un nouvel élan à l'obsolescence planifiée et développé des marchés d'exportation lointains pour l'industrie et l'agro-alimentaire. On continue de faire comme s'il était possible à trois ou quatre milliards de personnes d'avoir chacune sa voiture, sa pelouse et sa piscine. Quoique « le réchauffement climatique » soit dans toutes les bouches, il est d'ores et déjà patent que l'objectif de le limiter à deux degrés ne sera pas atteint. La production d'énergie renouvelable augmente... la consommation et la production d'électricité aussi. L'Allemagne a tourné le dos au nucléaire... et ses centrales à charbon en font un des principaux pollueurs d'Europe. Quand l'échec est criant, on rêve de le compenser en renvoyant dans l'espace les rayons du soleil ou en « capturant » le carbone des océans : les prouesses techniques de demain répareront les dégâts techniques d'hier.

Surenchère technologique d'un côté, exhortation à la modération de l'autre. Écoutons la voix de la sagesse :

18 Article dans *Adelphi*, juillet-septembre 1948.

19 Cf. J. Ellul, *La Technique ou l'enjeu du siècle*, Paris, Armand Colin, 1954 ; G. Anders, *L'Obsolescence de l'homme*, éd. de l'Encyclopédie des Nuisances, 2001 (1956) : deux livres devenus célèbres longtemps après que la situation qu'ils diagnostiquaient se soit aggravée.

La société capitaliste court désormais à l'abîme parce qu'elle ne sait pas s'auto-limiter [...] La liberté, c'est l'activité qui sait se poser ses propres limites<sup>20</sup>.

Malheureusement pour le sage, notre société reste sourde. Si l'espèce humaine n'a pas attendu la Révolution industrielle pour outrepasser ses limites, la logique capitaliste (et non l'industrie en soi) pousse par la compétition entre entreprises à *l'illimitation*. L'aiguillon de la concurrence est sans frein, obligeant à produire en grand nombre, et inévitablement en surnombre. Capitalisme et gaspillage sont inséparables. N'espérons pas un capitalisme *high tech* et *light*, raisonnable et non-polluant, fabriquant des millions d'ordinateurs et les déposant à bicyclette devant notre porte.

Le capitalisme n'a pas toujours été industriel : des siècles se sont écoulés avant qu'il prenne la forme dominante de la fabrication et de la consommation massives d'objets manufacturés, mais maintenant il ne fera pas machine arrière.

Le problème n'est pas de choisir entre industrie lourde ou légère, ni entre industrie et service. Fin XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'y a pas eu de débat ni de choix (qu'a posteriori l'esprit sage jugerait désastreux) entre plusieurs voies pour décider comment valoriser les sommes alors accumulées par la vente de produits agricoles, le commerce local et international, l'exploitation des colonies et la traite négrière. La base manufacturière déjà existante s'est avérée le meilleur vecteur pour rentabiliser ces capitaux. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ce sont des manèges à chevaux qui fournissent l'énergie aux draperies et filatures d'Elbeuf : s'ils sont ensuite remplacés par des machines à vapeur, puis des moteurs électriques, ce n'est pas parce que les industriels étaient saisis d'un vertige technique, mais qu'ils devaient se moderniser, pris entre le double impératif de lutter contre la concurrence et de dominer le travail salarié.

Longtemps le capitalisme a fait comme si chaque entreprise pouvait traiter ce qui l'entoure comme extérieur à elle, comme une réserve où puiser des ressources naturelles (matières premières) et humaines

20 C. Castoriadis, « Contre l'illimitation » in : *Revue du MAUSS permanente*, 21 mai 2007.

(travail), et où rejeter ensuite ses déchets naturels et humains. Une entreprise n'est responsable que de ses *inputs* et *outputs*, et c'est cette limitation qui garantit son expansion : la force du capitalisme, c'est de privilégier la production de valeur au moindre coût possible, et de considérer le reste comme négligeable. Il lui a fallu du temps – et l'action des prolétaires – pour que le bourgeois apprenne à mieux entretenir la force de travail : il n'y avait rien d'évident à payer le salarié à ne « rien » faire en lui accordant des congés payés. Si maintenant le capital est amené à mieux assurer le renouvellement de ses conditions matérielles, ce n'est pas par amour de la nature, et rarement sous la pression populaire, mais parce qu'il y va de son *intérêt*.

Deux siècles de capitalisme industriel nous ont fait entrer dans *l'anthropocène*, les activités humaines devenant une « force géophysique » capable d'affecter l'écosystème terrestre au point d'influencer son évolution. Une grande différence avec la crise de 1914-1945, c'est que l'accumulation rencontre des limites écologiques : surexploitation des ressources fossiles, raréfaction de l'eau potable, menace climatique, etc. aboutissent à ce qu'un mode de production « mange son capital » naturel. Agro-industrie et chimie ont multiplié par 4 ou 5 le rendement d'une terre à blé en France en 50 ans... à condition de consommer dix calories pour en produire une. La surexploitation rencontre ses limites.

Jusqu'à présent et dans une très large mesure, une entreprise était libre de considérer son environnement comme situé hors de son bilan comptable. Une usine d'aluminium n'avait pas à payer le coût de la pollution des eaux causée par sa production. Aujourd'hui, de plus en plus, ces *externalités négatives* sont intégrées dans les coûts, et les conditions « naturelles » de la reproduction du capital ménagées, économisées, et si possible renouvelées... or c'est ce que le capitalisme a le plus de mal à faire.

La production et la consommation actuelles d'énergie conduisent à une situation où l'investissement – incluant prévention et réparation des dommages éventuels – peut cesser d'être rentable. Quand l'électricité commence à coûter plus qu'elle ne rapporte, sa production, nucléaire ou autre, doit être soutenue ou prise en charge

par l'État, mais d'où celui-ci tire-t-il ses ressources, sinon du capital ? Nous sommes devant le paradoxe d'une machine sociale étonnamment mobile et agile (à preuve, les nouvelles technologies) reposant sur une base matérielle non reproductible. Les chiffres habituels du rendement énergétique négligent l'énergie grise, celle dépensée en amont pour produire des objets ou de l'énergie elle-même, nécessaire à toute la vie d'un matériau, d'une machine ou d'un bâtiment, de sa production à son recyclage.

Un système social, pour se reproduire, se nourrit d'énergie (humaine et naturelle) et de matières premières : si préserver l'environnement lui coûte plus qu'il n'en retire, il se déséquilibre, mais il ne rétablira que l'équilibre qui lui convient, non celui le moins dommageable à l'espèce humaine et à la nature. Quand il est forcé d'affronter ses contradictions, le capitalisme les résout sur ses propres bases, et le meilleur militantisme écologique n'y changera guère.

L'écologie se présente comme la prise de conscience de nécessités et d'urgences jusqu'ici négligées : elle promouvrait un développement tenant compte à la fois des véritables besoins humains et d'une nature dont enfin on aurait compris qu'elle n'est pas inépuisable.

En réalité, le remède écologique restera impuissant à guérir un monde basé sur la production pour la valorisation, et qui, pour se valoriser, a créé et perpétue un immense et proliférant appareil techno-industriel. Face à cette méga-machine, la solution, dit-on, serait de remplacer le complexe industriel par l'atelier, la chaîne de montage par l'établi, la fabrication par la communication et la multinationale par la coopérative : en somme, le petit contre le gros, l'artisanat contre la grande industrie, Proudhon contre Ford. Mais capitalisme « vert » et « décroissance » restent incompatibles avec un système qui n'a pas rompu avec la fabrication et la consommation massives d'objets *grands* (voitures) ou *petits* (tablettes) obsolescents et vite renouvelés, exigeant des usines *géantes* (parfois avec des centaines de milliers d'ouvriers) et une production tout aussi *gigantesque* d'énergie. Le *smartphone* relève autant du productivisme que la Cadillac. Alors que l'écologie croit aider à sortir de l'économie, elle la complète sans la dépasser.

À entendre le discours ambiant, la limite à laquelle se heurte le capital ne serait pas tant sociale que naturelle. Or, s'il est vrai que les conditions de production incluent tout ce qui permet au capital de se reproduire, donc ses bases physiques, et que s'il les détruit ou dégrade, il en pâtit, nous n'en sommes pas moins d'abord dans une contradiction sociale : la nature n'est pas une donnée simplement « matérielle » telle que l'analyse le biologiste ou le climatologue : elle est toujours socialement appréhendée et traitée à partir de normes capitalistes de coût.

Il était courant autrefois de reconstruire le passé des sociétés à partir de leurs progrès techniques, supposés aller de pair avec le progrès moral. Maintenant, la tendance est de réinterpréter l'histoire à partir de la domination de l'homme sur la nature et de ses excès : le travail serait secondaire, une simple fonction de l'« extractivisme ». C'est oublier que l'on n'exploite la nature que par l'exploitation du travail productif qui exploite les sols. L'histoire n'est pas régie par une opposition entre nature auto-régulée et technique humaine abusive. La biosphère est certes une des limites auxquelles se heurte le capital, mais la relation de notre espèce avec la biosphère passe par des relations sociales. Le rapport entre homme et nature est un rapport entre les hommes. Le mot *environnement* a le défaut de laisser croire à une réalité autour et à côté de nous : or, la « nature » n'est pas extérieure au mode de production : matières premières et sources d'énergie font partie du cadre où le travail reproduit le capital<sup>21</sup>.

Il n'y a pas besoin d'adhérer à un catastrophisme écologique pour admettre que la situation diffère au XXI<sup>e</sup> siècle de ce qu'elle était en 1850 ou 1920. Comparé à l'industrialisation des XVIII<sup>e</sup> et

21 À comparer à la thèse d'une « seconde contradiction ». En plus de la contradiction capital/travail, bourgeoisie/prolétariat, il y en aurait une autre tout aussi fondamentale, entre capital et nature, faisant intervenir un nouveau prolétariat, « environnemental », en particulier parmi les masses des pays du Sud dont le capital menace les conditions de vie. Cf. J. O'Connor, *Natural Causes: Essays in Ecological Marxism*, New York, Guilford Press, 1997. Et J. Kovel, M. Löwy, *Manifeste écosocialiste*, 2001. Naomi Klein oppose également le capitalisme au climat, comme si la nature était un agent historique, ou du moins pouvait pousser l'humanité à se débarrasser du capitalisme : *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, Arles, Actes Sud, 2015. Livre par ailleurs bien documenté.

xix<sup>e</sup> siècles, le nucléaire introduit un changement d'échelle : une seule centrale peut contaminer un continent. On réparera moins facilement les dommages actuels dus au CO<sub>2</sub> qu'on a remédié dans les années 1930 aux dégâts causés par le *dust bowl* nord-américain.

Le capitalisme n'est pas généralisable. Ni la possibilité de « gagner sa vie » par le travail salarié, ni le type de consommation qu'il vend comme idéal ne vaudront jamais pour tous les habitants de la planète. Et pourtant ce système ne se développe qu'en étendant partout ce qui est devenu son mode de vie, donc en préparant des catastrophes.

Pierre Souyri écrivait il y a plus de trente ans :

Les campagnes alarmistes déclenchées au sujet des ressources de la planète et de l'empoisonnement de la nature par l'industrie n'annoncent certainement pas un projet des milieux capitalistes d'arrêter la croissance. C'est le contraire qui est vrai. Le capitalisme s'engage maintenant dans une phase où il va se trouver contraint de mettre au point tout un ensemble de techniques nouvelles de la production de l'énergie, de l'extraction des minerais, du recyclage des déchets, etc., et de transformer en marchandises une partie des éléments naturels nécessaires à la vie. Tout cela annonce une période d'intensification des recherches et de bouleversements technologiques qui exigeront des investissements gigantesques. Les données scientifiques et la prise de conscience écologique seront utilisées et manipulées pour construire des mythes terroristes qui ont pour fonction de faire accepter comme des impératifs absolus les efforts et les sacrifices qui seront indispensables pour que s'accomplisse le nouveau cycle d'accumulation capitaliste qui s'annonce<sup>22</sup>.

Les capacités d'adaptation de l'homme et de la nature sont insoupçonnables, celles des sociétés aussi, celles du capitalisme également.

22 *La Dynamique du capitalisme au XX<sup>e</sup> siècle*, Payot, 1983. Pierre Souyri, décédé en 1979, signait « Pierre Brune » dans *Socialisme ou barbarie* et a écrit ensuite dans *Pouvoir ouvrier*. Auteur de *Marxisme après Marx*, 1970, disponible en ligne.

Pour voir l'ampleur prise aujourd'hui par l'alarmisme qu'évoquait P. Souyri en 1983 : cf. R. Riesel, J. Semprun, *Catastrophe, administration du désastre et soumission durable*, Paris, éd. de l'Encyclopédie des Nuisances, 2008.

Déjà, en cas de catastrophe nucléaire, dans des régions à forte densité de population, l'évacuation à grande échelle étant exclue, on envisage l'« autogestion » de la radioactivité par les habitants, comme l'a expérimenté la Biélorussie, avec reprise de l'activité agricole. Au Japon, depuis Fukushima, l'expert s'interroge sur ce qui est pire pour un enfant : jouer dehors dans un environnement irradié... ou ne jouer qu'entre quatre murs ?

### **Le capitalisme ne s'auto-réforme pas**

Le capitalisme ne manque pas d'esprits critiques. Sismondi, l'un de ses premiers théoriciens, recommandait même aux bourgeois de mieux payer leurs ouvriers pour éviter les crises<sup>23</sup>.

Mais jamais la prise de conscience par les bourgeois de leur intérêt supérieur bien compris n'a abouti sans la résistance ouvrière, la grève, le syndicat, l'émeute, l'illégalité, le chartisme anglais, la Commune de Paris, et aux États-Unis une violence extrême, en trois mots : la lutte des classes<sup>24</sup>.

La bourgeoisie n'a pratiqué des doses plus ou moins fortes de régulation que sous la contrainte, en particulier celle du travail organisé : pas de New Deal sans les grèves avec occupation en Europe et aux États-Unis, pas de Roosevelt sans les syndicats du CIO. À l'inverse, depuis trente ans, écrasement du travail et affaiblissement de l'intervention étatique dans l'économie sont liés.

Le capitalisme est peu doué pour l'autocontrôle et la bourgeoisie, malgré ses armées de chercheurs, inapte à penser la totalité de son système. Sa force est de saisir des sources naturelles et humaines, de les combiner pour accumuler de la valeur. Qu'elle investisse dans une mine ou la téléphonie mobile, l'entreprise tirera le maximum de sa main-d'œuvre, de ses matières premières et de sa technologie, et ne tiendra compte du reste (les accidents du travail, les rejets

23 Sismondi (1773-1842) est un précurseur du « sous-consommationnisme ». Observant les crises économiques du début du XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre, il estimait que la concurrence menait à une guerre des coûts qui forçait les salaires à la baisse et empêchait les ouvriers d'acheter ce qu'ils produisaient. Sismondi conseillait donc de mieux les payer pour augmenter leur pouvoir d'achat.

24 Cf. L. Adamic, *Dynamite ! Un siècle de violence de classe en Amérique*, Paris, Sao Mai, 2010 (1931).

toxiques, la pollution des eaux, etc.) que si le personnel, la législation, la collectivité locale ou un pouvoir politique sont assez puissants pour l'y contraindre. Car la priorité du capitalisme, là où il excelle, c'est d'élever la productivité du travail et du capital. Souci du long terme, «holisme» et gestion «en bon père de famille» font mauvais ménage avec sa dynamique, et dans ces domaines il en fera toujours le minimum.

Dans les années 1950, malgré les défaites prolétariennes successives, le conflit travail/capital avait fini par entraîner un aménagement de l'exploitation du travail.

Au début du *xxi*<sup>e</sup> siècle, aucune pression ne force la bourgeoisie à affronter ses défis.

La classe dirigeante exerce une surveillance de plus en plus directe sur le travail et sur la population, et les libéraux n'ont aucune objection au renforcement de l'État quand celui-ci se charge de faire régner l'ordre, mais plus on perfectionne les logiciels et les mathématiques appliquées à l'économie (*high frequency trading*), moins de contrôle sur l'économie il semble y avoir. En comparaison de la portée du Glass-Steagall Act de 1933, très peu a été fait récemment pour séparer les banques d'affaires des banques de dépôt.

Mesurées aux enjeux, les réformes écologiques ne limitent pas la puissance de l'industrie et du commerce mondiaux. Dans le monde capitaliste, seul domine ce qui est marchand, même si la puissance publique le prend en charge. Aussi gère-t-on «le capital nature» en l'évaluant pour que le système de prix reflète au mieux ce que coûte ou rapporte chaque plante, espèce, rivière ou forêt, que l'on préservera (ou non) selon le rapport coût/bénéfice. Les assurances ont toujours été un élément essentiel au capitalisme. *Que vaut un homme ? Et un dauphin ?* Ce qu'il coûte à produire, à remplacer. On peut le savoir pour un travailleur, esclave ou salarié. Le dauphin n'étant pas un facteur de production, il faut donc l'assimiler à un bien reproductible.

L'écologie de la catastrophe est désormais cotée en bourse, par des *cat bonds* (obligations catastrophiques) échangées sur le Catex (Catastrophe Risk Exchange) créé en 1995. Un monde où tout est titrisé se devait d'inventer les dérivés climatiques (*weather derivatives*) :

on achète et vend des assurances sur les espèces menacées (*species swaps*). On transforme des champs en « puits de carbone » dont les droits sont vendus sur une Bourse du carbone. L'écolo se choque du *carbon trading*, mais depuis qu'existe un marché, il tend toujours à tout englober, et la « lutte antipollution » ne saurait être que la gestion de la pollution afin d'en tirer profit. Là est la réalité du « capitalisme vert ».

Exemple supplémentaire de blocage déguisé en fuite en avant, à l'échelle non plus du monde mais d'un continent, la précipitation dans l'unification européenne a suivi presque immédiatement la défaite prolétarienne des années 1970. Au moment où la Chine commençait à accumuler des dollars provenant du déficit américain, naissait l'euro, monnaie unique illusoire car ne consacrant aucune homogénéité socio-économique, encore moins politique. Marché commun devenu Communauté économique européenne (CEE) puis Communauté européenne et enfin Union européenne en 1993, cet ensemble supranational a beau renoncer aux mots *marché* et *économique*, il reste d'abord un marché, et le plus grand au monde, sans destin convergent ni direction politique. Il avait fallu des siècles pour bâtir les nations européennes : décrétant l'État-nation révolu, on croit le commerce créateur d'unité historique. On impose une monnaie unique à des pays aux économies nationales inégales et rivales, comme si la Grèce allait côtoyer sans difficultés l'Allemagne (dont les 2/3 de l'excédent commercial proviennent de la zone euro), alors que l'équivalent européen du budget fédéral étasunien reste dérisoire. La tendance à noyer ou diluer la question sociale en l'étendant à un espace géographique plus vaste est une autre manifestation de l'échappement libre capitaliste.

Au lieu de la tempérer, les obstacles auxquels se heurte aujourd'hui la classe dirigeante la paralysent ou l'exacerbent.

### **Blocage historique**

Les prolétaires ne sont pas seulement victimes des contradictions capitalistes, ils en sont partie prenante et leur résistance approfondit ces contradictions. En Chine les ouvriers de la chaussure revendiquent des hausses de salaire, en Europe les nettoyeurs des hôtels Accor

luttent pour de meilleures conditions de travail. Même battue, et elle l'est souvent, la résistance du travail aggrave la crise, contribuant ainsi à un blocage social auquel jusqu'ici toutes les classes participent, comme entre les deux guerres mondiales<sup>25</sup>.

Cette fois, cependant, aucun New Deal n'est en vue. Il n'y aura pas de réforme d'ampleur sans mouvement social lui aussi d'ampleur, sans mobilisation et action de masse sur le lieu de travail et dans la rue.

Dans la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, les prolétaires se sont battus et ont été battus, mais leurs défaites succédaient à des attaques d'une force telle qu'après 1945 le capitalisme a dû s'accommoder du syndicalisme et accorder un minimum de concessions.

Aujourd'hui les classes se contrebalancent sans qu'émerge aucune perspective réformatrice ni (encore) révolutionnaire. À l'époque actuelle, jusqu'à présent, le capital bouleverse plus le travail que le travail ne se remet lui-même en cause. Il y a peu d'actes et de pratiques qualifiables d'*anti-travail* (rejet, voire destruction par les prolétaires – avec ou sans emploi – du travail lui-même, en particulier du lieu de travail) et d'*anti-prolétariens* (rejet, voire destruction par les prolétaires de leurs propres conditions de vie imposées par le capital dans ce qu'elles ont de plus matériel, en particulier le milieu urbain)<sup>26</sup>.

L'histoire ne repasse jamais les plats, mais il n'est pas inutile de se rappeler comment dans l'entre-deux-guerres une bourgeoisie incapable d'adapter le capitalisme a fait face à un prolétariat incapable de le renverser, jusqu'à ce que la violence guerrière, en l'occurrence 1939-1945, décoince l'évolution historique.

Au contraire, de «la crise» inaugurée (ou plutôt révélée) en 2008, aucune évolution significative ne se dégage, parce que la confrontation des classes n'y pousse pas, ou pas encore. Aucun remède de fond n'est apporté et, loin d'entamer le pouvoir de la bourgeoisie financière, les maigres réformes introduites depuis 2008

25 Cf. le paragraphe 1917-45 : *Une guerre civile européenne*.

26 Sur ces notions, voir le chapitre suivant (paragraphe 1).

l'ont consolidé. À en croire les statistiques, la dette publique mondiale aurait augmenté de 67 % entre 2007 et 2012<sup>27</sup>.

Dans les années 1930-1940, il y a eu coexistence et confrontation entre trois formes de capitalisme : « de marché » aux États-Unis et en Angleterre ; « d'État » en URSS ; et sous contrôle étatique aussi, mais autrement, en Allemagne, avec mainmise du pouvoir nazi sur une économie dont les bourgeois gardaient la propriété et les profits, tout en perdant le pouvoir politique.

Nous savons maintenant comment cela s'est résolu, en 1945, puis en 1989. Mais en 1930 ou 1940 ou 1950, très peu (parmi les bourgeois comme parmi nos camarades) ne prévoyaient le dénouement. Il semble facile d'expliquer aujourd'hui pourquoi la forme la plus proche de la nature profonde du capitalisme l'a emporté, mais les autres formes ont fait preuve de résistance, c'est le moins qu'on puisse dire. Malgré leur potentiel industriel, démographique et leurs ressources naturelles, les États-Unis et l'URSS ont eu du mal à venir à bout de l'Allemagne nazie. Après 1945, le capitalisme étatisé s'est imposé durablement sur plusieurs continents. Les aléas de la lutte des classes au xx<sup>e</sup> siècle ont ménagé des surprises : quoique indiscutablement capitalistes, stalinisme et nazisme cadraient mal avec le capitalisme tel que la théorie communiste *pouvait alors le comprendre*. Qu'en ira-t-il dans les premières décennies du xxi<sup>e</sup> siècle ? Qui avait prévu l'ascension en Chine du modèle « plouto-bureaucratique » d'une industrialisation exportatrice chapeauté par un État autoritaire ?

L'État absorbant et concentrant la violence potentielle de la société, loin de neutraliser les conflits intra et interétatiques, il reprend et multiplie tensions et fractures, y compris celles aujourd'hui baptisées ethniques, et les projette militairement à l'extérieur.

Les massacres de masse du xx<sup>e</sup> siècle n'étaient pas des vestiges d'un sombre passé, mais l'effet de sociétés entrant dans une modernité capitaliste, en particulier le cadre de l'État-nation pour lequel elles n'étaient pas préparées. La mondialisation contemporaine, nouvelle

27 Les pessimistes n'ont pas toujours raison... ni tort : cf. F. Morin, *La Grande Saignée. Contre le cataclysme financier à venir*, Montréal, Lux, 2013.

extension d'une transformation entamée depuis au moins deux cents ans, mêle déjà guerres civiles et guerres entre États.

La période 1914-1945 nous rappelle que les contradictions d'un système social peuvent le plonger dans une confusion cataclysmique sans mettre fin à ce système. En l'absence de révolution, des luttes de classes intenses et meurtrières s'accumulent, incapables de détruire le capitalisme, et finissent par l'obliger à mûrir et rajeunir à la fois, recomposant pour un temps un nouvel équilibre entre capital et travail, entre les fractions bourgeoises, entre État et bourgeoisie. La révolution prolétarienne n'est d'ailleurs pas la seule possibilité : on ne peut exclure que le capitalisme disparaisse un jour, mais remplacé par un autre « système » qui ne serait pas le communisme, à la suite par exemple d'une accumulation de destructions humaines et matérielles.

Combinaison de fuite en avant et de surplace, aujourd'hui comme en 1930, les oppositions de classe se neutralisent sans que leur confrontation produise une situation nouvelle qui dépasse les conditions actuelles.

### **Pas (encore ?) de « destruction créatrice »**

Toutes les composantes de la crise que nous avons résumées renvoient au degré d'exploitation, à la relation entre les deux classes qui structurent le monde moderne.

Sans pression du travail capable de modérer le capital et de peser sur l'État, le salaire tend à descendre au plus bas, la consommation à reposer sur le crédit, la finance à dominer l'industrie et le commerce, la privatisation à s'imposer aux services publics, le tout-marchand à coloniser la société, le marché à s'émanciper de toute régulation, et le court terme à l'emporter sur l'investissement et les projets à long terme. À l'ère victorienne, puis à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et à l'aboutissement de la guerre civile européenne de 1917-1945, chaque fois les revendications intempestives (mais non « révolutionnaires ») des prolétaires ont commencé par menacer les profits, avant de conduire la bourgeoisie à tenir mieux compte de l'ensemble de ses intérêts. Marx analysait des contre-tendances à la baisse du taux de profit. Sur

un autre plan, le contrepois social du travail pousse périodiquement le capital en avant et approfondit sa domination en la modernisant.

Certes l'avenir du monde ne se décide pas sur les chaînes de montage, pourtant c'est le rapport entre les classes qui détermine l'évolution. Le passage du compromis national keynésien et fordiste à une domination bourgeoise sans partage grâce à la mondialisation s'explique par un changement de rapport de force. Après 1945, la conciliation entre entreprise, syndicat et État découlait de la capacité du travail à imposer une dose de régulation. Les luttes prolétariennes des années 1960-1970 ont cassé cette médiation. La classe dominante en est sortie victorieuse mais en contournant le problème – le travail. La lutte des classes actuelle combine une résistance du travail, souvent battue mais dont l'action aggrave la crise, et une bourgeoisie accrochée à des avantages acquis depuis trente ans.

Le capital agit comme s'il était libre de désagréger le travail, voire de s'en abstraire, de *l'oblitérer* comme le recommandait un expert en management il y a plus de vingt ans<sup>28</sup>, alors que le travail est sa propre matière vivante. Il est logique de baisser le coût du travailleur étasunien en faisant acheter par ce travailleur des produits importés à moindre prix. Les industriels anglais n'ont pas agi autrement en 1846 lorsqu'ils ont obtenu la suppression des lois sur le blé qui renchérisaient les céréales importées : du pain moins cher, c'était un coût du travail moins élevé. Mais quand le capital étasunien paye le salarié de Denver au minimum à peine suffisant pour acheter des produits fabriqués en Asie, le procédé perd sa logique, car que fabriquera-t-on à Denver, et que faire du prolétaire qui y habite ? Tout le monde ne pouvant devenir informaticien ni vivre de la charité publique, le travail de l'avenir serait-il, au mieux, une alternance de petits boulots et de périodes de chômage ? Pousser à l'extrême la priorité du global sur le local, détacher le salaire de la société et du marché où vit le salarié, c'est faire comme si le travail était élastique et manipulable comme l'argent. Or, comme le prouve la crise actuelle, l'économie baptisée « réelle » possède malgré tout un degré de réalité

28 Cf. M. Hammer, « Reengineering Work: Don't Automate, Obliterate » in : *Harvard Business Review*, 1<sup>er</sup> juillet 1990.

dont l'univers financier est dépourvu. On peut assez longtemps jouer avec l'argent, réinjecter des liquidités dans les banques et lancer des lignes de crédit. On ne peut créer du travail à volonté, ou très brièvement : les ateliers nationaux de 1848 ont duré trois mois. Le capitalisme ne paye pas les prolétaires à ne rien faire, *rien* signifiant : qui ne rapporte pas de valeur.

Traiter le travail comme on traite l'argent, là est le point ultime de l'utopie bourgeoise : un monde où tout, y compris et surtout le travail, serait flux de valeur segmenté et compté en temps. Mais le temps ne sera jamais aussi liquide que l'argent, ni l'activité humaine totalement réductible à du temps. Le travail n'est pas virtualisable.

Le capitalisme ne dépasse pas ses contradictions (sinon il n'y aurait plus de salariat), il les déplace, les rapproche du cœur de son fonctionnement pour les adapter à lui tout en s'y adaptant. Chaque grande étape de son évolution correspond à une façon de résoudre ses contradictions.

Sans cesse la production capitaliste s'efforce de vaincre ces entraves qui lui sont inhérentes et elle ne parvient à les surmonter que par des moyens qui les font réapparaître et les renforcent<sup>29</sup>. Le capitalisme doit bouleverser des modes de vie pour développer le salariat et se développer, mais s'il détruit plus qu'il ne développe, il entre en contradiction avec lui-même. Valoriser le capital, et donc mettre des prolétaires au travail productif de valeur, implique d'assurer même mal l'existence de ces travailleurs, tout en réduisant à la misère ceux des prolétaires qui n'ont pas ou plus la chance d'être salariaux. Concurrence, baisse des coûts, mécanisation et paupérisation ont toujours été de pair. Tandis que Manchester prospérait, « les os des tisserands indiens blanchissent les plaines de l'Inde », écrivait en 1834 le gouverneur général de l'Inde cité par Marx dans *Le Capital*<sup>30</sup>. Le dilemme capitaliste contemporain n'est pas de faire coexister une petite minorité de salariés et une immense majorité d'exclus du salariat, car à leur façon, deux ou trois milliards de sous-employés ou de chômeurs *sont inclus* dans le capitalisme : les habitants des

29 K. Marx, *Le Capital*, *op. cit.*, Livre III, chap. xv.

30 *Ibid.*, chap. XV, v.

bidonvilles et favelas ne sont pas étrangers au monde du travail. Le *semi*-prolétaire est un prolétaire. Contrairement à l'esclave, propriété d'un maître individuel, chaque « prolétaire isolé est propriété, pour ainsi dire, de toute la classe bourgeoise ; on ne lui achète son travail que quand on en a besoin : il n'a donc pas d'existence assurée. Cette existence n'est assurée qu'à la classe ouvrière tout entière, en tant que classe<sup>31</sup>. » Le capitalisme s'accommode de masses de crève-la-faim, tant que son cœur continue à battre, et son cœur, c'est la pompe à valeur d'un système qui ne se perpétue qu'en s'accroissant à une échelle toujours élargie.

Le dilemme bourgeois contemporain est double :

Au « cœur » du système, depuis quarante ans, malgré les profits réalisés par une minorité d'entreprises, et malgré la quantité d'argent en circulation, la pompe à valeur n'en fournit pas assez.

Mais le problème ne se résume pas au cœur du problème. Il est douteux que le centre « moteur » du système, qui commande et entraîne l'ensemble, le capitalisme étasunien, chinois et européen, puisse rester prospère dans un monde en éruption, encore moins en explosion. Certes, explosion ne signifie pas révolution (pour ne donner qu'un exemple, la violence sociale au Bangladesh provient autant de conflits religieux que de luttes de classes), mais la bonne marche des affaires a besoin d'un minimum de loi et d'ordre, donc de stabilité politique.

Les classes dirigeantes ne sont guère menacées par des troubles locaux au fond d'une province bolivienne ou dans un quartier misérable d'Islamabad, et elles savent y répondre par un dosage de répression et de subsides. Il en va autrement quand l'action de paysans en colère boliviens ou d'émeutiers pakistanais atteint un niveau de désordre tel qu'il en résulte une guerre civile larvée, voire des guerres tout court, et de là un chaos géopolitique perturbant l'accès aux matières premières, les flux du capital national et du commerce mondial. Un pays incontrôlable fait obstacle au *business cycle*.

31 F. Engels, *Principes du communisme*, 1847.

C'est *l'ensemble de ses conditions* que le capitalisme doit reproduire : le prolétaire, d'abord, ensuite tout ce qui fait tenir et aussi avancer la société, sans oublier ses conditions naturelles.

On peut parler de « crise de civilisation » quand le système social n'y parvient qu'au travers de convulsions qui l'obligent à se régénérer, à créer un nouveau seuil de gestion de ses contradictions.

Au *xxi<sup>e</sup>* siècle, la sortie de crise n'aura pas lieu en douceur : tempêtes sociales, réalignements politiques, guerres, catastrophes climatiques, sur fond de paupérisation généralisée, le tout coexistant avec un individualisme consommatoire à l'ombre d'un État surpissant, en un mélange de modernité et d'archaïsme, de désordre moral et d'ordre moral, d'autonomie et de surveillance, de dictature et de démocratie, de police omniprésente et de citoyennisme participatif. Au pays emblématique du capitalisme, La Nouvelle-Orléans frappé par l'ouragan Katrina a offert en 2005 une vision de cet avenir : infrastructures détruites, institutions débordées, entraide locale effective mais insuffisante, (dés) ordre rétabli par les fusils et les chars de l'État appuyés de sociétés militaires privées, et pour finir abandon à leur sort des quartiers pauvres.

Cerner une crise n'est pas dire comment elle sera tranchée. Aucun pays européen ou nord-américain n'approche actuellement du seuil où la désunion des classes, les affrontements politiques, voire la guerre civile, la ruine de l'État et la perte de pouvoir des élites, empêcheraient de faire fonctionner le rapport social fondamental, la relation capital-travail, mais les conditions s'accumulent pour produire une situation de ce type.

Les « Trente Glorieuses », période d'équilibre social et politique (relatif et limité à une petite partie du monde) restent une phase unique dans l'histoire longue et tumultueuse du capitalisme. La situation présente exige une réponse plus profonde que lors des années 1930, et rien n'annonce aujourd'hui une solution à la crise, une « destruction créatrice », selon la formule de Schumpeter.

### Un rapport social non reproductible ?

La théorie n'a pas pour priorité de livrer des pronostics, plutôt de montrer quelle contradiction historique (c'est-à-dire capable d'animer toute une époque) est impliquée aujourd'hui dans le rapport capital-travail.

Le facteur décisif est la (dis) proportion entre les constituants de la société capitaliste. Il n'y a pas ici de limite objective. Le travail peut continuer à se soumettre au capital avec un taux de chômage de 10 % ou de 20 %, et le bourgeois continuer à être bourgeois avec un taux de profit « moyen » de 1 %, car chiffres globaux et moyennes ont un sens pour le statisticien, non pour les groupes sociaux. Il y a des périodes où le bourgeois accepte une rentabilité de 1 % voire 0 % si c'est la condition pour rester bourgeois, d'autres où il exigera 15 % au risque de perdre sa fortune. Le capitalisme est régi par la loi du profit, et les crises par des « rendements décroissants », que rien ne permet de quantifier d'avance.

1 De quelle reproduction et de quelle « non – reproductibilité » s'agit-il ? Pour parler comme Marx, les « entraves inhérentes » au capitalisme n'arrêtent pas son cours, elles le forcent à s'adapter, le renforcent, le « rajeunissent » même. Il n'y a pas de seuil ou de phase de non-reproductibilité indépendante de l'action des classes qui font fonctionner le système : sa reproduction sociale est possible tant que les prolétaires et les bourgeois le laissent continuer. Seule la révolution communiste peut donner réalité à la non-reproductibilité du capitalisme, si et quand les prolétaires (avec ou sans emploi) abolissent leur condition de prolétaires, c'est-à-dire abolissent le salariat.

2 La façon dont interagissent capital et travail crée des conditions très différentes – positives ou négatives – pour une auto-critique du travail. Quand le capital cesse d'acheter la force de travail, ou l'achète à un prix extrêmement dégradé (au point, par exemple, de menacer la survie du prolétaire), la suspension de la relation capital/travail ouvre des possibilités radicales. Des possibilités seulement. On n'a pas oublié la Grande Dépression des années trente, qui déclencha des luttes de classes intenses mais handicapées par la succession et la complexité des défaites subies par le prolétariat depuis 1917, y compris en Russie.

3 Rien ne montre jusqu'à présent que les multiples actions prolétariennes contemporaines, défensives et offensives, prennent la voie d'un renversement du rapport capital/travail.

4 Par conséquent, le capitalisme actuel a les moyens de se reproduire. Mais, dans la mesure où sa crise durable de rentabilité, aggravée par la résistance des prolétaires, se combine à un monde déstabilisé par les chocs de la globalisation, sa reproduction ne peut passer que par la violence, et une paupérisation dont l'austérité imposée à des pays comme la Grèce ne donne qu'une faible idée. Le blocage historique ne sera résolu que par l'explosion.

«La crise présente peut bien se résorber, de nouvelles crises viendront et de nouvelles luttes», écrivait Pannekoek en 1934, avant de conclure : «L'auto-émancipation du prolétariat est l'écroulement du capitalisme<sup>32</sup>.» Aujourd'hui, le capitalisme poursuit sa route tout en temporisant devant les moyens qui permettraient à la crise de «se résorber» : à moins qu'un système qui se réactive par automutilation périodique ne soit détruit par une révolution, retarder l'échéance ne fait qu'aggraver la crise et pousse à des solutions plus violentes et dévastatrices encore.

32 A. Pannekoek, «La Théorie de l'écroulement du capitalisme», disponible en ligne.

## L'insurrection créatrice

Les mots dont nous disposons pour décrire une société n'ont pas prévu que cette société puisse être communiste<sup>1</sup>.

Il ne s'agit pas d'un projet à réaliser un jour, d'un programme à appliquer, certes conforme aux intérêts vitaux des prolétaires, mais qui leur serait « extérieur », comme une maison existe d'abord dans les plans de l'architecte avant de prendre réalité une fois construite. La communisation a à voir avec ce qu'*est* et *fait* le prolétaire. L'enjeu, c'est ni plus ni moins de savoir comment le prolétariat peut agir en classe de la critique du travail.

Malatesta commentait ainsi la Semaine rouge d'Ancône, lorsqu'en juin 1914, les émeutiers et grévistes s'étaient rendus maîtres de la ville : « Ce que nous avons alors éprouvé, c'est un sentiment d'absolue liberté [...] Tous les anciens rouages sociaux avaient cessé de fonctionner et une vie toute nouvelle s'y substituait d'elle-même<sup>2</sup>. »

Mais si l'émeute tenait la rue, dans les casernes, 10 000 soldats se préparaient à rétablir l'ordre, et la « vie nouvelle » n'a pas duré. Il y a bien eu rupture, mais de quoi ? Et pour quoi ? Prendre le pouvoir ? Instaurer le règne du travail ?

Cœur et corps du capitalisme, le prolétariat est aussi le vecteur possible du communisme. « Sans réserve », au contraire du serf ou du métayer, il ne tient ses conditions de vie que de son rapport avec le capital : si celui-ci cesse d'acheter son travail, le prolétaire n'est rien. Aussi, quelle qu'en soit l'issue, qu'elle obtienne des concessions ou finisse étouffée ou écrasée, toute crise sociale grave ouvre la possibilité pour les prolétaires d'inventer « autre chose ».

1 B. Astarian, « Activité de crise et communisation », *op. cit.*, III.3.1.

2 Cité dans Ch. Gras, *op. cit.*

### Une insurrection contre le travail et « anti-prolétarienne » ?

Un ouvrier belge d'ArcelorMittal, licencié en 2012, déclarait : « Avec le métal, Lakshmi Mittal ne fait pas de l'acier, il fait de l'argent. Quel gâchis ! » L'idéal de ce sidérurgiste, à *ce moment-là*, serait que produire de l'acier soit créateur d'emplois. Comme lui, la plupart des ouvriers licenciés s'en prennent au chômage, non au travail. La révolution serait le rejet conjoint des deux.

Dans les années 1960, a émergé la revendication ainsi résumée à Renault-Flins en 1964 : « Nous voulons du temps pour vivre » : moins d'heures de travail, plus de temps libre, revendication qualitative qui malgré tout acceptait la domination capitaliste dont elle tentait de limiter l'emprise. Ce qui se dit parfois aujourd'hui est différent : « Ce n'est pas un moyen de vivre que nous voulons, c'est une vie ».

La critique du salariat et du travail naîtra d'un refus commun de la misère due au chômage et aux réductions de salaires, ET de la sécurité illusoire et de la consommation vendues ou promises par le capitalisme.

L'insurrection communiste fusionnerait les luttes contre l'exploitation ET l'aliénation, la critique de la réelle pauvreté ET de la fausse richesse : les insurgés en même temps demanderont ce qu'ils n'ont pas ET refuseront ce qui leur est offert.

L'« anti-travail » se produit quand le travailleur ne respecte plus la machine, ne se soucie plus du planning ni de la continuation de la production : il est prêt à risquer son emploi parce qu'il ne fait plus dépendre sa propre survie de celle de l'entreprise. Un geste emblématique, rare mais significatif, est l'incendie de tout ou partie de l'usine par les ouvriers.

En liaison avec ces pratiques, les actes que l'on a appelés « anti-prolétariens » sont ceux par lesquels des prolétaires s'en prennent aux bases matérielles de leur propre condition. Ils ne visent pas uniquement le lieu de travail, mais le lieu de vie, en détruisant des bâtiments instruments et symboles de la domination qu'ils subissent : commissariat de police, centre des impôts, supermarché, banque, agence immobilière, Pôle emploi, mais aussi parfois institutions publiques telles qu'écoles, bibliothèques, voire centres culturels, et

transports collectifs. Les médias s'empressent de faire remarquer que le saccage ou l'incendie d'un bus ou d'une école va contre l'intérêt immédiat de la population locale : mais si l'émeute s'y attaque, c'est qu'ils sont et représentent des moyens de perpétuation du système social rejeté. Les mêmes citent Bourdieu sur la fonction de l'institution scolaire comme outil de reproduction sociale, et s'indignent de ce qu'une école primaire ait brûlé. Les mêmes aussi savent qui fréquente et qui ne fréquente pas la bibliothèque ou le centre culturel réduit en cendres. Qu'il y ait souvent ambiguïté, c'est évident. Sous la Révolution française, il est arrivé que des femmes en colère contre la rareté et la cherté des denrées alimentaires cassent les œufs sur les étals d'un marché. Rationnellement, des affamés ne gâchent pas de la nourriture : c'est que la rationalité de ces femmes était ailleurs.

Il y a quelques années, en Afrique du Sud, les émeutiers d'un bidonville ont incendié une partie des rares services publics dont ils disposent : une bibliothèque et des poteaux destinés à étendre le réseau électrique. Au Bangladesh, des ouvrières, aidées de la population, ont mis le feu à des usines qui sont leur « gagne-pain ». Les transports publics étant du temps de travail non payé, c'est très logiquement qu'ils deviennent une cible privilégiée des révoltes.

L'abolition de la condition prolétarienne implique la destruction des conditions de vie, qui, tout en la contrôlant, la protège – logements et services sociaux par exemple – mais les deux fonctions sont imbriquées et il est difficile de totalement les séparer.

Aucun mouvement social n'est pur, encore moins en période révolutionnaire. On verra brûler un concessionnaire Mercedes, parfois aussi un dépôt de literie. La seule garantie que ce gaspillage reste un fait isolé, c'est l'extension de la communisation, le contrôle par les prolétaires de leur propre violence, donc des mesures pour éviter, limiter ou empêcher excès et actes négatifs. Il n'y a pas de révolution sans désordre : l'enjeu est qu'il en sorte de nouveaux rapports sociaux. Sinon l'émeute n'a que la force de se produire elle-même, l'autodestruction prolétarienne reste négative, et tôt ou tard l'ordre ancien se réimpose.

**Comment passer du travail à l'activité ?**

L'esprit révolutionnaire nécessaire pour renverser un régime, abattre une société, devient inutile et même nuisible lorsqu'il s'agit d'en construire une nouvelle<sup>3</sup>.

Cette phrase est un bon condensé de ce qui nous semble faux.

La révolution communiste est un dépassement de la coupure entre luttes quantitatives et qualitatives, et la fin de l'opposition entre « monde du travail » et « vie quotidienne », ce qui suppose qu'une grande partie de la production soit interrompue. Pour comprendre ce dont sont capables les insurgés, partons de ce qu'ils sont : des « sans-réserves ». Tous les prolétaires ne sont pas exploités en permanence en tant que salariés, certains sont embauchés épisodiquement, d'autres ne trouvent quasiment jamais d'emploi, mais tous sont soumis au capital parce que leur condition de travailleur (avec ou sans emploi) signifie qu'ils sont séparés des moyens de vivre et doivent les acheter par un salaire. Dans le meilleur des cas, l'ouvrier « privilégié » possède son logement et un peu d'argent sur son compte en banque. La « moyennisation » de la société est un mythe. À travers l'histoire, quand la guerre civile menace, les véritables privilégiés envoient leur famille et le maximum de leur fortune hors du pays. La conductrice de bus, l'instituteur, l'éboueur, le peintre en carrosserie, la soudeuse, l'infirmière ou le postier ne le pourrait pas. La différence de classe est là. Parce que collectivement coupés des ressources de vie, les prolétaires insurgés ne peuvent compter sur des économies, du capital, une aide publique ou de riches amis étrangers. Soit ils retournent à leur soumission antérieure après une rupture festive (que les anthropologues aiment comparer aux rites d'inversion carnavalesques : le monde mis à l'envers pour un jour). Ou bien ils entament quelque chose d'entièrement nouveau. La dépossession collective ne leur laisse d'autre solution que de s'emparer d'une partie de ce qui existe (biens, machines, bâtiments...), qu'ils sont incapables d'utiliser à la manière bourgeoise. Ils n'ont en effet ni fonds d'investissement, ni liquidité, ni capacité d'emprunt, ni relations d'affaires, ni subvention,

3 F. Rude, *Voyage en Icarie*, Paris, PUF, 1952.

donc leur unique chance de réussir, et de résister aux pressions contre-révolutionnaires, est d'inventer autre chose que l'économie, l'argent et le travail. Dans un complexe industriel comme Foxconn en Chine, réunissant des centaines de milliers de migrants, les ouvriers insurgés n'auraient aucun espoir de continuer à fabriquer les mêmes objets pour les exporter. Libéré d'un tel monstre, la plupart du personnel partirait, le reste fermerait ou démolirait la majeure partie des ateliers et des dortoirs, ne gardant que l'équipement susceptible d'améliorer leur qualité de vie, et ils entameraient un autre rapport entre ville et campagne, entre industrie et agriculture.

Cela est impensable sans des arrêts de travail massifs, des grèves et des blocages.

Les blocages visent des nœuds stratégiques : gares, aéroports, docks, dépôts de carburants, centrales électriques, chantiers, entrepôts... Dans une société du *just in time* et du *zéro stock*, couper les lignes de communication est aussi efficace qu'arrêter les chaînes de montage. La fin des usines géantes en Europe s'est accompagnée d'une concentration industrielle accrue. Avec seulement 3 000 salariés, la Française de Mécanique assure 5 % de la fabrication mondiale de moteurs automobiles légers. En 2010, lors des actions contre la baisse des retraites, l'usine située dans le Pas-de-Calais a été bloquée une demi-journée. Quoique action symbolique sous contrôle syndical et sans effet réel, l'événement montre l'énorme potentiel donné par l'économie moderne à quelques centaines de personnes.

Grève et blocage vont de pair. Il serait naïf de croire remplacer la première par le second, sous prétexte que la production devenant « inessentielle », l'action sur le lieu de travail céderait la place à celle sur la circulation. Le capitalisme contemporain a beau se représenter comme un pur ensemble de flux en mouvement, il n'y a pas de flux sans stock, ni de circulation sans production. Cette illusion intériorise d'ailleurs la situation actuelle du travail aux États-Unis et en Europe, où chômage et délocalisation rendent la grève difficile. Mais remplacer le lieu de travail par l'espace public n'est pas une solution. Si la pression du patron et de l'argent est assez forte pour dissuader les salariés d'agir là où ils travaillent, comment seront-ils

capables de quitter l'atelier ou le bureau et d'aller encercler un dépôt de carburant ?

Notons une différence, jusqu'ici, entre bloqueurs européens et *piqueteros*. En Amérique latine, le piquet est souvent cause et effet d'un collectif qui s'organise, débat, déborde son cadre et lance une dynamique susceptible de le mener plus loin. On y retrouve des traits d'un soviet, d'un conseil, d'un comité d'action, d'une *asamblea* au sens espagnol des années 1970 : son autonomie est une condition qui permet plus qu'elle-même, et va au-delà de l'objectif initial. À l'avenir, une synthèse de grève et de blocage pourra se révéler un moyen de dépasser la classe : les participants, mêlant salariés avec et sans emploi, lycéens, ménagères, étudiants, commenceront à cesser d'être sociologiquement définis par ce qu'ils étaient auparavant. Leur action commune inaugurera de nouvelles relations productives et de vie, permettant un passage du travail à l'activité.

Pour éviter de jouer sur les mots, revenons sur le travail. Travailler, ce n'est pas produire un objet ni offrir un service. Quand quelqu'un sachant bricoler et ayant l'outillage adéquat fait pour lui-même ou des amis une table, elle correspond à ses moyens et à leurs besoins. Au contraire, le menuisier professionnel fabrique une certaine gamme de table et ne peut se permettre de tenir compte de la spécificité de tous les besoins. Il en va de même de l'usine de meubles. Pour satisfaire la demande, le producteur privé conçoit un article qui servira de table dans un éventail de situations qu'il connaît par le marché. Il peut d'ailleurs exister des centaines de tailles, de formes et de teintes en magasin ou sur catalogue : l'époque est révolue où Henry Ford laissait le client choisir la couleur de sa voiture pourvu qu'il la veuille noire. Mais chez le petit artisan comme chez IKEA, l'infinité des modèles ne supprime pas l'impératif de la standardisation visant au coût minimal. Aucune table n'est faite en tant que table spécifique, et toutes sont fabriquées en tant que marchandises échangeables. Pour être vendue, une table doit s'approcher le plus possible d'une norme, et qui dit norme dit productivité et économie de temps. Seuls les artistes et les ébénistes de luxe fabriquent des tables uniques.

On présente souvent la normalisation comme une nécessité technique, afin de produire massivement dans l'intérêt du plus grand nombre. En fait, l'échangeabilité des composants et des pièces (illustrée par la Française de Mécanique produisant un moteur automobile léger sur vingt dans le monde, toutes marques confondues) découle d'un système basé sur l'obligation de pouvoir échanger les marchandises, qui doivent être réduites à un élément commun, obligation de mesure qui s'impose d'abord et surtout *au travailleur*. Échange et concurrence déterminent la norme requise.

Pour rompre avec le monde des moyennes sociales et de la comptabilité, les insurgés mettront en jeu ce qu'ils *sont*. Faire de l'insurrection un succès supposera de veiller à la nourriture, au logement des sans abri, au transport, à l'approvisionnement en eau et en énergie, et d'être capables de lutter pour les assurer. Chacun agissant pour soi et pour les autres, s'imposer des contraintes de standardisation et de mesure du temps n'aurait pour lui guère de sens. Contrairement au salarié, il n'est plus subordonné au résultat de ce qu'il fait. L'appeler « producteur » est restrictif. Aucune activité productive n'est plus uniquement productive. Toute production est particulière. Ce qui bien sûr ne veut pas dire que chaque communauté doit être auto-suffisante, fabriquer ses propres meubles et ne manger d'autres salades que celles de son potager. Mais cela signifie qu'un tel processus, bien qu'il ne puisse *s'accomplir* localement, doit *commencer* localement, sans attendre l'impulsion d'une coordination ou d'une planification régionale, voire mondiale<sup>4</sup>.

### Comment satisfaire les besoins élémentaires ?

Il est fréquent d'entendre expliquer l'échec des révolutions passées par leur incapacité à répondre aux nécessités matérielles les plus immédiates. Dans une lettre à Engels du 19 août 1852, Marx lui-même écrit : « Le comble du malheur, c'est lorsque les révolutionnaires doivent se soucier du pain des ouvriers. »

4 B. Astarian, « Feuilleton sur la valeur », chap. 4, § 3.2.1 et 3.2.2, 2012, disponible en ligne. À paraître en 2017 aux éditions Entremonde.

Un siècle plus tard, pour Orwell, le problème n'est pas de «répartir la richesse telle qu'elle existe mais d'augmenter la production», sinon «l'égalité ne saurait être que le partage de la misère»: le socialisme exige «un haut niveau de civilisation mécanique» et commencera par une transition «laborieuse, pénible, et longue<sup>5</sup>».

Il en découle que la première tâche d'une révolution serait d'organiser la production massive et équitable de biens utiles. Par ailleurs, l'argent passant pour la source de tous les maux, on en supprimait ainsi automatiquement la nécessité: grâce à l'abondance, il n'y a plus à vendre et acheter, il suffit de distribuer.

Celui qui conteste que la vie humaine consiste d'abord à satisfaire des besoins et que, logiquement, une révolution ait pour priorité de créer une société où les besoins essentiels soient satisfaits, celui-là est sûr de choquer dans un monde où près d'un milliard de personnes souffrent de malnutrition.

Pourtant...

Comme nous l'avons esquissé au paragraphe «Le communisme comme activité», la difficulté est de comprendre comment la nécessité de se nourrir, par exemple en faisant pousser des carottes, sera satisfaite par le développement de liens sociaux qui, entre autres résultats, aboutiront à produire des légumes.

Lorsque les ouvriers communistes se réunissent, c'est d'abord la doctrine, la propagande, etc., qui est leur but. Mais en même temps ils s'approprient par là un besoin nouveau, le besoin de la société, et ce qui semble être le moyen est devenu le but<sup>6</sup>.

Ce rapport entre moyen et but vaut plus encore en période insurrectionnelle.

Le communisme traitera évidemment des besoins vitaux souvent ignorés par le capitalisme (méfions-nous quand même des calculs de calories indispensables à une journée de dur labeur). Mais ce ne sera ni la cause de sa venue, ni sa force motrice. La nécessité à laquelle répond l'insurrection n'est pas naturelle (se nourrir) mais sociale: «un

5 G. Orwell, articles dans *The Observer*, 9 mai 1948, et *Tribune*, 15 mars 1946.

6 K. Marx, *Manuscrits de 1844* in : *Œuvres*, II, *op. cit.*, p. 78.

besoin nouveau, le besoin de la société». Dans les premiers temps, les prolétaires s'entraideront en parant au plus pressé. Le sans-abri occupera un logement vide ou un lieu à usage purement capitaliste : banque, agence immobilière, siège d'entreprise, hôtel des impôts... Inévitablement, des pénuries apparaîtront çà et là, que la contre-révolution se fera un devoir d'exploiter. Tout dépendra de la capacité des insurgés à retourner à leur avantage la rupture des circuits d'approvisionnement, en profitant de la pénurie pour inventer de nouvelles façons de produire et de faire circuler.

Comme il ne manque pas de sceptiques pour mettre en doute la capacité du communisme à satisfaire les besoins humains, souvent les communistes répliquent en faisant valoir l'artificialité des appétits actuels.

Déjà Marx écrivait : « L'extension des produits et des besoins fait même que le sujet devient l'esclave inventif et toujours calculateur d'appétits inhumains, raffinés, imaginaires et contre nature. »

Et Lafargue :

« [...] le grand problème de la production capitaliste n'est plus de trouver des producteurs et de découpler leurs forces, mais de découvrir des consommateurs, d'exciter leurs appétits et de leur créer des besoins factices », dont nous pourrions et voudrions nous passer lorsque nous vivrions autrement<sup>7</sup>.

Cette réponse a ses mérites, mais aussi le défaut de s'aventurer sur le terrain de la différence entre nature et artifice : or, l'être humain est à la fois naturel et artificiel, et il est bien difficile de tracer la limite entre besoin et désir, entre authenticité et manipulation.

Car non seulement les besoins sont historiquement déterminés, mais leur *concept* aussi.

Le prolétaire est celui qu'on a séparé de tout et qui entre en contact avec ce tout par le moyen de *besoins* [...] *L'homme économique* est relié au monde par des besoins qu'il satisfait en produisant des objets et en les achetant. La révolution, qui remet en cause la marchandise, récuse aussi l'être défini par

7 *Ibid.* ; P. Lafargue, *Le Droit à la paresse*, 1880-1883, p. 91.

des besoins. Le besoin implique la séparation : l'homme a besoin d'objets produits en dehors de lui, et sa frénésie de consommation toujours insatisfaite provient de cette séparation, car c'est la recherche dans l'objet de ce qui n'y est plus : l'activité qui l'a produit [...] Imposée par 150 ans de capitalisme moderne, la notion de besoin est le résultat de l'absorption par le capital de l'activité humaine séparée en deux actes successifs : produire et consommer<sup>8</sup>.

L'économie a justement pour tâche de réunir ces deux réalités séparées, dont la communisation change la relation.

Des exemples concrets permettent d'éviter de donner à la formule « le premier besoin de l'homme, c'est l'homme » un sens idéaliste. En 1999-2001, certains *piqueteros* argentins ont entrepris des productions dont le produit n'était pas l'unique objectif. Une boulangerie communautaire *piquetero* faisait des pains, et l'acte productif était aussi un élément de changement des rapports inter-personnels : absence de hiérarchie, pratique du consensus, auto-formation collective... Pour chaque participant, « l'autre en tant que tel lui [était] devenu un besoin<sup>9</sup> ».

Au nom du réalisme, certains font valoir que la critique de l'abondance est un luxe de riche, et que produire davantage s'impose pour sortir de la misère les habitants des taudis, bidonvilles et favelas. Ce réalisme rate le sujet. Le dénuement ne sera pas supprimé en comblant le fossé entre le « bas » niveau technique des régions pauvres et le « haut » niveau des autres, comme si une aide communiste au développement (durable) venait élever les zones arriérées à un degré supérieur de civilisation, moins bien sûr les excès de la surcroissance (des ateliers d'entretien des vélos à la place des usines automobiles). On ne fait ni la révolution à la place des autres, ni pour les autres. Si le communisme ressemblait à un organisme planétaire de secours

8 *La Banquise*, n° 2, 1983, disponible en ligne, p. 8-9.

9 K. Marx, *Manuscrits de 1844*, *op. cit.*, p. 78. Et B. Astarian, « La Communisation comme sortie de crise » in : *Hic Salta — Communisation*, 2009, disponible en ligne ; « Le Communisme. Tentative de définition » in : *Hic Salta — Communisation*, 1998, disponible en ligne.

d'urgence, les affamés deviendraient dépendants de ceux qui leur apprennent l'agriculture, les mal-logés de ceux qui leur construisent des maisons, et les analphabètes des maîtres d'école. Les habitants des favelas deviendraient des assistés, comme lorsqu'on rase aujourd'hui des taudis pour reloger leurs habitants en HLM.

Si communisation implique solidarité, l'élan principal viendra des habitants de ces zones-là. La pauvreté n'est pas synonyme d'impuissance et de lutte de tous contre tous : ces populations ont prouvé une capacité à s'organiser et à lutter. La vie dans les lieux les plus déshérités se résume rarement à chercher sa nourriture dans les poubelles : elle invente aussi des façons de construire des logements et de produire de quoi manger. Même sous leurs formes bornées et dévoyées par leur environnement capitaliste, ces amorces d'entraide révèlent des ressources d'imagination pratique. L'extrême dénuement n'empêche pas la communisation, il entraînera des modes de communisation différents.

S'il est plus facile à un Indien pauvre d'avoir accès à un téléphone portable qu'à l'eau potable, n'est-ce pas que *pénurie* et *abondance* sont les deux faces de la même pièce ? Elles se réfèrent à des normes de besoins fixées extérieurement à l'activité qui satisfait ses besoins, et c'est ce qu'il faut remettre en cause, de même ce qui est aujourd'hui vécu par force comme « nécessaire » et « superflu », sérieux et futile. La question des « besoins » à satisfaire rejoint celle de la croissance/décroissance et de l'écologie : la révolution communiste est la seule solution à la crise écologique.

Il n'est pas sûr que communiser s'avère plus facile en des lieux où règne ce qui aujourd'hui passe pour le confort minimal attendu par le civilisé. La production de nourriture s'est éloignée des villes modernes, parfois à des milliers de kilomètres, et des conurbations comme Londres ou Paris ont déplacé leurs marchés de gros à la périphérie. Les produits sont acheminés aux supermarchés et aux détaillants après un long trajet, aujourd'hui « économique » mais coûteux en énergie. Quelles que soient les solutions trouvées, elles découleront du déroulement de l'insurrection. Si par exemple de nombreux citadins quittent la mégapole, ce ne sera pas seulement parce

que les potagers urbains seront insuffisants pour nourrir des millions de personnes : partir à la campagne fera partie d'un nouveau mode de socialisation. Les besoins vitaux ne seront le motif essentiel de la communisation ni à Sao Paulo ni à New York, en tout cas pas le seul.

### Un monde sans argent ?

Le lecteur s'étonnera peut-être de voir traiter si tard dans ce chapitre un thème aussi central.

L'argent est probablement la chose au monde à la fois la plus vénérée et la plus détestée, qui fascine l'homme de la rue autant que l'artiste. Dans ses manuscrits de 1844, commentant des citations de Goethe et de Shakespeare, Marx décrit l'argent comme «le lien de tous les liens», à même de «dénouer et nouer tous les liens» et «de ce fait le moyen universel de séparation».

Les exploités y voient à juste titre l'attribut du dominant qui tire sa puissance de posséder l'argent permettant d'acheter le travail du pauvre et d'accumuler des biens aux dépens des travailleurs. Argent et travail, les deux sont liés : la figure du riche se confond avec celle de l'oisif. «Mort à la misère et à l'oisiveté», disait Bebel en 1871<sup>10</sup>.

Il était donc inévitable que fleurisse régulièrement l'utopie d'un monde sans argent mais où, sous une forme ou une autre, *le travail remplacerait l'argent*, comme dans le projet conseilliste de régulation par le temps de travail étudié aux pages 48-51.

C'est pour éviter ce type de confusion qu'il nous était impossible de faire de l'argent et de son abolition notre point de départ : c'est seulement après avoir envisagé la transformation du travail en activité que l'on peut comprendre comment la communisation crée une société qui n'a plus besoin d'argent.

Communiser n'est pas rendre gratuit, et accessible à tous, ce qui existe aujourd'hui, des soins dentaires et du billet d'avion à la fourniture d'électricité en passant par les croissants de la boulangerie du coin. Sinon, nous garderions moyens de production et modes de

10 F. Mehring, *Histoire de la social-démocratie allemande de 1861 à 1891*, Pantin, Les Bons Caractères, 2013.

consommation délivrés de leur caractère marchand : remplir le caddie sans ouvrir un porte-monnaie, faire le plein d'essence sans sortir une carte Visa... La même vie en somme, moins la caissière, le banquier, le percepteur et le vigile.

Il est fréquent d'entendre expliquer l'existence de l'argent par la nécessité de disposer d'un moyen de répartition de biens hélas trop rares pour être distribués par une simple « prise au tas » : le champagne aurait un prix parce qu'on n'en produit qu'en Champagne. Par contre, dès lors que les biens courants sont produits en profusion, il n'y aurait plus besoin de les rationner, ni d'argent pour les répartir : quand des millions de vélos sortent des usines (automatisées), il y en a plus qu'assez pour tout le monde, alors à quoi bon payer pour en obtenir un ?

On parle même beaucoup aujourd'hui de biens réputés ne « rien » coûter, infiniment reproductibles, par exemple les fichiers de musique en ligne, dont des gens bien intentionnés réclament la complète gratuité, oubliant que l'accès n'en est « libre » que parce qu'existe en parallèle un gigantesque marché payant.

D'ailleurs, bien qu'il y ait des milliers de foulards chez Tati, je dois quand même payer 2 ou 3 € pour en emporter un.

C'est en amont qu'il faut chercher et, au lieu de s'en tenir à l'objet, remonter vers sa source, l'activité humaine. L'existence de l'argent présuppose celle du travail.

Plus qu'un instrument commode et détestable, l'argent matérialise la façon dont les activités se rapportent les unes aux autres, et les êtres humains les uns aux autres. Aujourd'hui, on ne cesse de mesurer les objets entre eux, on les compare et échange selon le temps de travail moyen qu'ils incorporent ou sont censés incorporer, ce qui conduit à évaluer aussi ainsi les actes et les personnes.

Le couple valeur d'usage/valeur d'échange est né d'une situation où chaque activité a cessé d'être vécue et reçue pour ce qu'elle avait et produisait de spécifique, du pain ou une assiette. À partir de ce moment-là, ce pain et cette assiette ont existé avant tout par et pour leur capacité à s'échanger l'un avec l'autre, et ont été traités à partir

de ce qu'ils avaient de commun : être tous deux des résultats différents mais comparables d'une même pratique, le travail, susceptible d'être réduit à une donnée universelle et quantifiable, l'effort humain moyen nécessaire pour produire ce pain et cette assiette. Travail cristallisé, l'argent donne seulement une forme matérielle à cette substance commune.

Jusqu'à notre époque incluse, les sociétés n'ont trouvé que ce moyen, le travail, pour organiser leur manière de vivre en commun, et l'argent sert à relier ce que sépare la division du travail. Dans le monde actuel, pour exister, denrées, activités et compétences doivent être comparées, ramenées à un élément, une substance qui leur soit commune et quantifiable. Construire une maison commence par établir un « budget logement ».

Ce n'est pas du tout la même chose que de s'assurer du nombre de briques nécessaires pour bâtir les murs de la maison envisagée : « communiser », ce sera aussi s'habituer à compter des réalités physiques sans tenir de *comptabilité* au sens actuel.

La communisation ne consistera donc pas à supprimer la valeur d'échange tout en gardant la valeur d'usage, car les deux vont de pair. Dès l'entrée dans la phase insurrectionnelle, on n'échangera plus des marchandises réduites chacune à une quantité de quelque chose comparable à une autre quantité. La circulation des êtres et des choses reposera sur le fait que chaque activité est spécifique et n'a plus à être rapportée à une autre pour exister.

Aujourd'hui, *hard discount*, promotions, logiciel libre et licence *copyleft*, surtout en période de crise, génèrent une surconsommation, parce que chacun a peur de manquer d'un élément vital. Stocker des boîtes de conserve me garantit de ne pas mourir de faim. Posséder un téléphone portable de 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> génération m'assure de rester en contact avec ma famille et d'être disponible à la minute où l'on m'offre un emploi. Les acheter et renouveler l'achat supposent de l'argent. L'argent préserve ma sécurité et celle des miens. Un revenu régulier est garant d'économies à la banque. La propriété est une frontière et une protection, une nécessité de la vie présente : sans possession d'un revenu, d'un appartement, d'une carte Vitale, d'une famille et d'un(e)

partenaire, on est hors société, et l'argent cimente le tout. Sans biens, on est sans liens, on n'est rien.

C'est en créant une situation où nul ne craint d'être exclu que la communisation fait dépérir le besoin d'argent.

### Les mots ou les voitures ?

Un jour que j'écrivais à une amie à la bibliothèque municipale, j'ai levé les yeux. Deux lycéennes faisaient leurs devoirs. Un vieil homme lisait un magazine. Une trentenaire, historienne professionnelle peut-être, prenait des notes sur une collection reliée de journaux anciens montée de la réserve. Lire, écrire, exactement le genre d'activité susceptible de plaire à des esprits éclairés : se familiariser avec l'imprimé (la bibliothèque ne s'appelait pas encore *cyberbase*), apprendre, s'enrichir... Le contraire du monde dominé par l'argent et la guerre. *Books not bombs!*

Puis un doute est venu.

Faire ses devoirs contribue à la fonction de l'école, et il n'est pas exclu que l'une de ces adolescentes devienne soldate ou banquière. La recherche entretient l'entreprise universitaire, et parfois l'entreprise tout court. Quant à tous les magazines disponibles sur le marché, combien y en a-t-il dont un esprit éclairé recommanderait la lecture ? J'ai donc écrit à cette amie : « Il y a trop de mots dans le monde. » Elle m'a répondu : « Je dirais qu'il y a trop de voitures. » Elle avait raison, bien sûr, sauf qu'aujourd'hui les mots sont de plus en plus conçus, fabriqués, vendus, achetés et consommés comme les voitures. Les mots de l'école, des médias, de l'université. Certes, censurer et brûler des livres a toujours été une arme des oppresseurs<sup>11</sup>. Mais de nos jours, dans les démocraties en tout cas, la surabondance de mots et d'images fait autant obstacle à notre compréhension que le déficit d'information écrite, parlée ou visuelle. On estime à au moins 90 % la proportion de spams dans les courriels<sup>12</sup>.

11 Cf. L. Polastron, *Livres en feu. Histoire de la destruction sans fin des bibliothèques*, Paris, Denoël, 2004.

12 Cf. F. Brunton, *Spam. À Shadow History of the Internet*, Cambridge (USA), MIT Press, 2013.

La bibliothèque du Congrès étasunien contient 130 millions de documents, dont 37 millions de livres, chaque jour qui passe ajoute 12 000 documents nouveaux à ses collections, et la *World Digital Library* a pour mission de préserver toutes les cultures du monde. Le capitalisme accumule et fluidifie tout, l'argent, les gens, les choses et les mots. Y compris le passé : jamais on n'a autant voulu « sauver la mémoire ». Obsolescence programmée et *patrimonialisation* vont de pair : le capitalisme accapare le passé pour faire son futur<sup>13</sup>.

La question de ce qu'une révolution devrait produire, transformer, conserver et jeter a été rarement posée : William Morris reste à cet égard une exception<sup>14</sup>. Depuis son époque, en tout cas, il est certain que les communistes hériteront de beaucoup plus de *junk* qu'ils n'en auront besoin, et risquent d'être souvent démunis en matière de critères pour trier entre *junk* et ce qui ne l'est pas<sup>15</sup>.

Quand en 1887 William Morris affirmait que dans *La Société de l'avenir* « [...] la disparition des esclaves entraînera celle des objets dont seuls les esclaves ont besoin<sup>16</sup> », il pensait aux produits de mauvaise qualité, mais l'idée vaut pour une foule d'objets devenus par force « de première nécessité », comme les inévitables outils de communication contemporains, prothèses dont la fonction première est de « gagner » un temps toujours trop court et généralement perdu.

Les insurgés ne s'informeront pas mutuellement sur le modèle du *Nous sommes les médias*. Le défaut des médias n'est pas de mentir (ils disent souvent la ou une vérité), ni d'être sous la coupe du *big business* (quoique la plupart le soient). C'est d'être ce qu'ils sont : des médiations permettant de relier des individus ayant besoin de recevoir des liens. C'est la passivité où nous vivons, organisée par le salariat et la consommation qui va avec, qui nous oblige à trouver des intermédiaires pour entrer en rapport avec le monde, et nous pousse à satisfaire un besoin pressant de savoir tout et n'importe quoi. La

13 Cf. J. Camatte, « Beaubourg : le cancer du futur » in : *Invariance*, 1977, disponible en ligne.

14 Cf. W. Morris, « Useful Work vs. Useless Toil », 1884, disponible en ligne.

15 Cf. W. Kendrick, *The Thrill of Fear*, New York, Grove and Weidenfeld, 1991.

16 W. Morris, *La Société de l'avenir* dans *L'Âge de l'ersatz, et autres textes contre la civilisation moderne*, Paris, éd. de l'Encyclopédie des Nuisances, 1996.

notion d'*information* est une catégorie historique, parallèle à l'ascension de la bourgeoisie, à la montée de l'individu et à la naissance d'une opinion publique : elle implique des faits supposés neutres (*data*) détachés de leur interprétation. La création d'un espace public de discussion basé sur une information vérifiable était indispensable à la formation de la démocratie parlementaire.

Ce que deviendront journaux, radios, télévisions et Internet, personne n'en sait rien, mais on peut être sûr que l'obsession actuelle du stockage d'informations (invariablement accompagné de leur obsolescence) est liée à la domination de la valeur et du *temps* sur nos vies. Parions que l'extension des échanges immédiats et directs par la *création de situations concrètes*, pour parler comme l'Internationale situationniste, assèchera la soif de « communiquer » en permanence et d'être instantanément informé sur tout.

### **Trop tard pour sauver la planète ?**

Pourquoi un système social se préoccuperait-il plus des abeilles ou de la calotte des glaces que du bien-être des populations ? Le capitalisme s'est lancé dans une exploitation de plus en plus intensive de la nature, il a épuisé en quelques siècles des ressources fossiles vieilles de millions d'années, il assèche la nappe phréatique, appauvrit le sol puis le restaure à l'aide d'engrais qui l'usent davantage avant de l'enrichir à force de nouveaux produits chimiques. Il n'agit pas autrement avec le travail qu'il exténue et renouvelle. Le système pallie les déséquilibres qu'il crée par des moyens détournés, eux-mêmes causes de nouveaux dérèglements qu'il corrige par des avancées technologiques agrémentées d'idéologie. Le capitalisme continue à prêcher l'évangile du progrès mais nous le promet *durable*.

Il n'est pas impossible que les communistes zurichois décident de se priver de fraises à Noël ou d'avoir un peu froid en hiver afin de freiner le réchauffement climatique. Mais, globalement, ce sera la logique de l'insurrection qui rompra avec l'hyperproduction et la surconsommation : pourquoi les insurgés auraient-ils besoin de cimenteries et d'aciéries géantes, dont le fonctionnement et la gestion seraient incompatibles avec ce qu'ils sont ? Le passage du travail à

l'activité élimine la persistance du productivisme et du consumérisme. Ce n'est pas une tendance humaine à la démesure qui pousse au «développement (maximal) des forces productives», c'est la concurrence entre entreprises.

L'*agrobusiness*, par exemple, dépend directement de comment nous déplaçons aujourd'hui les choses, les animaux et les gens, et notre alimentation dépend de comment nous vivons. L'extension du mode de vie capitaliste sur la planète amplifie chaque année l'élevage en batterie. Les communistes n'y remédieront pas en décidant de remplacer la viande rouge par des steaks de soja dans le seul but de préserver la nature et l'avenir. Il ne s'agit pas de renoncer au plaisir. La morale, c'est à la rigueur efficace au plan individuel, jamais pour une société. Le changement découlera autant d'interactions spontanées que de décisions globales. Comme il est peu vraisemblable que les journaliers continuent à trimer sur les champs de Californie et d'Andalousie, l'envie de manger des fraises chaque jour de l'année à Zurich s'éteindra bientôt. De même, quand les ouvriers surexploités des abattoirs et du traitement de la viande quitteront l'usine, l'impact sur nos habitudes alimentaires sera plus fort que des décennies de mobilisation végétalienne.

Le changement des circonstances sera concomitant avec celui des goûts et des mentalités. Nous n'ambitionnons pas de créer un homme nouveau, raisonnable dans ses mœurs comme dans ses désirs, respectueux jour après jour de règles diététiques. Dans *Le Monument*<sup>17</sup>, Claude Duneton rapporte à quel point la châtaigne constituait un aliment de base des paysans de la Corrèze il y a moins d'un siècle : un tel régime semble peu attirant comparé à la variété dont nous avons pris l'habitude. Mais rien n'empêchera de (re) trouver du plaisir à une gamme de nourritures plus restreinte que l'abondance vendue actuellement au supermarché.

La civilisation industrielle n'est pas venue quand des savants ou des techniciens ont dit : « Produisons à foison, tant pis s'il faut toujours davantage d'énergie, utilisons le charbon et le pétrole, puis, si cela ne

17 Cf. C. Duneton, *Le Monument*, Paris, éd. J. Duvernet, 2004.

suffit pas, le nucléaire, et si l'atome ne convient pas, nous trouverons autre chose ! » Le capitalisme est un rapport social où entre bien plus que l'hubris du « développement des forces productives » : l'accumulation primitive fut l'œuvre conjointe de l'argent investi en capital, de l'État et de l'interaction des classes. Deux ou trois siècles plus tard, le rapport social est *plus* qu'une fuite en avant technologique énergivore. Et c'est un *autre* rapport social qui utilisera différemment l'énergie. Quand un peu partout hommes et femmes se seront approprié leurs moyens d'existence, « naturellement » ils emploieront l'énergie en grande (en majeure) partie produite là où ils vivent, et non des instruments techniques produits hors d'eux et de leur maîtrise.

La crise écologique incite à multiplier les projets, comme celui de recycler les usines automobiles inutilisées pour fabriquer des éoliennes<sup>18</sup>. Dans les circonstances présentes, c'est encore un raisonnement d'ingénieur et d'expert. De bons esprits parlent de *Sortir de l'économie* mais n'envisagent que d'adapter l'économie aux ressources.

La théorie communiste n'est pas là pour prouver la faisabilité du communisme en démontrant que « ça peut marcher ». Les communistes n'auront pas de plan pour sauver le monde. Il est permis d'être méfiant devant des programmes où ne manque ni un chiffre ni un graphique et qui nous présentent la bonne méthode pour arrêter la hausse de la température du globe avant 2047. Tout ce que nous savons, c'est qu'existe un lien entre le démantèlement du Léviathan industriel, et la suppression du monde basé sur le salariat et l'accumulation de valeur.

### Changer la vie ?

Vous ne pouvez pas faire la Révolution. Vous pouvez seulement être la Révolution<sup>19</sup>.

Le défaut des philosophes, a écrit Witold Gombrowicz, c'est qu'ils ne s'intéressent guère aux téléphones et aux pantalons. Réflexion d'autant plus pertinente que le pantalon n'est pas un sujet négligeable :

18 Cf. G. Dyer, *Climate Wars*, Oxford, One World Pub, 2011.

19 U. Le Guin, *op. cit.*

depuis deux siècles, en Occident et souvent ailleurs, les hommes, et les femmes de plus en plus, portent ce qui est un vêtement de *travail*, et le jeans l'est davantage encore.

La remarque du romancier polonais ne s'applique pas à Nietzsche, pour qui « toutes ces petites choses : nourriture, lieu, climat, récréation, sont infiniment plus importantes que tout ce que l'on a pris jusqu'ici au sérieux. Et c'est à leur sujet surtout qu'il faut se mettre à réapprendre<sup>20</sup>. »

C'est bien la vie quotidienne qu'il s'agira de changer, de la cuisine à la manière de manger, en passant par la façon de se déplacer, de se loger, d'apprendre, de voyager, de lire, de ne rien faire, d'aimer, de ne pas aimer, d'avoir des enfants, de débattre et de décider de notre avenir, etc., à condition de redonner son sens plein au terme « vie quotidienne ».

Un des thèmes les plus forts et un acquis des années 1960 et 1970, c'était le rejet d'une révolution qui remettrait toujours sa réalisation à un avenir indéfini. Mais l'épuisement de la vague contestataire a dépouillé cette exigence d'*ici et maintenant* de toute velléité subversive, pour la réduire à des aménagements de notre quotidien, favorisés par l'omniprésence des logiques marchandes et salariales, qui permet d'inoffensifs espaces de liberté. N'importe qui se voit autorisé à présenter l'autogestion de tout ou partie de son entreprise, de son quartier, de son école, de sa sexualité, de son corps, de ses voyages, de son alimentation, et de son appartement grâce au *feng shui*, comme contribuant à un « mouvement réel » de transformation sociale, et même de le prétendre plus « réel » que la révolution d'antan. Au traditionnel réformisme du et dans le travail s'est ajouté un réformisme du quotidien, individualiste et collectif tout à la fois, et démocratique, d'une démocratie participative et/ou délibérative, horizontale, de quartier, de village, de réseau, d'association et d'internautes, où les participants imaginent annuler la séparation entre représentés et représentants. « Vie quotidienne » n'est plus l'ensemble de la vie, mais seulement l'espace-temps hors travail, et

20 F. Nietzsche, *op. cit.*, chap.x.

l'on se résigne à ne modifier que nos menus faits et gestes, nos affects, le couple, « la parentalité », le contenu du frigo, les loisirs, les relations de voisinage...

La communisation, au contraire, traitera les « petites choses » de Nietzsche pour ce qu'elles sont : une manifestation des « grandes ». Cela peut passer par la suppression de murs d'appartements étriqués parce qu'adaptés aux normes de la famille nucléaire, par la plantation de légumes dans une rue ou sur un toit, mais implique aussi de ne plus considérer l'arbre au coin de la rue comme un décor entretenu pour moi par des employés municipaux.

Que faire des restaurants<sup>21</sup> ? Une réponse courte serait de dire qu'il y aura des cantines un peu partout, gratuites bien sûr, de grandes et petites « bouffes » tous les jours, et l'hébergement chez l'habitant pour ceux qui voyagent, car bien sûr on voyagera beaucoup. Une meilleure question est de demander : que veut dire se déplacer ? Où habite-t-on et d'où est-on ? Aujourd'hui la plupart des voyages ont pour motif la famille, le travail, le tourisme... Si l'activité productive communiste est productive sans être seulement productive, le voyageur « produit » lui aussi, se transforme lui-même et la société avec, faisant circuler des idées, des habitudes et des goûts. Manger hors de « chez soi » sur le trajet prend alors un autre sens que la simple gratuité.

Le rapport capital/travail structurant et reproduisant la société, l'abolition du salariat est la condition de tout, mais il n'y aura pas à attendre la fin complète de l'entreprise, de l'argent et du profit pour commencer à agir. Communiser, par exemple, c'est transformer notre rapport avec la technique. Sans revenir forcément à la médecine antique, on s'éloignera de l'hyper-médicalisation et des pratiques qui soignent plus la maladie que le malade. La persistance de la hiérarchie hospitalière serait un signe évident d'une absence de révolution. Une société où, comme aujourd'hui, proliféreraient les psychologues, prouverait notre incapacité à traiter les tensions individuelles et conflits inter-personnels par le jeu des relations sociales, puisque nous continuerions à avoir besoin de professionnels de la *psyché*. De même,

21 Cf. *À bas les restaurants*, prole. info, 2012 (2005).

la perpétuation du métier d'*organisateur communautaire* révélerait des collectifs incapables de se gérer eux-mêmes, et obligés de faire appel au savoir-faire d'une « personne-ressource » chargée d'analyser les besoins du « groupe-cible ». Quant au *professeur de durabilité*, on peut supposer que sa spécialité s'effacera quand l'obsolescence cessera d'être un impératif.

Le trait caractéristique de l'école n'est pas qu'elle inculque des habitudes et des idées conservatrices. (En fait, l'école moderne progressiste prétend apprendre à ne plus être sexiste, raciste, xénophobe, homophobe... et même à mieux s'alimenter.) Elle perpétue certes l'idéologie bourgeoise – ou plutôt capitaliste – mais sa fonction première est de former la jeunesse à son futur rôle dans une société de classes dominée par le travail. La coupure entre apprendre et faire, l'obligation de rester assis dans une salle pendant quinze ans, et l'orientation contemporaine de l'enseignement vers la préparation au monde de l'entreprise, tout cela dépend d'une division structurelle au capitalisme, entre travail (salarié et productif de valeur) et non-travail (activités domestiques, éducation, formation, loisirs, etc.). *Seul le dépassement du travail en tant que sphère séparée* transformera l'ensemble des apprentissages. Alors les rôles de professeur et d'élève cesseront d'être figés, pourront se déplacer, voire permuter.

Aujourd'hui, un capital omniprésent pousse à une consommation dont il dénonce les excès (on a même inventé une « journée sans achat »), et contraint au travail tout en tolérant des marges hors travail. À ceux qui ont peu d'argent, il est conseillé de faire de nécessité vertu en achetant peu. Vivre sans salaire régulier est possible (c'est-à-dire obligatoire) pour des dizaines de millions d'Européens, et pour un ou deux milliards d'êtres humains à qui tout emploi stable restera introuvable. Désormais chaque ville d'Europe et d'Amérique du Nord (et bientôt en Asie) a ses « assos », ses alternatifs, ses écolos radicaux, sa coop bio, sa marge tolérée tant qu'elle ne dérange personne, ses squats...

Toute période révolutionnaire libère la gamme des idéologies et des regroupements, des contestataires les plus virulents aux réactionnaires déclarés, au milieu de troubles et d'évolutions en tous sens.

Le capitalisme acceptera une certaine dose de pratiques alternatives, quitte à les vider de sens, à leur couper les vivres, ou à les supprimer brutalement s'il en retrouve la force. Des activités apparemment identiques recouvriront des sens différents, et beaucoup ne recevront leur sens définitif qu'au terme du processus. Jusque-là, nombre de transformations resteront sur le fil, susceptibles d'aller vers l'irréversible communiste, ou de rebasculer en arrière. Aucun critère ne sera absolu. Même l'absence de circulation d'argent pourrait ne s'avérer que provisoire, si l'échange marchand se réintroduit comme médiateur entre des activités.

Une communisation qui se limiterait au « local », qui entamerait mille projets pionniers en matière d'éducation, de logiciels conviviaux, de fabrication artisanale et de réseaux d'alimentation courts et proches, tout en continuant à dépendre de la centrale thermique voisine, cette communisation serait un « alternatifisme » à grande échelle. Beaucoup nous y invite d'ailleurs : *des solutions locales pour un désordre global*, répète-t-on<sup>22</sup>, sans même s'apercevoir de l'illogisme flagrant de la formule. Le capitalisme aussi repose sur des formes de coopération. Sa plasticité lui permet d'intégrer tout ce qui ne met pas en danger la centralité du salariat : du moment que ce noyau, pour lui vital, est assuré, il s'accommode de formes qui réduisent la hiérarchie et laissent une large part à l'autonomie, voire à l'égalitarisme, à condition bien sûr qu'elles restent minoritaires et à leur place, de préférence dans « le social ». Aujourd'hui, loin de menacer le capitalisme, l'économie solidaire et mutualiste en pallie certaines carences. Une période d'intenses luttes sociales verra se développer ce secteur, surtout par créations de petites unités, qui feront comme si elles allaient au-delà du capitalisme, alors qu'elles le démocratiseront par la délibération, la gestion collective et l'égalisation des salaires. Une des difficultés des communistes consistera à réabsorber cette économie sociale qui restera de l'économie, ce travail qui sera encore un travail, cette entreprise qui fonctionnera comme pôle de valeur.

22 Titre du documentaire de Coline Serreau, 2010.

Communiser, c'est expérimenter des façons de vivre, mais c'est plus et autre chose qu'étendre au maximum les marges d'autonomie que concède cette société, sinon nous nous limiterions à une multitude de pas de côté, une sécession généralisée, une addition de refus. L'unique garantie sera l'extension la plus large possible des rapports sociaux communistes, leur capacité à englober de plus en plus de domaines de la vie et à s'étendre sur des territoires de plus en plus vastes.

« Transformer le monde » a dit Marx ; « Changer la vie » a dit Rimbaud ; ces deux mots d'ordre pour nous n'en font qu'un<sup>23</sup>.

### **Cultivateur le matin, maçon l'après-midi et poète le soir ?**

[...] dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui est imposée et dont il ne peut sortir ; il est chasseur, pêcheur ou berger ou critique, et il doit le demeurer s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence ; tandis que dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société régleme la production générale, ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique<sup>24</sup>.

Moqué par les conservateurs pour son utopisme, ce passage est maintenant attaqué par des radicaux pour son acceptation d'activités jugées critiquables : la chasse et la domination de l'homme sur l'animal. Une autre objection porterait sur la place réservée à la philosophie et l'art, « après le repas », comme des pratiques subalternes, la production de nourriture occupant ici le plus clair de la journée. On

23 A. Breton, « Discours d'André Breton au congrès des écrivains pour la défense de la culture » in : *Bulletin international du surréalisme*, n° 3, 20 août 1935, p. 4 – 7. Sans oublier que peu échappe à la récupération : le programme du PS en 1972 s'intitulait « Changer la vie ».

24 K. Marx, *L'Idéologie allemande, op. cit.*, chap. I, A.

pourrait surtout s'interroger sur la façon dont « la société régleme la production générale ».

En 1845, Marx n'élaborait pas de projet pour l'avenir. Sa réflexion inclut des préjugés qui étaient souvent ceux de son temps. Il en va de même *pour nous*, qui serions naïfs de nous en croire délivrés. L'aspect le plus fort de ce texte demeure : les gens vivant dans un monde communiste ne seraient plus liés pour la vie à un métier ou une fonction, ce qui reste le lot de la plupart d'entre nous, à commencer par les femmes cantonnées dans un rôle de mère et de ménagère. Là où existe une mobilité, elle est généralement contrainte : le moins qualifié doit fréquemment changer d'emploi, et la « polyvalence » forcée est un moyen d'accroître la productivité.

Quand la société de classe prend la peine de se justifier, elle présente la division sociale du travail comme une division *technique* inévitable et bénéfique : personne ne sachant ni voulant tout faire, chacun se spécialise, et la richesse d'une société se mesurerait à la variété toujours renouvelée de ses professions, de l'organisateur communautaire à l'acheteur d'espaces publicitaires.

Contre cette justification de l'inégalité hiérarchique, on entend souvent souhaiter un monde où chacun ferait un peu de tout : une polyvalence authentique.

En réalité, la spécialisation est d'abord un effet de la nature du travail. Le travail est effectué par des masses sous la direction d'une petite élite parce qu'il doit être rentable, et qu'à cette fin il faut non seulement mettre en concurrence les travailleurs, mais leur enlever la maîtrise et la compréhension de ce qu'ils font. Dans une usine, une école ou un hôpital, l'échelle des tâches et des grades répond moins à des nécessités techniques qu'à l'impératif de subordonner le travail au capital.

Tant que le travail existera en tant que tel, en tant qu'espace-temps réservé à la production (et au gain d'argent), il s'accompagnera d'une hiérarchie des qualifications. Seule l'ouverture des pratiques productives au reste des activités provoquera un changement de fond. Entre autres, cela implique la fin du lieu de travail comme lieu

spécifique où doivent venir ceux qui y sont embauchés mais interdit aux autres.

En période insurrectionnelle, « communiser » une imprimerie ne se limitera pas à son occupation par des grévistes qui imprimeraient affiches et tracts en s'en réservant la fabrication et en ne laissant entrer les gens du quartier que de temps à autre pour une petite fête. Si tel était le cas, ils maintiendraient leur activité comme activité séparée, et l'entreprise comme unité de production séparée. Certes, pour le moment, ce travail resterait non payé, et cette unité productive non concurrentielle, mais tout serait là pour qu'ils le redeviennent. L'imprimerie serait encore un *lieu de travail*, et les machines un *outil de travail*.

La communisation, au contraire, sera l'ouverture de l'imprimerie sur le quartier, non à la façon d'une « journée portes ouvertes », mais en donnant l'accès aux machines et en échangeant des savoirs. Certains imprimeurs partiront, apprendront d'autres métiers, reviendront peut-être ultérieurement. D'autres ouvriers resteront, permuteront leurs tâches, enseigneront leurs compétences et en acquerront de nouvelles. L'écart entre « manuels » et « intellectuels » ne s'effacera pas en un mois, mais diminuera. Dans le même temps, les pièces et matières premières nécessaires à l'impression seront obtenues sans argent ni crédit et les produits imprimés diffusés sans être vendus, et ces liens non mercantiles tisseront des réseaux qui en s'étendant par chocs en retour entraîneront tôt ou tard un conflit avec l'État, forçant à poser la question de la politique et de la violence.

Dans ces conditions, qui est *imprimeur* ? La réalité que désigne désormais le mot est très différente de ce qu'elle était autrefois. Ceux des anciens membres du personnel qui sont encore là n'y sont plus seuls, et n'y sont pas tout le temps. La plupart des personnes actives dans les locaux sont également engagées dans diverses activités dont aucune ne les absorbe exclusivement. Celui ou celle qui auparavant n'était que plombier ou coiffeuse participe à l'occupation et y apprend l'usage de la presse à imprimer.

Celui qui n'était que photgraveur partage son temps entre l'horticulture et l'initiation de jeunes à des techniques qui six mois plus tôt l'accaparaient 8 heures par jour. Une des secrétaires de l'imprimerie se découvre un talent pour concevoir une arbalète fort utile dans le combat de rue. Une telle imagination sociale, aux capacités assez novatrices pour dépasser en permanence ses propres acquis, est évidemment peu concevable aujourd'hui, tant « la société » paraît une totalité séparée de nos actes possibles, aussi lourde qu'une montagne<sup>25</sup>.

Le travail n'est pas aboli à la façon d'une monarchie devenue république, mais fragmenté en une suite de moments et d'actes qui font éclater son espace – temps, et l'on a du mal à déterminer qui est « ouvrier de l'imprimerie », comme d'ailleurs qui est « du quartier ».

Dans notre société, chaque travailleur tend à être confiné à une fonction, et ses capacités doivent se mouler sur la machine spécialisée qu'il sert. On peut être très ignorant en biologie et pourtant embauché comme technicien de laboratoire travaillant sur ordinateur : la connaissance est *dans la machine*. C'est pourquoi les perturbations provoquées par la révolution pourront s'avérer bénéfiques, en obligeant à élargir la gamme des sujets d'intérêt et des capacités.

La révolution n'est pas une interentreprises. Quelque nom qu'ils adoptent, comités et collectifs n'y sont pas professionnels mais territoriaux. Sans l'éclatement du travail, et du lieu de travail, il serait impossible de fermer l'imprimerie s'il s'avère qu'elle emploie des produits toxiques, ou que la population estime avoir mieux à faire. Dans la plupart des révolutions passées, le lieu de travail est resté le cœur du mouvement, non remis en cause comme source de revenu et de sens. Lénine souhaitait que la cuisinière participe à la gestion de l'État, mais n'envisageait pas que la cuisine cesse d'être un métier exclusif et excluant. En concevant et en fabriquant les affiches parisiennes de Mai 68, des étudiants et des artistes plaçaient leur atelier et leur

25 G. Dauvé, K. Nestic, *Au-delà de la démocratie*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 135-137.

savoir-faire au service du mouvement, mais remettaient peu en cause l'institution des Beaux-Arts [...] C'est la question de la reproduction de la société qui se pose ici, y compris la transmission des connaissances, et le statut de l'enfant, ce colonisé des temps modernes<sup>26</sup>.

Dans les conditions actuelles, soulever de telles questions semble de l'ordre du rêve, mais « notre seul tort était de souhaiter trop peu », rappelle Fourier<sup>27</sup>.

### Et le genre ?

« Dans le comportement à l'égard de la femme, proie et servante de la volupté commune, s'exprime l'infinie dégradation de l'homme vis-à-vis de lui-même, car le secret de ce comportement trouve sa manifestation non équivoque, décisive, évidente, nue, dans le rapport de *l'homme à la femme* [...] », écrivait Marx en 1844<sup>28</sup>.

Si, comme il l'affirme ensuite, le rapport entre sexes « permet de juger de tout le degré du développement humain », il doit permettre aussi de juger du degré du développement des révolutions. Mesurées à ce critère, les insurrections passées ont piètre figure, car on aurait du mal à en trouver où la domination masculine n'ait pas prévalu.

Or, non seulement les femmes ont été actives dans des grèves et des révoltes, et parfois même les initiatrices, par exemple dans le textile, du XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre à l'Asie contemporaine, mais elles ont pris leur part à l'action violente ou armée quand elles l'ont jugée nécessaire. Donnons-en deux exemples fort différents.

Mika (1902-1992) et Hyppolite Etchebéhère, venus d'Argentine en Europe en 1931, ont rejoint le POUM, dont Hyppolite dirigeait une des milices après 1936. À sa mort, Mika a pris sa place comme capitaine de l'unité qui a participé à une série de combats sur le front.

De la fin des années 1970 au milieu des années 1990, le groupe allemand des *Rote Zora*, composé uniquement de femmes, a mené une suite d'attentats symboliques contre des cibles allant de la Cour

26 *Ibid.*

27 *Traité de l'association domestique agricole*, 1822, disponible en ligne.

28 K. Marx, *Manuscrits de 1844*, *op. cit.*, p. 78.

fédérale constitutionnelle à des grandes entreprises, en passant par des *sex shops*, sans tuer personne ni se faire tuer, et la seule membre du groupe jamais arrêtée fut condamnée à une peine avec sursis<sup>29</sup>.

Pourtant, l'implication des femmes dans l'action radicale ne suffit pas à renverser la domination masculine. La milice du POUM aurait-elle accepté d'être dirigée par Mika si celle-ci n'avait pas été la veuve du chef ?

Nous ne pouvons pas penser l'émancipation de la femme comme une simple *conséquence* de l'émancipation humaine en général : elle en est une condition indispensable.

La façon dont la communisation assurera aussi bien sa propre reproduction que celle de ses participants décidera de son avenir. De cette reproduction, le rapport homme/femme fait partie, c'est évident, mais ici la difficulté est de comprendre que la division sociale du travail *ne suffit pas* à expliquer la division *sexuelle* de la société.

La nouveauté qu'apporte le capitalisme aux rôles d'homme et de femme n'est pas la mise au travail des femmes. Dans le monde précapitaliste, en plus des tâches domestiques, elles travaillaient au potager, au champ et dans la boutique, mais sous direction d'un mari : la famille coïncidait avec la plus petite unité économique. Le patriarcat était le pouvoir des chefs (mâles) de famille. Le changement est venu quand le salariat a fait travailler les femmes hors du foyer.

En conséquence, le capitalisme entretient la division et l'oppression sexuelles, mais à sa façon, et le patriarcat ne lui est pas indispensable. La continuation de la domination masculine n'est ni un vestige du passé (quoique la tradition pèse son poids), ni un simple effet de la politique constante des classes dirigeantes cherchant à « diviser pour régner » (quoique cela aussi joue son rôle).

Le capitalisme transforme l'inégalité entre sexes sans la supprimer. Sa tendance à tout égaliser, à traiter toute chose et tout être non selon sa « nature » mais selon sa valeur marchande et sa capacité productive de profit, ne signifie pas qu'il instaure partout l'égalité.

29 Cf. M. Etchebéhère, *Ma guerre d'Espagne à moi*, Paris, Libertalia, 2014 ; *En catimini. Histoire et communiqués des Rote Zora*, 2009.

Sur le marché du travail, dans l'entreprise et en politique, un être humain n'en vaut pas un autre, et une femme ne vaut pas un homme. Le statut inférieur de la femme permet souvent de moins la payer et de lui réserver les pires conditions de travail. La salarisation féminine massive donne le moyen de revendiquer l'égalité, mais n'élimine pas la domination masculine.

Le statut inégal spécifique des femmes est lié à la reproduction sociale et à la famille : il n'est pas organisé par la famille, mais c'est là qu'il s'exerce.

Comment les communistes envisageaient-ils la famille au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ?

La bourgeoisie a déchiré le voile de sentimentalité qui recouvrait les relations de famille et les a réduites à n'être que de simples rapports d'argent [...] la grande industrie détruit tout lien de famille pour le prolétaire et transforme les enfants en simples articles de commerce, en simples instruments de travail [...] Pour le bourgeois, sa femme n'est autre chose qu'un instrument de production [...] Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel de simple instrument de production<sup>30</sup>.

Marx avait raison de renvoyer le problème à la production et à la reproduction. Ce qu'il écrivait en 1848 perdure plus de 150 ans après, étendu à tout le monde : homme, femme, enfant, tous nous sommes de potentiels « instruments de production » présents et futurs.

Mais Marx se trompait en décrivant la famille bientôt réduite à *de simples rapports d'argent*. Elle était et demeure bien davantage. De façon très différente de 1848, la famille persévère, chez les bourgeois comme chez les prolétaires, y compris dans les pays capitalistes « modernes », et plus encore en temps de crise, car elle fournit aux démunis et « sans réserves » une protection qu'ils trouveraient difficilement ailleurs. Ce refuge non-marchandisé, ou marchandisé autrement que le reste de la société, est d'autant plus précieux qu'il est érodé par les rapports marchands et menacé dans son rôle de dernier recours

30 K. Marx, *Le Manifeste communiste*, op. cit., ch. I et II.

contre « les eaux glacés du calcul égoïste ». Paradoxalement, plus la crise s'approfondit, plus l'on attend des liens familiaux, plus la famille subit de contradictions, et plus indispensable elle devient.

Malgré PMA et GPA, nous ne vivons pas dans *un meilleur des mondes* à la Huxley où l'espèce se reproduirait en laboratoire : les enfants sont encore faits et élevés au sein de familles.

Mais pourquoi la famille n'a-t-elle pas évolué vers une relation d'égalité entre les sexes, au lieu de rester le creuset de la formation des rôles sexués et de la subordination féminine ? La principale raison en est la propriété privée, dont le rôle central va bien au-delà du fait évident que nous ne pouvons conduire une voiture qui n'est pas nôtre ou dont le légitime propriétaire ne nous a pas permis l'usage. C'est pourtant ce que l'idéologie bourgeoise voudrait nous faire croire, que tous nous possédons un petit quelque chose, et qu'« il n'y a rien de plus anti-social et méprisable qu'un voleur ». L'adjectif *bourgeois* n'est pas de la langue de bois : le mot convient ici parfaitement. Les bourgeois sont les propriétaires de l'essentiel (des moyens de production, c'est-à-dire des moyens de vivre dont l'immense majorité est séparée), et il y a un abîme entre celui qui possède 3 % des actions de Toyota et celui qui possède simplement l'appartement où il habite. Un meilleur mot pour cet abîme est *classe*. Nous ne vivons pas dans un univers atomisé d'individus nés de nulle part : la famille est le gardien et le transmetteur de la propriété privée. Certes, les membres de la plupart des familles décèdent sans léguer quoi que ce soit de valeur. Cela n'annule pas le rôle-clé de la cellule familiale dans le système de la propriété, rôle rendu plus complexe mais non caduc par le nombre croissant de divorces, de familles recomposées, de PACS et d'unions homosexuelles. Le droit légal à partager des biens et à hériter d'un patrimoine est l'un des raisons d'être du contrat d'union civile et du mariage homosexuel.

Alors, si la communisation fait disparaître la propriété privée, quelle place restera-t-il à la famille telle qu'elle existe depuis des millénaires, porteuse d'un patrimoine (terme révélateur, comme *patrie* : ce qui appartient à une communauté de *pères*) ?

Agir et combattre côte à côte, on l'a vu, n'éliminent pas la hiérarchie des sexes. La division sexuée du travail se remet en place : les femmes se voient chargées de tâches «féminines» (cuisine, soin des enfants, infirmerie...). Même une mixité à proportion de 50/50 sur la barricade n'empêcherait pas les rôles et identités sexués de se réinstaller quelques heures plus tard.

Tout dépend de ce que *font* insurgées et insurgés.

C'est la persistance de la dualité des sphères «publique» et «privée» qui ramène la femme à un rôle «féminin», c'est-à-dire un rôle *familial*. Et une famille est autre chose qu'un couple : elle assigne une fonction spécifique à la femme parce que la famille tourne autour de son patrimoine (d'autant plus précieux qu'il est maigre), donc de sa propre reproduction, donc des enfants et de la maternité, et la femme y est aussi, sinon avant tout, une mère, spécialisée par force dans ce qui est «son» domaine. Une insurrection qui s'en prendrait à la propriété privée, au travail en tant que travail, ne manquera pas d'interrompre puis de bouleverser la juxtaposition des deux sphères. Défaire la dualité privé/public est une condition nécessaire afin que la femme, avec un talent pour manier les armes, reste dans la rue au lieu de rentrer s'occuper des enfants, et que l'homme qui aime cuisiner suive son penchant, en attendant que les rôles fluctuent et se mêlent. Jusqu'ici, dans presque toutes les tentatives révolutionnaires, les participantes agissaient en femmes de prolétaires : dans l'insurrection communiste, les femmes agiront en qualité de prolétaires femmes. On se débarrassera en même temps du travail et de la famille – ou pas du tout<sup>31</sup>.

Par contre, tant qu'un mouvement demeure dans les limites de la négociation capital/travail ou de la revendication démocratique, y compris par des moyens violents, les femmes n'en feront pas beaucoup plus que les hommes, et finiront à ce qui est «leur» place : la maison, sous une forme ou une autre. La question n'est pas d'avoir des milliers de Mika, mais de créer une situation différente de celle de l'Espagne en 1936. C'est parce qu'hommes et femmes n'ont pas amorcé de

31 Cf. Incendo, *Capitalisme, genres et communisme*, 2012.

communisation que la subordination des femmes est bientôt revenue : en 1937, l'exclusion des femmes des fonctions combattantes a accompagné l'incorporation forcée des milices dans l'armée républicaine bourgeoise. «La suppression de l'économie séparée est inséparable, cela va de soi, de l'abolition de la famille<sup>32</sup>.»

La domination masculine ne mourra pas de sa belle mort. Le processus impliquera des conflits homme/femme (comme il y aura d'ailleurs des collisions entre prolétaires – hommes et femmes – radicaux et réformistes). Les *piqueteros* et les insurgés d'Oaxaca ont donné quelques exemples de la nécessité et de la difficulté de résoudre de tels conflits<sup>33</sup>. Une révolution qui s'avérerait incapable d'affronter la question des sexes serait également incapable du reste.

Le capitalisme n'est pas la cause d'une sujétion féminine qui lui est antérieure de plusieurs millénaires, si ce n'est davantage, et qui existe dans des sociétés qu'il serait difficile d'appeler capitalistes. Mais aujourd'hui, c'est le capitalisme qui perpétue cette sujétion, que nous ne pouvons donc combattre que sous sa forme capitaliste, structurée par le salariat et la propriété privée. La révolution ne sera ni causée ni poussée en avant par une lutte des sexes, cependant elle ne triomphera qu'en étant capable de mettre fin à la subordination des femmes.

### Et la violence ?

Malgré des millions de morts, la société contemporaine nie la réalité de sa violence. Le Ministère de la Guerre s'appelle Ministère de la Défense, et le mot *frappe* remplace celui de *bombardement*, trop évocateur de « bombes » explosant au sol pour tuer des êtres humains. L'opinion se choque à l'idée qu'on ait recours aux armes pour changer le monde. Le pacifisme social n'a pourtant pas toujours été de mode. Jenny Marx écrivait à son époux Karl en août 1850 : «J'ai vraiment envie de me conduire en incendiaire implacable et de traverser le pays

32 K. Marx, *L'Idéologie allemande*, op. cit., chap. I, A.

33 Cf. B. C. Peller, «Women in Uprising. The Oaxaca Commune, the State and Reproductive Labour», disponible en ligne.

une torche à la main, quand je vois ce petit paradis fait de sacs de café, de boîtes de thé, de harengs en conserve et de bouteilles d'huile<sup>34</sup> ! »

Jusqu'ici, les grandes révoltes ont d'abord en partie ou en totalité provisoirement paralysé l'État. Puis, soit l'État a repris l'initiative en écrasant l'insurrection, soit les insurgés ont laissé des politiciens canaliser le mouvement, soit, cas le plus fréquent, on a assisté à un mélange des deux.

La communisation ne fera pas ce que Bordiga résumait ainsi : « Pour que la révolution puisse accomplir sa tâche économique, il est nécessaire d'abattre d'abord le système politique qui centralise le pouvoir [...] »<sup>35</sup>

Qu'elle soit mise en œuvre par un parti, comme le voulait Bordiga, ou par une organisation démocratique des travailleurs (de type « conseil »), cette vision part du principe d'une division entre les plans politique et économique, d'où découle la succession des phases : d'abord démanteler le pouvoir d'État, ensuite changer la société. Au contraire, la communisation combinera les deux dimensions, « sociale » et « politique ». La communisation procède plus par subversion que par élimination : elle sape les forces anti-révolutionnaires en les privant de leurs fondements. Sa dynamique n'est pas de fusiller les bourgeois, mais de désagréger les bases de leur pouvoir pour rendre inutile et impossible ce qui est aujourd'hui leur fonction.

Pourtant, si elle est faite de pratiques concernant la façon dont on produit, on habite, on se nourrit, on apprend, on voyage, etc., la communisation n'est pas apolitique, ni politique seulement par à-côté, par ses seuls effets. Elle implique dès le début une action, y compris armée, pour mettre à bas les organes publics et privés de répression qui ne se priveront pas de faire usage de fusils et de tanks pour interdire ou briser les pratiques nouvelles. Aujourd'hui, le simple fait d'occuper une rue est illégal et expose à riposte, coups de matraque le plus souvent, balles réelles le cas échéant. En cas de troubles graves, le pays le plus démocratique n'hésitera jamais à violer sa propre légalité.

34 Cité dans M. Gabriel, *Love and Capital: Karl and Jenny Marx and the Birth of a Revolution*, Black Bay Books, 2012, p. 191.

35 A. Bordiga, « Les Buts des communistes », 29 février 1920, disponible en ligne.

Dans ces conditions, une révolution communiste ne saurait être autre chose que violente. (D'ailleurs, quelle révolution démocratique l'a emporté seulement par des voies pacifiques ?)

Il ne s'agit pas d'affronter la gendarmerie mobile ou la Garde nationale telles qu'elles existent aujourd'hui, surarmées et surtout fortes de leur légitimité. Nous parlons d'un temps où la légalité est remise en cause, où les soutiens de l'ordre vacillent, où la classe dirigeante se divise, où le doute et l'insoumission n'épargnent pas les corps de répression. La communisation n'a de sens que dans une société déjà secouée par des arrêts de travail massifs, des foules de manifestants dans la rue, l'occupation de bâtiments publics et de lieux de production, une grève générale, des émeutes, des tentatives insurrectionnelles, une perte du contrôle de l'État sur des portions de plus en plus grandes du territoire, bref un mouvement assez puissant pour que les transformations sociales soient plus que des aménagements.

Lorsque John Holloway déclarait au Forum Social Mondial de Caracas en 2006 : « le problème n'est pas d'abolir le capitalisme, mais d'arrêter de le créer », il exposait bien un aspect de la communisation, qui consiste effectivement en initiatives et en pratiques de masse, mais il privait ce processus de toute efficacité en niant son antagonisme avec l'État. Holloway est devenu célèbre par sa formule : « changer le monde sans prendre le pouvoir ». Comme lui, nous ne voulons pas prendre le pouvoir. Contrairement à lui, nous savons que le pouvoir d'État ne dépérira jamais de lui-même et déploiera toutes ses ressources pour défendre le monde existant. On ne détruira pas l'État en se bornant à occuper des bâtiments, bloquer les rues et tirer des coups de feu aujourd'hui, pour demain ne plus s'occuper que de ravitaillement et de logement. Une révolution force à des démarcations, et son déroulement modifie sans cesse les lignes de partage, mais il y aura inévitablement des personnes de l'autre côté de la barricade, donc contre nous. La révolution communiste l'emportera plus en neutralisant ses adversaires qu'en les tuant, en subvertissant plus qu'en éliminant, ce ne sera pas une guerre, une armée face à une autre, front contre front, mais elle comportera inévitablement une part de violence, de lutte armée, de mort donnée et reçue. Une vision candide

voudrait que tout un chacun trouve son compte dans le processus révolutionnaire : *in fine*, sans aucun doute, seulement *in fine*. Autant le mythe d'une guerre de classe est à rejeter, autant il faut ne pas oublier qu'une révolution fait s'affronter des personnes et des groupes : notre cible, ce sont des rapports sociaux, mais un rapport social n'existe que matérialisé en bâtiments, en objets, en institutions, et aussi en êtres de chair. Lorsque des membres des forces de l'ordre passeront de notre côté ou opteront pour la neutralité, ce qui les motivera ne sera pas seulement le constat que le communisme va leur apporter une vie meilleure, mais aussi la pression d'une violence révolutionnaire *qualitativement* supérieure. On se lasse de donner et prendre des coups dans un but de moins en moins rempli de sens.

Par contre, si la lutte armée était seulement assurée par des groupes devenus des corps fermés spécialisés dans ce rôle et détenant un monopole de fait de la violence, ce serait l'immanquable signe que la révolution est glacée. Bientôt naîtrait une « police prolétarienne », au service d'un « gouvernement révolutionnaire » appuyée sur une « armée populaire ». On reviendrait à ce qu'Engels décrit comme typique de la naissance d'un État : « l'institution d'une *force publique* qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée<sup>36</sup>. »

Une période insurrectionnelle s'étale sur des années : rien n'est définitivement tranché avant longtemps, la maîtrise de l'espace est mouvante et l'emploi des armes (ou la menace d'y recourir) s'accompagne de confusions et de recompositions tous azimuts. Des membres des forces de l'ordre rentrent chez eux ou passent de notre côté. En sens inverse, il se forme des groupes paramilitaires liés aux restes de l'appareil répressif, aux méthodes d'autant plus expéditives qu'ils ne rendent de comptes à personne.

Les positions et oppositions de classe ne se simplifient ni ne se résolvent du jour au lendemain. Le CRS et le sidérurgiste ont chacun beaucoup à gagner à la révolution communiste, mais tous deux n'y ont

36 F. Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884, uqac. ca, p. 120.

pas immédiatement le même intérêt. Le dépassement des classes ne passe pas par la mise en pratique d'une indifférenciation sociale effective dès le début : les premiers temps, on verra peu d'avocats d'affaires dans la rue et dans les AG, et moins de cadres que d'employés.

Entre capitalisme et révolution communiste, l'affrontement est asymétrique. Pour gagner, il suffit aux bourgeois de ne pas perdre, de «tenir» dans la tourmente, moyennant le sacrifice de certaines fortunes et le rajeunissement des élites dirigeantes. Le communisme, lui, doit prendre l'initiative. Il gagnera plus en sapant les bases sociales du camp adverse qu'en lui opposant une force militaire, mais cette sape ne suffira pas toujours, et il faudra également combattre par les armes ce que la communisation n'aura pu neutraliser.

Aucun changement historique n'est automatique ni instantané. Des obstacles devront être levés, c'est-à-dire non seulement dénoncés, mais détruits. La désobéissance civile n'y suffira pas, la résistance passive non plus. Croire que notre violence devrait être purement défensive équivaut à croire en une violence non-violente. L'État, tout État, est un concentré de puissance armée potentielle. Quand celle-ci se déchaînera contre nous, plus grande sera l'énergie combattante, plus l'équilibre des forces tournera en notre faveur, et moins il y aura de sang versé.

Il n'y a ni à nier la violence révolutionnaire, ni à croire qu'elle résolve tout. Aucune formule organisationnelle ne garantit le contrôle de la violence prolétarienne par les prolétaires eux-mêmes. (De même, à moins de supprimer toute délégation, aucune règle de procédure ne garantit d'avance le contrôle des mandants sur leurs délégués.)

La solution dépendra des réponses apportées à des questions très concrètes, par exemple l'usage que nous ferions des dossiers de police dont on pourra se saisir. Des voix se feront entendre pour les utiliser, par souci d'efficacité. Contre cette tendance, la révolution ne s'interdira pas par principe moral d'y avoir recours parce qu'ainsi elle imiterait l'État honni : elle fera plutôt valoir qu'elle n'en a pas besoin, ou dans des cas exceptionnels, car elle ne combat pas ses adversaires

comme la police combat les révolutionnaires. Le but de la révolution donne aussi sa méthode : elle ne cherche pas à identifier des cibles pour les exclure de la société en les envoyant en prison ou au cimetière. Le communisme est intégrateur, et ne traque pas des monstres anti-sociaux.

Quelques formes que prennent la destruction de l'État et l'invention de nouvelles habitudes d'administration, ce processus ira de pair avec la communisation. Chacun des deux aspects renforce l'autre, et aucun des deux ne réussit sans l'autre. Soit ils convergent, soit ils échouent ensemble. Si elles laissent subsister la police, l'armée, les partis et le parlementarisme, les activités sociales les plus fraternelles et innovantes finiront brisées de l'extérieur par la force, ou asphyxiées faute d'espace. Inversement, si les insurgés se bornent à consolider un pouvoir politico-militaire en le voulant supérieur à celui de l'État, leur efficacité ne sera qu'apparente, puisqu'ils le combattront en se plaçant sur son terrain : réduite à un duel entre deux camps, la révolution perdra la partie en renonçant à sa dynamique sociale.

Dans les premiers temps, il serait absurde d'attendre d'une insurrection libératrice, même de masse, qu'elle se borne à des gestes pacifiques. Ensuite, si les insurgés transforment en profondeur leurs relations sociales et leurs comportements, ils ne s'enfermeront pas dans l'habitude de la violence et de la mort, dont la persistance coïnciderait avec la perte de ce que leur révolution a de plus émancipateur. Comment créer une situation sans structure néo-étatique exerçant « le monopole de la violence », sans non plus règne de la loi du plus fort ? L'État n'est pas uniquement oppressif, il tire sa force et sa légitimité en assurant ce qu'Hobbes appelait la « relation mutuelle entre la protection et l'obéissance » : en échange de ce qu'il prend pour sa sécurité, le citoyen se soumet, préférant les contrôles de police à la présence dans la rue de bandes incontrôlables. La communisation ne s'écoulera pas comme un fleuve tranquille. Violence et créativité sociale sont inséparables : le contrôle par les prolétaires de leur propre violence n'est possible que si elle est autant destructrice que créatrice, c'est-à-dire

« une violence qui n'a pas besoin de faire couler le sang pour exprimer son potentiel de destruction<sup>37</sup>. »

### Comment atteindre le point de rupture ?

Au-delà d'un certain point, on ne peut plus revenir en arrière. C'est ce point qu'il faut atteindre<sup>38</sup>.

Communiser, c'est mettre à bas les appareils répressifs tout en instaurant des rapports sociaux non mercantiles, en allant de plus en plus vers l'irréversible.

Face à cela, la stratégie bourgeoise sera double : là où les forces de l'ordre sont dépassées, laisser passer l'orage en espérant l'épuisement de l'élan révolutionnaire ; là où leur pouvoir semble assuré, reconquérir le terrain perdu. Partout, céder sur le secondaire, favoriser les réformes qui ne touchent pas à l'essentiel, promettre beaucoup en attendant le moment opportun pour revenir sur les concessions accordées. La bourgeoisie fera feu de tout, du désordre comme des forces de l'ordre.

Un des points cruciaux que tous les paragraphes précédents ont voulu souligner, c'est que la créativité sera un atout majeur des communistes.

Non sans résistances ni affrontements : des tentatives communistes seront réprimées, d'autres déviées vers des solutions inoffensives.

Car l'inventivité jouera aussi en faveur du capitalisme.

Quand l'argent régresse mais que les nouvelles formes de vie sont encore instables, surgissent toutes sortes de pis-aller : troc, monnaie populaire, *banque de temps*, et bien sûr marché noir.

Les projets d'*argent social* ne sont pas une alternative crédible au capitalisme tel qu'il existe, ni une façon de l'améliorer véritablement. Comme leur nom l'indique, les monnaies complémentaires

37 M. Tari, *Autonomie! Italie, les années 1970*, Paris, La Fabrique, 2011, p. 269 ; ajoutons que « pour ne pas se faire une idée héroïque de la guerre, il faut surtout éviter une idée misérable de la paix ». (L. Castellano, « Vivre avec la guérilla » in : *pre/print*, n° 1-4, 1978, cité par *ibid.*, p. 244.)

38 F. Kafka, *Cahiers in-octavo (1916-1918)*, Paris, éd. Payot Rivages, 2009.

compensent des insuffisances. Après 1918, des villes allemandes ont introduit des monnaies municipales afin de pallier l'absence d'un Mark stable. Dans la Grande Dépression, pour impulser les échanges, on a expérimenté en Suisse et en Autriche des monnaies spéciales ayant cours à l'intérieur d'un groupe d'entreprises et de coopératives, et même une *monnaie fondante*, qui perdait chaque mois 1 % de sa valeur afin de décourager la thésaurisation. Certains de ces dispositifs ont perduré comme mécanisme de troc interentreprises. Dans les années 1980, les Systèmes d'échange local (SEL) sont apparus comme remède à la dévitalisation économique, notamment en Argentine, où un peu plus tard se sont développés des clubs de troc, souvent à l'usage de chômeurs des classes moyennes. Aujourd'hui, en Italie, des *banques de temps* font circuler des chèques de temps entre des personnes qui se doivent réciproquement des heures ou des jours, et il existe des dollars-temps semi-officiels.

La monnaie locale n'est valable que sur un espace limité, dans le double espoir de recréer une communauté authentique dont l'économie « réelle » échapperait à l'emprise de la finance, et de promouvoir des formes d'échanges solidaires et écologiques. Quoique l'Argentine soit le seul pays où les monnaies sociales aient atteint une ampleur nationale, il est inévitable que l'aggravation de la crise donne vie à des expédients capables d'adoucir la paupérisation générale. Au lieu de se débarrasser de l'argent, on se débrouille avec de l'argent alternatif. L'économie locale est de l'économie, et le compte interpersonnel du temps est de la valeur à visage humain.

En période de misère, le troc, c'est le marché du pauvre. Quand tout bascule, quand le distributeur de billets est vide ou cassé, le troc s'avère une nécessité, voire pour quelques-uns un jeu. C'est la valeur (approximative) sans le prix, mais on continue à *compter*, à peu près : on échange un lecteur de DVD contre un sac à dos, jamais un VTT contre un livre de poche. Il y aurait en France plusieurs centaines de milliers de troqueurs, dont le nombre va croissant pour une activité « ludique, conviviale et très économique », selon la responsable d'un des sites spécialisés.

Mieux encore, il s'ouvre des *free shops*, boutiques sans argent, où l'un apporte un objet qu'un autre emporte sans payer, et certains y voient la manifestation du « don désintéressé » et d'un « refus de la société de marché » susceptible de « retisser du lien social ». Paradoxalement, l'omniprésence marchande suscite la création de « zones de gratuité » appelées à se développer en période insurrectionnelle. La rupture des canaux habituels d'approvisionnement forcera à improviser les solutions les plus variées, certaines allant effectivement au-delà du salariat et de l'argent, d'autres réaménageant un système en faillite. Si l'inventivité sociale est un puissant facteur communisateur, elle génère aussi des expériences et des projets où la vitalité révolutionnaire se perd. Ce qui semble aujourd'hui une curiosité comme le *bitcoin*, monnaie virtuelle utilisée par le commerce et la finance, pourra offrir une voie de régulation des échanges si les circuits normaux sont hors service. Quoique peu viables à terme, les solutions provisoires de ce type détourneront la critique communiste.

Ce qui vaut pour la monnaie s'applique aussi au travail et au salariat, dont il faut s'attendre à voir fleurir de multiples formes coopératives, mutualisées, collaboratives et autogérées. La communisation n'aura pas seulement affaire à la police anti-émeute, mais à un système impalpable et omniprésent. D'où le capitalisme tire-t-il sa puissance, son étonnante souplesse évolutive ? De l'exploitation de la force de travail, de sa capacité à élever la productivité, de la production massive de richesses, certainement ; mais aussi de sa fluidité, sa faculté de dépasser toute forme fixe, son indifférence relative aux hiérarchies, son mépris de l'acquis, son aptitude à s'accommoder des idéologies comme des régimes politiques les plus opposés, pourvu que son impératif premier soit satisfait : mettre en mouvement et accumuler un flux de valeur.

La civilisation capitaliste pousse à un individualisme forcené tout en créant à sa façon une universalité, ou pour le dire autrement une forme de liberté (dont la démocratie n'est que la réalisation politique), un être humain en principe détaché des liens de la tradition, de la terre, de la naissance, de la famille, de la patrie, de la religion et de la morale, en un mot : libre de s'auto-crée. Le « rôle

éminemment révolutionnaire» attribué par le *Manifeste communiste* à la bourgeoisie s'est amplifié depuis 1848. Au début du *xxi*<sup>e</sup> siècle, la Parisienne mange une banane de Martinique (où elle passait ses vacances la semaine dernière), loue une voiture japonaise, regarde un film argentin, séduit sur internet une Australienne, et de chez elle accède aux classiques comme à l'avant-garde sulfureuse tout en se confrontant aux visions du monde les plus contradictoires. En un mot, le capitalisme lui vend l'infinité des possibles. Fausse richesse, dira-t-on : en effet, car pétrie de passivité et de spectacle, non d'expérience vraiment vécue, mais cette fausseté n'en est pas moins prégnante quand elle suscite sensations et émotions.

On se tromperait en croyant qu'une période où la communisation sera possible et tentée éliminera automatiquement l'attraction de fallacieuses richesses. Deux cents ans d'évolution capitaliste moderne nous ont appris quelles ressources ce système sait mobiliser. Dans une ère d'agitation et de révolution, l'imagination ne sera pas seulement de notre côté : le capitalisme mettra en avant l'authentique et le collectif. Lui aussi proposera à l'individu de se dépasser. Lui aussi fera une critique de la démocratie « formelle », revendiquera la Terre comme un patrimoine commun, opposera le « bien vivre » au « toujours plus », le vécu au virtuel, la coopération à la concurrence, l'usage à l'appropriation, et fera mine de tout changer, sauf le rapport marchand et salarial.

La perspective communiste a toujours inclus le développement des potentialités humaines. Sur le plan matériel : disposer en tout lieu des produits de l'ensemble du globe. Et sur le plan des comportements : favoriser et satisfaire aptitudes et désirs. Surréalistes (« liberté absolue ») et situationnistes (« vivre sans temps mort et jouir sans entrave ») n'ont pas été les seuls à exalter les vertus subversives de la transgression.

Aujourd'hui, le capitalisme le plus moderne retourne cette critique contre nous : Empire du Bien et politiquement correct font bon ménage avec la mode de la provocation, sinon de la transgression, généralement verbale, parfois pratiquée. Censuré en France jusqu'en 1958, Sade est entré dans la Pléiade en 1990 : *L'Enfer sur papier bible*,

promet l'éditeur. La subversion devient une norme, et quelle meilleure publicité pour un film que de passer pour «dérangeant»? Sur les écrans qui nous entourent, comparée à ce qu'elle était en 1950, la frontière est devenue floue entre le sacré et le profane, l'interdit et le permis, le caché et le dicible. Une période troublée brouillerait davantage les repères. Contrairement aux années vingt et trente, la contre-révolution se réclamera moins d'un ordre moral qu'elle n'aura un arrière-goût «libéral-libertaire» et se voudra permissive et transgressive.

Face à cela, la communisation l'emportera en réalisant des formes de vie allant effectivement (et non en image) vers l'universel.

Comme Marx le disait, en 1850, dans *Les Lutttes de classes en France*, la bourgeoisie a triomphé en concentrant en elle, par ses actes comme dans ses idées, les intérêts révolutionnaires de la société. Il est facile d'en exposer l'imposture, de montrer à quelles horreurs et quelles impasses ce programme a conduit. Il n'empêche que si la bourgeoisie a voulu, su, et pu mener le monde, en 1850 comme aujourd'hui, de Manchester à Shanghai, c'est qu'elle ne s'est pas contenté de régler ses affaires et de faire travailler les ouvriers. Les bourgeois se sont occupés de l'ensemble de la société, dans tous des domaines, des techniques aux rites, de l'aménagement des petites collectivités aux interrogations scientifiques et philosophiques les plus abstraites.

Malgré tout ce qui sépare révolution bourgeoise et révolution communiste, le prolétariat ne l'emportera qu'en donnant «une forme universelle à ses intérêts communs<sup>39</sup>»: s'il veut, sait et peut prendre en charge toute la société, ce qui ne veut pas dire la gérer telle qu'il en hérite, mais affronter l'ensemble des problèmes généraux de l'espèce humaine. Dans de nombreux cas, cela passera par le rejet de fausses urgences. Dans d'autres, cela impliquera de traiter de réelles questions, y compris certaines réunies aujourd'hui sous le mot «écologie», et de savoir profiter du moment où tout peut basculer :

39 K. Marx, *L'Idéologie allemande*, op. cit., Première partie, B.

« Le temps presse, les révolutions, comme les morts, vont vite », écrivait Jean Trohel dans une lettre à Raoul Rigault le 14 avril 1871, lui proposant d'attaquer armes à la main la Banque de France<sup>40</sup>.

### Quelle valeur attribuer à ces questions ?

Nos réponses n'ont répondu aux questions qu'en en posant d'autres, obligeant le lecteur à transformer pour lui-même les questions.

L'insurrection crée les conditions d'une situation où l'insurgé commence à ne plus vivre dans la séparation. La propriété est la séparation fondatrice de toutes les autres : l'homme y est coupé des moyens de vivre, de son activité, des autres, de lui-même. La révolution est la réunion des prolétaires et des moyens de production, des prolétaires et de la nature. Et l'abolition de la propriété transforme des problèmes jusque-là insolubles, comme la famille, les rapports homme/femme, parents/enfants...

La communisation offre la seule réponse à l'énigme révolutionnaire : comment la lutte d'une classe contre une autre peut-elle aboutir à l'abolition des classes ? Comment une classe peut-elle à la fois l'emporter et s'auto-abolir ? La solution ne passe pas par une lutte armée plus dure, des rangs plus nombreux, une autonomie plus grande, une conscience mieux aiguisée, toutes conditions nécessaires mais qui n'existeront et ne se développeront que par la communisation. C'est seulement en s'abolissant en tant que prolétaires que les prolétaires vaincraient la bourgeoisie :

Si le prolétariat remporte la victoire, cela ne signifie pas du tout qu'il soit devenu le côté absolu de la société, car il ne l'emporte qu'en s'abolissant lui-même et en abolissant son contraire<sup>41</sup>.

Un thème récurrent de ce livre est la coexistence de deux possibilités contenues simultanément dans l'expérience prolétarienne, aussi le lecteur n'étonnera pas que ce chapitre s'achève sur une citation ambivalente :

– Bien, bien, fit Dick, que dois-je faire alors ?

40 *La Commune de Paris. Révolution et contre-révolution à Paris 1870-1871*, éd. Des prolétaires internationalistes, 2013, p. 99.

41 K. Marx, F. Engels, *La Sainte Famille*, 1844, disponible en ligne, chap. IV, 4.

- Vous rappeler simplement, dit Miss Goering, qu’une révolution gagnée est un adulte qui doit tuer son enfance une fois pour toutes.
- Je m’en souviendrai, fit Dick d’un ton sarcastique<sup>42</sup>.

42 Jane Bowles (1917-1973), épouse du compositeur et écrivain Paul Bowles, n’a écrit qu’un seul roman, *Deux dames sérieuses*, Gallimard, 2007 (1943), une pièce de théâtre et quelques nouvelles. Sans doute était-elle de ceux et celles qui en ont trop à dire pour pouvoir l’exprimer. Cf. M. Dillon, *Jane Bowles, une femme accompagnée : biographie*, Paris, Deuxième temps tierce, 1989.

## D'ici là

[...] la propagande du communisme possède un langage que chaque peuple comprend [...] les éléments de cette langue universelle sont aussi simples que la faim, le désir, la mort, écrivait Heinrich Heine en 1855<sup>1</sup>.

Sur l'évidence du *communisme*, Heine faisait preuve d'optimisme, c'est le moins qu'on puisse dire. Cent soixante ans plus tard, la *communisation* non plus n'a pas encore la simplicité du désir ou de la mort.

Depuis son émergence, le concept a subi un glissement, une dérive idéologique.

L'idée de communisation est née de la crise sociale des années 1970, où d'ailleurs cette notion n'a même pas eu la menue influence qui était alors celle des positions anti-bureaucratiques, conseillistes ou situationnistes.

La crise actuelle lui donne un certain écho, mais la percée théorique coexiste avec une confusion où la notion se retrouve coincée entre deux voisinages également délétères.

D'une part, il y a une propension à en faire la théorie définitive et explique-tout, qui définirait l'époque présente tout en livrant la clé de l'ensemble du mouvement prolétarien passé et à venir, avec en prime la démonstration de la quasi-inéluctabilité de la révolution à notre époque.

D'autre part, la communisation jouit maintenant d'une petite mode des deux côtés de l'Atlantique, et personne ne devra être surpris le jour où le mot sortira de la bouche de Slavoj Žižek.

Parfois les deux tendances confluent sur les bancs d'une fac. Inutile de s'en indigner. Si la communisation désigne quelque chose d'essentiel, sa « récupération » est inévitable, comme d'autres l'ont subie avant elle, Marx autrefois, les situationnistes plus récemment. Il est également normal que les campus en soient le lieu privilégié :

1 H. Heine, *Lutèce*, 1855, cité par P. Grandjonc, *op. cit.*, p. 556.

c'est là (et dans les médias, mais les deux mondes aujourd'hui s'interpénètrent) que s'opère l'autocritique permanente caractéristique des démocraties, qui payent des chercheurs pour s'interroger sur les contradictions sociales. *At the end of the day*, on en arrive à ne plus pouvoir distinguer entre discours radical et langage universitaire<sup>2</sup>. En ce qui nous concerne, entre la langue de bois marxiste et le dernier colloque en vogue, on nous permettra de ne pas choisir.

La communisation semble donc n'être sortie de l'obscurité que pour s'éblouir sous de fausses lumières. Comment en irait-il autrement, quand très peu de signes annoncent ce que seraient des tentatives de sa mise en *pratique* ?

La communisation n'est pas la métathéorie qui réinterpréterait en la dépassant la totalité de la pensée révolutionnaire.

Que veut dire *communisation* ? Que dès ses débuts, et donc sans *période de transition*, une révolution future commencera à transformer les rapports sociaux capitalistes en rapports sociaux communistes : destruction du travail salarié, de la propriété privée, de l'échange marchand, de la division sociale et de la division sexuelle du travail, de l'État et *tutti quanti*.

Ce concept est essentiel.

Il ne résume, ni ne remplace, ni n'absorbe en lui l'ensemble des « fondamentaux » de la critique communiste : il leur donne seulement le sens et la portée nécessaires à notre époque.

C'est déjà beaucoup<sup>3</sup>.

Pour que les choses soient claires : si le rejet d'une « transition » préparatoire au communisme est l'un des points de départ de l'idée de communisation, ce point de départ ne résume pas tout. Hier comme aujourd'hui, des gens ont dit et disent : « On change tout et tout de suite ! » Mais si « tout de suite » signifie *dès maintenant* (donc *sans révolution*), et si « on » veut dire *un peu tout le monde* (comme si déjà nous étions *au-delà des classes*), cette communisation-là a très peu à voir avec ce qu'expose ce livre.

2 Cf. « Profession and Movement » in : *Wildcat*, n° 96, 2014.

3 Blog DDT21, ddt21.noblogs.org, 2014.

Une révolution née d'une société de classes mais qui abolit les classes : voilà le défi pratique et donc théorique.

Même s'il lutte avec acharnement pour ses intérêts, tant qu'il s'affirme en tant que travail salarié, le travail se perpétue comme l'ennemi irréductible du capital, mais aussi comme son partenaire forcé. Jamais une lutte des prolétaires uniquement fondée sur ce qu'ils sont (et qui reste central), le travail, n'aboutira à l'abolition du travail

Pourtant, si la révolution *ne peut être* l'œuvre d'une communauté de lutte centrée sur le travail, elle n'en aura pas moins lieu dans un monde encore structuré par le rapport capital/travail salarié. La révolution communiste a un rapport avec l'antagonisme de classe mais est *plus* qu'une intensification de la lutte des classes.

Les deux siècles écoulés prouvent que la *résistance à l'exploitation* n'est pas la voie menant automatiquement, et à sens unique, vers la *révolution*. Mais ils prouvent aussi qu'entre les deux il existe un rapport. Comment la résistance à l'exploitation et à la dépossession peut-elle faire plus qu'accentuer la crise du système, et pour de bon dépasser ce système ?

Partout le prolétaire réagit à ce que fait de lui le capital, dans les vieux centres industriels (en s'arc-boutant à des acquis déclinants) comme dans les pays dits émergents (en améliorant son sort dès qu'il le peut).

Pour que la lutte de classe fasse plus que s'entretenir elle-même, il ne suffit pas que le capital devienne incapable d'embaucher le travail. Deux ou trois milliards de chômeurs ou de précaires ne seront pas *de ce seul fait* amenés à détruire le rapport travail-capital. La persistance d'un chômage de masse depuis trente ans n'a guère radicalisé les prolétaires.

La révolution n'est pas l'œuvre du capital s'abolissant malgré lui, mais du travail se détruisant en tant que travail : pourtant la façon dont le capital traite le travail crée des conditions plus ou moins favorables à la critique du travail par lui-même.

Ce qui place le travail en position de se critiquer lui-même, de faire une critique du monde qui soit aussi *autocritique*, c'est le passage forcé d'un état à un autre, par aller-retour entre emploi et chômage,

emploi avec contrat et emploi informel, protection et précarité. Ce qui favorise la rupture, c'est la mise en déséquilibre du prolétaire par une situation entre les deux : ni totalement exclu (chômeur de père en fils), ni assuré de son emploi. C'est aussi une situation qui pousse à la rencontre et à l'action commune des couches différentes de prolétaires, comme cela s'est ébauché en Grèce en 2008, ébranlant des barrières « ethniques » (nationaux/étrangers, Grecs/Albanais, etc.).

Rien de décisif ne change tant que la production continue, ni non plus tant que les producteurs cessent le travail sans faire davantage. C'est en *sortant* du lieu de travail pour ceux qui ont un emploi, que les prolétaires engageront une dynamique communisatrice.

Ce que dit la théorie communiste, et que précise le concept de communisation, c'est que la révolution sera possible parce que ceux qui font le monde tel qu'il est peuvent aussi le défaire, parce que la classe du travail est aussi la classe de la critique du travail, parce qu'au contraire des exploités d'avant le capitalisme, le salarié peut mettre fin à l'exploitation, parce que l'homme marchandisé peut abolir le règne de la marchandise. C'est de la dualité classe ouvrière/prolétariat qu'il s'agit : une classe, comme l'écrivait Marx en 1844, qui n'est pas une classe, tout en ayant la capacité de mettre fin aux sociétés de classes.

Nous n'avons d'autre terrain que cette contradiction. Elle a éclaté de façon dramatique, lorsqu'en janvier 1919 quelques milliers d'insurgés spartakistes ont livré combat au milieu de la passivité de plusieurs centaines de milliers d'ouvriers berlinois. La communisation, c'est l'éclatement et la résolution positive de cette contradiction, quand les prolétaires sortiront de la crise sociale « par en haut ». La communisation sera aussi un règlement de comptes du prolétaire avec lui-même.

D'ici là, la théorie communiste ne cessera de tourner autour de cette contradiction comme dans leur pratique les prolétaires de s'y affronter.

Voici plus de deux siècles, à Antonelle qui se demandait s'il n'était pas un peu tard (ou trop tôt) pour « désabuser les hommes sur

le droit de propriété», Babeuf répondait : « Qui me désabusera, moi, de l'idée que l'époque actuelle est précisément la plus favorable<sup>4</sup>? »  
« La révolution est probable<sup>5</sup>. »

4 G. Babeuf, *Le Tribun du Peuple*, vol. 2, n° 37.

5 *La Rivoluzione*, février 1977.



## Bibliographie

### Articles, textes cités dans l'ouvrage

- Anonyme : « Communisation » in : *Troploin*, 2011, disponible en ligne.
- « Le Roman de nos origines » in : *La Banquise*, n° 2, 1983, disponible en ligne.
- *Le Prolétaire*, n° 94, 15 décembre 1970 – 1<sup>er</sup> janvier 1971, disponible en ligne.
- *Le Prolétaire*, n° 494, disponible en ligne.
- *Le Mouvement communiste*, n° 4, mai 1973, p. 2-47, disponible en ligne
- Les Amis du Potlatch, « À bas le prolétariat. Vive le communisme », 1979, disponible en ligne.
- Astarian, Bruno : « La Communisation comme sortie de crise » in : *Hic Salta – Communisation*, 2009, disponible en ligne.
- « Le Communisme – Tentative de définition » in : *Hic Salta – Communisation*, 1998, disponible en ligne.
- « Activité de crise et communisation » in : *Hic Salta – Communisation*, 2006, disponible en ligne.
- « Aux origines de « l’anti-travail » » in : *Hic Salta – Communisation*, 2005, disponible en ligne.
- « Fausse actualité du luddisme » in : *Hic Salta – Communisation*, 2005, disponible en ligne.
- « Feuilleton sur la valeur » in : *Hic Salta – Communisation*, chap. 4, § 3.2.1 et 3.2.2, 2012, disponible en ligne.
- Breton, André : « Discours d’André Breton au congrès des écrivains pour la défense de la culture » in : *Bulletin international du surréalisme*, n° 3, 20 août 1935, p. 4 – 7.
- Castoriadis, Cornelius : « Contre l’illimitation » in : *Revue du MAUSS permanente*, 21 mai 2007.
- Babeuf, Gracchus : *Le Tribun du peuple*, vol. 2, n° 37 in : Moiseevich Dalin, Viktor, Saitta, Armando, Soboul, Albert (éds.), *Œuvres de Babeuf*, Paris, Bibliothèque nationale, 1977.

- Balakrishnan, Gopal : « Speculations on the Stationary State » in : *New Left Review*, n° 59, 2009.
- Berthet, Pierre : « Les Libertiaires français face à la révolution bolchévique en 1919 autour de Raymond Péricat et du P.C. », disponible en ligne.
- Black, Bob : « Le Travail bafoue la liberté » in : *Abolition du travail*, 1985, disponible en ligne.
- Bordiga, Amadéo : « Politique et « construction » », 1952, disponible en ligne.
- « Le Sinistre Roman noir de la décadence sociale moderne », 1956, disponible en ligne.
- « Les Buts des communistes », 1920, disponible en ligne.
- Philippe Bourrinet, *La Gauche Communiste germano-hollandaise*, disponible en ligne.
- Camatte, Jacques : « Beaubourg : le cancer du futur » in : *Invariance*, 1977, disponible en ligne.
- Dauvé, Gilles : « La Boulangère et le Théoricien (sur la théorie de la forme-valeur) », 2014, disponible en ligne.
- Debouzy, Marianne : « Les Travailleurs des services et l'Avenir du mouvement syndical aux États-Unis », 2007, disponible en ligne.
- Engels, Friedrich : « Le Rôle du travail dans la transformation du singe en homme », 1876, disponible en ligne.
- Hammer, Michael : « Reengineering Work : Don't Automate, Obliterate » in : *Harvard Business Review*, 1<sup>er</sup> juillet 1990, disponible en ligne.
- Huard, Raymond : « Marx et Engels devant la marginalité : la découverte du lumpenprolétariat », 1988, disponible en ligne.
- Keynes, John Maynard : « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », disponible en ligne.
- Maréchal, Sylvain : « Le Manifeste des Égaux », disponible en ligne.
- Marx, Karl : « Manuscrits de 1844 » in : *Œuvres*, Gallimard, II, 1968.
- Morris, William : « Useful Work vs. Useless Toil », 1884, disponible en ligne.
- « The Policy of Abstention », disponible en ligne.

- Orwell, George : articles dans *The Observer*, 9 mai 1948, et *Tribune*, 15 mars 1946.
- Pankhurst, Sylvia : «The Future Society» in : *One Big Union Bulletin*, 2 août 1923, disponible en ligne.
- Pannekoek, Anton : «La Théorie de l'écroulement du capitalisme», disponible en ligne.
- Peller, Barucha Calamity : «Women in Uprising. The Oaxaca Commune, the State and Reproductive Labour», disponible en ligne.
- Poulot, Denis : «Le Sublime ou le travailleur comme il est en 1870 et ce qu'il peut être en 1872», disponible en ligne.
- Streeck, Wolfgang : «La Crise de 2008 a commencé il y a 40 ans» in : *Le Monde diplomatique*, janvier 2012.
- «Profession and Movement» in : *Wildcat*, n° 96, 2014.

#### Livres cités dans l'ouvrage

- Anonyme : *En catimini. Histoire et communiqués des Rote Zora*, 2009.
- À bas les restaurants*, prole. info, 2012 (2006).
- La Commune de Paris. Révolution et contre-révolution à Paris 1870-1871*, éd. Des prolétaires internationalistes, 2013.
- Adamic, Louis : *Dynamite ! Un siècle de violence de classe en Amérique*, Paris, Sao Mai, 2010 (1931).
- Anders, Günther : *L'Obsolescence de l'homme*, Paris, éd. de l'Encyclopédie des Nuisances, 2001 (1956).
- Astarian, Bruno : *Luttes de classes dans la Chine des réformes 1978-2009*, Paris, Acratie, 2009.
- Beachy, Robert : *Gay Berlin : Birthplace of a Modern Identity*, New York, Knopf, 2014.
- Blanqui, Louis-Auguste : *Textes choisis*, Paris, éd. Sociales, 1971, disponible en ligne.
- Bowles, Jane : *Deux dames sérieuses*, Paris, Gallimard, 2007 (1943).
- Brunton, Finn : *Spam : A Shadow History of the Internet*, Cambridge (USA), MIT Press, 2013.
- Clark, Gregory : *A Farewell to Alms. A Brief Economic History of the World*, Princeton, Princeton University Press, 2007.

- Cohen, Daniel : *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Paris, Seuil, 2006.
- Dauvé, Gilles, Nesic, Karl : *Au-delà de la démocratie*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- *Contribution à la critique de l'autonomie politique*, 2008, disponible en ligne.
- Dick, Philippe K. : *Le Maître du Haut château*, Paris, éditions 84, 2013 (1962).
- Dillon, Milicent : *Jane Bowles, une femme accompagnée : biographie*, Paris, Deuxtemps tierce, 1989.
- Doray, Bernard : *Le Taylorisme, une folie rationnelle ?*, Paris, Dunod, 1981.
- Duménil, Gérard, Lévy, Dominique : *La Grande Bifurcation*, Paris, La Découverte, 2014.
- Duneton, Claude : *Le Monument*, Paris, éd. J. Duvernet, 2004.
- Dyer, Gwynne : *Climate Wars, One World Pub*, Oxford, Oneworld Publications, 2011.
- Ellul, Jacques : *La Technique ou l'enjeu du siècle*, Paris, Armand Colin, 1954.
- Engels, Friedrich : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884, disponible en ligne.
- Etchebéhère, Mika : *Ma guerre d'Espagne à moi*, Paris, Libertalia, 2014
- Gabriel, Mary : *Love and Capital : Karl and Jenny Marx and the Birth of a Revolution*, Black Bay Books, 2012.
- Garson, Barbara : *The Electronic Sweatshop. How Computers are Transforming the Office of the Future into the Factory of the Past*, Londres, Penguin, 1988.
- Gaulard, Mylène : *Karl Marx à Pékin. Les Racines de la crise en Chine capitaliste*, Paris, Démopolis, 2014.
- Giachetti, Diego, Scavino, Marco : *La Fiat aux mains des ouvriers. L'Automne chaud de 1969 à Turin*, Paris, Les Nuits rouges, 2005
- Gottraux, Philippe : *Socialisme ou barbarie*, Paris, Payot, 1977.
- Grandjonc, Jacques : *Communisme. Kommunismus. Communism*, Paris, éd. des Malassis, 2013.

- Gras, Christian : *Alfred Rosmer (1877-1964) et le Mouvement révolutionnaire international*, Paris, Paris, Maspero, 1971.
- Gréau, Jean-Luc : *L'Avenir du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2005.
- Le Guin, Ursula : *Les Dépossédés*, Paris, Le Livre de poche, 2006 (1974).
- Havet, Mireille : *Journal 1918-1919*, Paris, éd. Claire Pauhlan, 2011.
- Incendo, *Capitalisme, genres et communisme*, Avignon, Incendo, 2012.
- Kafka, Franz : *Cahiers in-octavo (1916-1918)*, Paris, éd. Payot Rivages, 2009.
- Kapp, Yvonne : *Eleanor Marx*, vol. 2 : *The Crowded Years. 1884 – 1898*, Londres, Virago, 1979 (1976).
- Kendrick, Walter M. : *The Thrill of Fear*, New York, Grove and Weidenfeld, 1991.
- Klein, Naomi : *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, Arles/Montréal, Actes Sud/Lux, 2015.
- Kovel, Joël, Löwy, Michael : *Manifeste écosocialiste*, 2001.
- Krisis, *Manifeste contre le travail*, Fécamp, éd. Lignes, 2002.
- Lafargue, Paul : *Paresse et révolution*, Paris, Tallandier, 2009.
- Lautier, Bruno : *L'Économie informelle dans le tiers-monde*, Paris, La Découverte, 2004.
- Lefrère, Jean-Jacques : *Arthur Rimbaud*, Paris, Fayard, 2001.
- Maillard, Alain : *La Communauté des Égaux. Le Communisme néo-babouviste dans la France des années 1840*, Paris, Kimé, 1999.
- Marr, Andrew : *A History of Modern Britain*, Londres, Pan Books, 2009.
- Marx, Karl : *L'Idéologie allemande*, Paris, éditions Sociales, 1974.
- *Le Capital*, disponible en ligne.
- *Notes sur F. List*, disponible en ligne.
- *Le Capital* in : *Œuvres*, I, Paris, Gallimard, 1963.
- *Œuvres*, II, Paris, Gallimard, 1968.
- *Œuvres*, III, Paris, Gallimard, 1982.
- *Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859, disponible en ligne.
- Mattick, Paul : *Marx et Keynes*, Paris, Gallimard, 1972.
- Mehring, Franz : *Histoire de la social-démocratie allemande de 1861 à 1891*, Pantin, Les Bons Caractères, 2013.

- Mentasi, Emilio : *La «Garde rouge» raconte. Histoire du comité ouvrier de la Magneti Marelli. Milan 1975-78*, Paris, Les Nuits rouges, 2009.
- Morin, François : *La Grande Saignée. Contre le cataclysme financier à venir*, Montréal, Lux, 2013.
- Nashua, Pierre : *Perspectives sur les conseils, la gauche allemande, et la gestion ouvrière. Exposé de 1974*, Paris, Spartacus, 1983 (1977).
- O'Connor, James : *The Fiscal Crisis of the State*, New Jersey, Transaction Publishers, 1973.
- *Natural Causes: Essays in Ecological Marxism*, New York, Guilford Press, 1997.
- Organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires, *Un monde sans argent*, Paris, éd. du Sandre, 2013.
- *Le Militantisme, stade suprême de l'aliénation*, Paris, éd. du Sandre, 2013.
- Nietzsche, Friedrich : *Ecce Homo*, Paris, Garnier-Flammarion, 1999 (1888).
- Nolte, Ernst : *La Guerre civile européenne 1917-1945: national-socialisme et bolchévisme*, Genève, éd. des Syrtes, 2000 (1989).
- Pavone, Claudio : *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*, Paris, Seuil, 2005.
- Peukert, Detlev J.K. : *La République de Weimar. Années de crise de la modernité*, Paris, Aubier, 1992.
- Polanyi, Karl : *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 2009 (1944).
- Polastron, Lucien X. : *Livres en feu. Histoire de la destruction sans fin des bibliothèques*, Paris, Denoël, 2004
- Riesel, René, Semprun, Jaime : *Catastrophe, administration du désastre et soumission durable*, Paris, éd. de l'Encyclopédie des Nuisances, 2008.
- Rizzi, Bruno : *La Bureaucratisation du monde*, Paris, Champs libre, 1977.
- Rubel, Maximilien : *Marx critique du marxisme*, Paris, Payot, 1974.
- Schuurman, Herman J. : *Le Travail est un crime*, éd. Antisociales, 2007.

- Steuerman, Carl : *La Crise mondiale, ou vers le capitalisme d'Etat*, Gallimard, 1932 (1924).
- Souyri, Pierre : *La Dynamique du capitalisme au XX<sup>e</sup> siècle*, Payot, 1983.
- Tari, Marcello : *Autonomie ! Italie, les années 1970*, La Fabrique, 2011.
- Tooze, Adam : *Le Salaire de la destruction : formation & ruine de l'économie nazie*, Les Belles Lettres, 2012.
- Vigna, Xavier : *L'Insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

## Ouvrages du même auteur

*La Fileuse*, Paris, Denoël, 1992

*Banlieue molle*, Aigues-Vives, HB Editions, 1998

*Ni parlement ni syndicats : les conseils ouvriers !*, Paris, Les Nuits rouges, 2003 (avec Denis Authier)

*Au-delà de la démocratie*, Paris, L'Harmattan, 2009 (avec Karl Nestic)

### **sous le nom de Jean Barrot :**

*Le Mouvement communiste*, Paris, Champ Libre, 1972

*La Gauche Communiste en Allemagne 1917-21*, Paris, Payot, 1976 (avec Denis Authier)

*Bilan. Contre-révolution en Espagne 1936-39*, Paris, UGE, 10/18, 1979

*Communisme et question russe*, Paris, Spartacus, 1984.

Certains de ses textes anciens et récents sont disponibles sur le site [www.troploin.fr](http://www.troploin.fr) et sur le blog [ddt21.noblogs.org](http://ddt21.noblogs.org)



